

Logo à intégrer par  
l'imprimeur

Revue quadrimestrielle  
de débat et de culture  
fédéraliste

Créée en 1973, *Fédéchoses* est la seule revue sur le fédéralisme militant publiée en langue française.

La revue présente différentes rubriques notamment un dossier **Fed'actualité** et un ou deux **Focus**. Plusieurs **chroniqueurs** proposent régulièrement leur regard comme Michel Theys, journaliste à Bruxelles et Alain Réguillon, président de la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon.

Les rubriques historiques de *Fédéchoses* sont également toujours présentes : en particulier, **Il y a « 30 ans » nous avons publié, les brèves et « Mon p'tit doigt Fédéchoses »**.

Dans ses dernières pages la revue propose également des critiques ou commentaires d'ouvrages parus récemment, c'est la **bibliographie de *Fédéchoses***.

# FÉDÉCHOSSES

POUR LE FÉDÉRALISME

44° ANNÉE – N°176 – SEPTEMBRE 2017



Dans ce numéro :

## L'Union européenne et la France après l'élection d'Emmanuel Macron

Le résultat de la présidentielle française a soulevé beaucoup d'espoirs au sein de la classe dirigeante européenne... mais qu'est-ce que la présidence de Macron va pouvoir aider à transformer en Europe ?

## À propos des populismes, du nationalisme et de la démocratie en Europe et dans le monde

Partout en Europe les observateurs soulignent la montée du populisme, du nationalisme et en particulier de l'extrême droite ; ce dossier analyse ce phénomène et montre qu'il ne se limite pas au continent européen. Petit détour par le Venezuela et par Israël.

## Avant la 5<sup>ème</sup> semaine d'action mondiale pour un Parlement mondial

Interview de Benjamin Ferencz sur la justice mondiale

## Sommaire

<b>Sommaire</b>	<b>2</b>
Editorial (English version)	3
<b>Le regard européen de Michel Theys</b>	<b>3</b>
Quand des chiffres trompeurs appellent un nouveau Bismarck !	3
<b>Le « billet d'humeur » d'Alain Réguillon</b>	<b>5</b>
La libre circulation entravée	5
<b>Il y a « 30 ans » nous avons publié</b>	<b>6</b>
A propos de Charles Millon et de son élection à la présidence de la région Rhône-Alpes –	6
Pierre Vial : la culture Rhône-Alpes dans la gueule du Saint-Loup !	6
<b>Réflexions fédéralistes</b>	<b>9</b>
Le politique est de retour :	9
l'affrontement mondial entre le nationalisme et le fédéralisme	9
La réponse des fédéralistes à l'élection de Trump	10
Pour une « VI <sup>e</sup> République en marche vers le fédéralisme »	12
<b>Fed'actualité : l'Union européenne et la France après l'élection d'Emmanuel Macron</b>	<b>14</b>
L'alignement des planètes	14
De la gestion de crise à la structuration de l'espérance	15
What the brand Macron is standing for?	16
Une nouvelle ambition pour sortir de la crise existentielle du projet européen	20
Ministère Philippe 2 : l'Europe à la portion congrue ?	22
Eurobaromètre : un attachement à l'Europe qui doit faire réfléchir	23
« This Parliament is ridiculous! » Was Jean-Claude Juncker right to harague MEP's in the European Parliament?	23
Politique migratoire : relancer le message aux européens ! Re-solidariser l'Union !	25
Une politique migratoire européenne reste-t-elle dans le domaine du possible ?	26
L'Europe sauvée par sa culture	27
La pétition « New deal 4 Europe » transférée par le Parlement européen à la Commission	28
Lettre ouverte du comité italien New Deal 4 Europe au Président de la République française	29
<b>Focus : À propos des populismes, du nationalisme et de la démocratie en Europe et dans le monde</b>	<b>30</b>
Nationalisme étroit ou citoyenneté mondiale et conscience globale	30
La communication politique au temps du populisme	31
Israël : démocratie en danger	32
Le Venezuela chassé du Mercosur	33
Perte de mémoires en Europe	34
L'extrême-droite européenne financée par le Parlement européen	35
<b>Focus : Avant la cinquième semaine d'action mondiale pour un Parlement mondial</b>	<b>36</b>
Vers une intégration politique globale :	36
l'opportunité d'une assemblée parlementaire mondiale	36
Le Parlement européen appelle l'Union européenne à lancer un débat sur la mise en place d'une Assemblée parlementaire aux Nations unies	39
La campagne pour une Assemblée parlementaire de l'ONU (UNPA) désormais soutenue par plus de 1 500 parlementaires ou anciens parlementaires de 120 pays	40
<b>Féd'Activité</b>	<b>41</b>
Réunion du Conseil du Mouvement fédéraliste mondial (WFM)	41
<b>Courrier</b>	<b>44</b>
<b>Les brèves de Fédéchoses</b>	<b>45</b>
Europe et migrations	45
Les bourses de doctorat Altiero Spinelli approuvées par le Parlement européen	45
José Mujica, l'ancien Président uruguayen, en faveur d'un gouvernement mondial	46
<b>Mon p'tit doigt Fédéchoses... !</b>	<b>47</b>
Mot d'humeur du 23 mai dernier sur la moralisation de la vie politique	47
<b>Interview</b>	<b>48</b>
Benjamin Ferencz : La bataille pour la cour pénale internationale	48
<b>Bibliographie</b>	<b>50</b>
Buggers of Europe, Jean Quatremer, Les salauds de l'Europe	50
Hubert Védrine, Sauvez l'Europe !	51
Relance ou refondation de l'Europe – Trois ouvrages, cinq auteurs	53
<b>In Memoriam</b>	<b>54</b>
Allocution en l'honneur de Jean-Pierre Gouzy	54
lors de ses obsèques à Paris, le 24 février 2017	54
My tribute to Jean-Luc Prevel	55
Simone Veil : la disparition d'un mythe	57
<b>Nouvelles de Presse Fédéraliste</b>	<b>58</b>
Préface au livre d'Alessandro Bresolin, Albert Camus :	58
l'union des différences	58
Catalogue - Ouvrages en vente et en préparation	59
<b>Nouvelle publication de Presse Fédéraliste</b>	<b>60</b>

## Editorial

Fin mars, frappé de plein fouet par les décès rapprochés de nos amis Jean-Pierre Gouzy, Michel Morin et Jean-Luc Prevel, nous avons intitulé notre édito (n° 175), « **Fédé-shows must go on !** ». En fait ce fut « *En rigolant. Pour faire semblant. De ne pas pleurer.* » comme l'avait écrit Georges Brassens dans « Le vieux Léon ». La peine est toujours là mais la volonté aussi de continuer le pari fait avec Jean-Luc et Michel en 1973 de la fondation d'un modeste bulletin ! Jean-Pierre, plus âgé et engagé depuis la fin des années quarante dans le combat fédéraliste, nous avait rejoint plus récemment.

Nous vous annonçons une nouvelle formule : elle est sous vos yeux avec trois semaines de retard et nos excuses.

### Quels sont les changements :

- une maquette rajeunie, avec un sommaire digne de ce nom ;
- une périodicité quadrimestrielle avec un nombre de pages augmenté de 50 % ; la revue paraîtra dorénavant sur 60 pages ;
- un Comité de rédaction enrichi par l'arrivée de sept nouveaux membres : Bernard Barthalay, Domenec Devesa, Ivanna Graziani, Michel Herland, Marion Larché, Alexandre Marin et Jean-François Richard qui prend en sus le poste de Directeur de publication après avoir occupé celui de Secrétaire de rédaction pour quelques années en 1974 ;
- la publication dans chaque numéro d'un certain nombre d'articles en anglais, reconnaissables à une police de caractères différente, afin de progressivement développer notre lectorat non francophone. Un bref résumé de nos éditoriaux en anglais sera aussi inséré.

Parallèlement à ces évolutions, nous continuerons à développer à côté de la revue nos différentes collections comme l'illustre la parution d'un ouvrage sur Albert Camus et les aspects fédéralistes de son œuvre. Nous publions ici la préface que Mme. Agnès Siquel, de l'Association des Études Camusiennes, a bien voulu rédiger pour l'édition française de ce livre. D'autres parutions seront annoncées prochainement.

Seule notre ligne politique ne changera pas : combattre le nationalisme (la culture de la guerre) et illustrer le fédéralisme (la culture de la paix).

J.-F. B & J.-F. R.

## Editorial (English version)

---

Late March, we were all terribly shocked after the passing over within a few weeks of our friends Jean-Pierre Gouzy, Michel Morin and Jean-Luc Prevel. This is why we entitled our last Editorial «*Fédé-shows must go on!*» (issue n° 175). «But this was for fun. Not to show our sorrow. Not to cry» as wrote in one of his songs a famous French singer, Georges Brassens. Today, the sadness is still present but also the will to go further and carry on the bet we made in 1973 with Jean-Luc and Michel when founding a modest news bulletin! Jean-Pierre, quite older than us and yet a federalist writer and activist in the late '40s, joined us more recently.

In this last Editorial we announced a new formula. You have it today, three weeks later than usual and with our apologies. What have we changed?

. A new layout. With a decent contents.

. Three issues per year instead of four... but with a larger number of pages: 60.

. A new and larger Editorial Staff with the arrival of seven other friends: Bernard Barthalay, Domenec Devesa (from UEF Spain), Ivanna Graziani, Michel Herland, Marion Larché, Alexandre Marin and Jean-François Richard. Jean-François replacing Jean-Luc as Editor... He is not quite new in the job as he had been working at key positions with us since 1974.

. The insertion in each issue of several articles in English only (4 plus this resume of the Editorial in the present issue). This to illustrate our will to increase our readership outside the French speaking regions of the World.

At the same time, we will continue to develop just next to *Fédéchoses* our various book and pamphlets collection as showed just a few days ago the release of a 312 pages book on Albert Camus and the federalist aspects of his writings (on Algeria, France, Europe and World Citizenship). We publish in this issue of *Fédéchoses* the foreword Madame Agnès Spiquel, of the «Association des Études Camusiennes» (Camusian Studies Association) accepted to write for the French edition of the book. This very valuable and interesting text will soon be available in English and be published in *Fédéchoses* n° 177 late December.

The only thing that will never change is our political and editorial line: fight against Nationalism (the War Culture) and illustrate and disseminate Federalism (the Peace Culture)!

J.-F. B & J.-F. R

## Le regard européen de Michel Theys

### Quand des chiffres trompeurs appellent un nouveau Bismarck !

---

Michel Theys

Michel Theys, journaliste professionnel spécialisé dans les Affaires européennes et auteur, vit en Belgique. Il est actuellement éditorialiste de l'Agence Europe et depuis longtemps le responsable de la *Bibliothèque européenne*, un supplément à ses Bulletins quotidiens. La participation de Michel à *Fédéchoses* est volontaire et amicale de même que strictement personnelle

Au sens propre comme au sens figuré, le 31 mai dernier a été ensoleillé. Il y a d'abord eu le commissaire Pierre Moscovici qui, présentant le « papier de réflexion » de la Commission sur l'approfondissement de la zone euro, a souligné la nécessité d'agir afin que la monnaie unique soit un « véritable véhicule de prospérité partagée ». 'Enfin', aurait-il pu ajouter afin d'être entendu par les citoyens qui, il a raison, pourraient bien finir par vouloir sinon la remettre en cause pour de bon. Le même jour, à Francfort, le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a pu se réjouir de l'embellie économique mise en lumière par la dernière fournée de chiffres de l'office statistique Eurostat qui, n'en déplaise à ses détracteurs allemands, ne sont pas un désaveu de la politique monétaire accommodante dont il est le défenseur.

Toutefois, comme le soleil, certains chiffres peuvent être trompeurs. S'il faut évidemment se réjouir que le chômage n'ait plus touché 'que' 9,3% de la population active au sein de la zone euro en mai, ne faut-il pas aussi – et même surtout ! – compatir au sort des 15,6 millions de femmes et d'hommes

qui restent en rade ? La prétendue embellie rend-elle plus acceptable les taux de chômage astronomiques qui frappent toujours les Espagnols ou les Grecs notamment, les jeunes de ces pays en particulier ? Sans doute se trouvera-t-il pour le prétendre des technocrates déconnectés de la vraie vie, celle qui est parfois synonyme, pour certains, de privations et de larmes, de précarité et de santé déclinante car pas soignée, et on en passe... Il s'en trouvera aussi pour justifier que le quasi plein-emploi prévalant en Allemagne (3,9% de chômeurs) s'y accomode, selon le Fonds monétaire international, d'une « lente augmentation générale du risque de pauvreté », de travailleurs vivant sous le seuil de pauvreté dont la seule consolation est peut-être de se savoir un peu mieux lotis que les Grecs à la pension rabotée à moins de 500 €...

Frémissement économique il y a, mais sur le papier seulement, pas dans la vie de la majorité des 'gens' qui sont l'immense majorité des citoyens européens. Ceux-ci, dans tous les pays membres de la zone euro, pâtissent depuis le début de la décennie d'une politique dogmatique appliquée sans

discernement, ni légitimité démocratique. Alors, oui, le commissaire Moscovici a mille fois raison quand il juge que « le statu quo n'est plus une option » !

Le statu quo reviendrait à permettre à l'Allemagne – et, à sa suite, aux rigoristes nordiques – de continuer à imposer une politique qui, selon Desmond Cohen, ancien doyen de l'École des sciences sociales de l'Université du Sussex, « a directement contribué à des années de faible croissance économique et de chômage élevé dans l'Union européenne, en particulier pour d'autres pays de la zone euro ». Il reviendrait à accepter que Berlin truste tous les postes importants dans le domaine économique-monnaire, à savoir que le banquier central allemand Jens Weidmann soit tout naturellement adoubé pour succéder à Mario Draghi à la présidence de la Banque centrale européenne en 2019 alors que son compatriote Klaus Regling a été très récemment reconduit pour cinq ans à la tête du Mécanisme européen de stabilité appelé à venir en aide aux pays de la zone euro menacés de faillite. Il reviendrait à permettre que l'aide promise à la Grèce reste sans fin à la merci du bras de fer entre le Fonds monétaire international et le Dr. Schauble sur la question de savoir si une dette de 179% du produit intérieur brut est soutenable ou non. Plus jamais la solidarité avec la Grèce – ou de tout autre pays qui, à l'avenir, pourrait être contraint d'appeler à l'aide – ne devra être prise en otage par des élections allemandes dont l'épargnant est davantage le roi que les travailleurs pauvres.

Refuser le statu quo, ce serait engager sans tarder un débat sans œillères ni interdits afin que la gestion de la zone euro devienne enfin transparente et pleinement démocratique. Ce débat peut s'engager à la lumière des idées avancées par la Commission dans son « papier de réflexion », mais il devrait aussi s'en affranchir, se révéler plus audacieux, tant il est vrai que, à l'évidence, « la responsabilité de la sortie de crise doit être partagée entre débiteurs et crédateurs, entre territoires déficitaires et territoires excédentaires, comme c'est le cas à l'intérieur des États ». Ce point de vue, l'économiste et fédéraliste français Bernard Barthalay le ponctue par cette invitation qui sonne comme un coup de tonnerre : « Alors, amis allemands, il faut non seulement réviser votre doctrine

économique officielle – votre soi-disant 'constitution' économique – mais il faut réviser aussi votre idée d'une Europe sans stabilisateurs automatiques, sans transferts » (Facebook, 31 mai). Ce sont là autant de sujets tabous à Berlin ? Oui, mais la zone euro peut-elle plus longtemps s'apparenter à une simple zone mark trompeusement parée d'un peu d'atours européens, dont les gouvernants allemands restent les maîtres incontestés ?

Le problème n'est pas allemand, il est européen. Il est lié à la malfaçon originelle de la zone euro, quand les dirigeants politiques ont accepté de partager leur souveraineté monétaire mais ont jalousement gardé intacte leur souveraineté économique et budgétaire. Les chômeurs et travailleurs pauvres de tous les pays de la zone euro en paient cruellement le prix aujourd'hui, sans que les élections nationales puissent y changer quoi que ce soit, tant il est vrai que seuls les électeurs... allemands le pourraient – et encore ! – dans l'état actuel des traités. Voilà pourquoi la vague du populisme a menacé de recouvrir beaucoup de pays européens, tant il est vrai que l'Union s'est trop longtemps aussi préoccupée des seuls gagnants de la mondialisation, loin des 'petites gens' qui peinent et souffrent. D'où cette mise en garde en forme d'appel à la raison récemment lancé à l'Institut universitaire européen de Florence par le philosophe et économiste Philippe van Parijs : « Si l'Union européenne doit échapper au piège où elle est tombée, si elle doit éviter un destin de chaos et d'agonie auto-infligée, elle doit devenir une Union attentionnée et être perçue comme telle » (Social Europe, 24 mai). Pour cet intellectuel belge, il lui incombe, pour y parvenir, de poser un geste « sans précédent dans l'histoire de l'humanité : mettre en place un dispositif de redistribution transnational et interpersonnel », ce qui ne serait rien d'autre que d'agir comme Bismarck l'avait fait en son temps sous la pression de protestations violentes. Ce qui est une manière élégante de demander à la chancelière Angela Merkel, à Wolfgang Schäuble et à tous les dirigeants politiques européens, ceux de la zone euro en premier lieu, s'ils pensent réellement que l'Union sera capable de survivre sans changements radicaux...

### La libre circulation entravée

Alain Réguillon

Ancien Président de l'UEF France et Président de la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon,  
membre du Bureau de Presse Fédéraliste - Lyon

Mes pensées vont d'abord aux victimes des attentats en Espagne et en Finlande. Ce nouvel épisode tragique du terrorisme est une aubaine pour certains détracteurs de l'Union européenne (UE) qui entonnent la complainte de la sécurité par la fermeture des frontières. Comme si une frontière pouvait arrêter des criminels, sauf en régime dictatorial... et encore !

La lutte contre le terrorisme, comme toute autre forme de criminalité ne trouvera de solutions – encore qu'il ne faille pas se faire d'illusion, car le risque zéro n'existe pas – que par un renforcement de la coopération policière et judiciaire, en attendant une politique européenne dans ces domaines sensibles.

EUROPOLE et EUROJUSTE ont montré les limites de la coopération intergouvernementale. Les résultats obtenus doivent être salués, mais il faut aussi insister sur la nécessité de disposer, à l'échelle de l'Union, d'un dispositif fédéral des forces de polices et de justice, comme d'ailleurs dans le domaine de la sécurité civile, les dernières catastrophes et incendies montrant l'importance d'une réaction plus rapide des partenaires de proximité.

Créer une force fédérale, ce n'est pas se doter d'une administration pléthorique de policiers et d'agents de renseignements, mais d'un État-major capable de mobiliser les forces existantes dans chaque pays partie prenante à ce dispositif. Cette solution trouve sa justification juridique dans le titre IV du TUE et le titre III du TFUE « dispositions sur les coopérations renforcées ». Donc, nul besoin de revoir les traités pour avancer sérieusement et rapidement : il faut seulement du courage politique et... du bon sens ! Ce dispositif policier serait complété par un parquet européen compétent pour diriger les enquêtes en matière criminelle. Un premier pas a été fait au printemps avec la création d'un parquet pour lutter contre la fraude fiscale. C'est bien, mais trop restrictif.

Un autre domaine pose problème à la libre circulation : celui des travailleurs détachés. La réforme de la directive de 1996 est en chantier depuis de longs mois. Elle paraissait pouvoir aboutir mais c'était compter sans la démagogie des États, dont la France, qui entendent se protéger contre « l'invasion venue de l'Est ». D'abord, pour sourire et se souvenir, si la Gaule n'avait pas été envahie par les Francs venus de Germanie, serions-nous ce que nous sommes ? Plus sérieusement, s'il convient de définir des règles relatives à la libre circulation des travailleurs, elles ne doivent pas être défavorables à ces travailleurs, d'où qu'ils viennent. Il faut aussi mettre des limites à l'hypocrisie car nombre de Polonais, Hongrois, Roumains et autres ressortissants d'Europe centrale et orientale ont été attirés par des entreprises et, aujourd'hui encore, des sociétés d'intérim recrutent pour satisfaire les besoins en mains d'œuvre. L'indélicatesse de certains entrepreneurs, voire l'exploitation dans nombre de cas, de ces populations ne trouvera pas de solution dans une nouvelle réglementation

européenne. Que l'on commence à balayer devant notre porte et que le gouvernement fasse cesser des pratiques illicites à la limite de la délinquance.

Ceci étant, il est bien sûr besoin de réglementation à une condition, qu'elle ne crée pas de discrimination entre les Européens. Les règles de base sont établies : un travailleur détaché est embauché selon les mêmes critères qu'un national en terme de rémunération et de droits associés. Encore faut-il que cela soit respecté ! Ce qui pose problème, c'est la partie « prélèvement sociaux ». Actuellement, les cotisations payées par une entreprise qui embauche un travailleur détaché s'acquittent selon le taux pratiqué dans le pays d'origine, d'où une distorsion que l'on ne peut contester. Mais quel dispositif interdit de s'aligner sur les taux existants dans le pays d'embauche ? Rien selon mes recherches. Sauf que, dans ce cas, le travailleur bénéficierait des mêmes droits et prestations qu'un national : retraite, soins, prestations sociales en cas de maladie ou d'accident. Les États contestataires sont-ils prêts à leur accorder ces droits ? Et que l'on ne vienne pas dire que cela serait compliqué et ingérable. A l'heure de l'informatique dominante, si nous ne sommes pas capables de créer des programmes adaptés à ces situations, c'est que nous sommes vraiment mauvais !

La vérité dans tout cela est, une fois de plus, de générer une entrave à la libre circulation, notamment celle des travailleurs. Une solution simple existe. Je l'ai écrit au Président de la Commission. Elle consiste à ce que les entreprises versent les cotisations selon le taux national à un fonds européen – le Fonds social par exemple pour ne pas créer un outil supplémentaire – et que celui-ci reverse au pays d'origine le montant des cotisations selon ses propres taux. La différence viendrait alimenter un fonds de solidarité sociale qui permettrait d'aider les pays les plus en retard en matière de rémunération et de prestations sociales, afin qu'ils rattrapent plus rapidement les pays les plus avancés.

Le Président de la République française vient de réaliser une tournée dans certains pays pour défendre une réforme de la directive qui soit plus favorable à la France comme aux pays qui la suivent sur cette question. Quel est le plus important : satisfaire les populistes et les xénophobes ou construire une Europe fraternelle, solidaire et source de progrès pour les Européens ?

Le choix des fédéralistes et des humanistes doit être clair : non aux entraves à la libre circulation qui reste la base la plus forte de la construction européenne surtout quand elle concerne des femmes et des hommes qui n'ont qu'un souci, vivre plus dignement. Oublier que l'UE est d'abord faite pour le bien des peuples, en Europe et hors d'Europe, c'est faire injure aux pères fondateurs et saper notre avenir.

Ni le terrorisme, ni l'égoïsme ne doivent gagner.

## A propos de Charles Millon et de son élection à la présidence de la région Rhône-Alpes –

### Pierre Vial : la culture Rhône-Alpes dans la gueule du Saint-Loup !

Jean-François Billion

A l'époque membre du bureau de Presse Fédéraliste et des instances de l'UEF Rhône-Alpes

Article de *Fédécobes* n°100

Pierre Vial n'est pas un nouveau venu sur la scène universitaire ou politique régionale. Il est, depuis déjà deux mandatures, Vice-président de la Commission culturelle du Conseil régional Rhône-Alpes. Il avait, une première fois, accédé à ce poste, en 1992, dans le cadre d'une répartition des responsabilités à la proportionnelle des divers groupes politiques.

En 1998, les conditions de son élection deviennent franchement scandaleuses à cause :

- du poids électoral nouveau du Front National (FN), et,
- de son rôle de groupe charnière, faiseur ou « défaiseur » de la majorité hybride avec laquelle Charles Millon a fait le choix de sauver sa tête.

Comme l'écrit encore *Le Monde* (*op. cit.*), il n'est pas injustifié « de faire apparaître à l'occasion des élections des commissions, le renforcement des liens entre M. Millon et l'extrême droite. D'abord parce que le poste important de rapporteur général du budget, attribué dans l'Assemblée précédente à une proche de Raymond Barre, a été confié au numéro deux du groupe du FN... Ensuite parce que les conditions du vote de 1998 sont bien différentes de celles de 1992 : la reconduction de Charles Millon à la Présidence du Conseil régional avec les voix de l'extrême droite a créé une situation nouvelle, qui donne aux fonctions occupées par les élus du FN un relief particulier ».

***Il n'est donc pas inutile, ni injustifié, de se demander qui est Pierre Vial et à quel homme politique les Rhônalpins ont confié, à leur corps défendant, l'avenir culturel de leur région ou, à tout le moins, sa représentation.***

Depuis son entrée en politique, Pierre Vial n'a jamais cessé d'être associé, à des postes de premier rang, à diverses aventures de l'extrême droite. Dès ses premières armes politiques, il sympathise avec « ces auteurs, la plupart militants de Europe-Action, (qui) décrivent les SS comme de courageux soldats, les idéalisant et surtout omettant dans la description des actions qu'ils mènent, leur cruauté et leur sadisme »<sup>1</sup>. Il participe à toutes les initiatives qui vont progressivement « dépoussiérer le nationalisme » et mener, de Jeune Europe ou Europe Action, à la Fédération des étudiants nationalistes (FEN) créée en mai 1960 et à ses *Cahiers universitaires* : il est membre de leur

comité de rédaction. en 1966, parmi quinze autres personnes dont cinq futurs animateurs du Groupement de recherches sur la civilisation européenne (GRECE), pendant que « certains futurs grécistes se sont également frottés à la revue *Défense de l'Occident*. Fondée en 1952 par Maurice Bardèche cette publication est « raciste et européiste ». Avec les *Cahiers universitaires* et *Défense de l'Occident*, le mensuel *Europe-Action* formera en-effet la troisième pointe du triangle des appartenances communes à la plupart des futurs notables du GRECE.<sup>2</sup>

Mais qui est donc Maurice Bardèche qui « prend (en 1979) parti pour l'action métapolitique du GRECE, 'peut-être la seule voix qui nous reste ouverte pour sortir du ghetto' » et qui a souligné avec sympathie l'habileté avec laquelle la Nouvelle Droite a procédé aux 'habillages' du vocabulaire » : le fondateur de la plus importante revue de l'extrême droite française de l'après-guerre... (qui) servait au départ de bulletin de liaison au Mouvement populaire européen (créé en Suède en 1951), internationale 'des divers groupements européens se réclamant du socialisme national' ». *Défense de l'Occident* qui « a été pendant plus de dix ans le plus efficace propagandiste de la négation du génocide nazi »<sup>3</sup>.

Pierre Vial, qui « pourrait (plus tard) représenter la politique d'ouverture (du GRECE) sur le FN... tentant d'en gagner les cadres aux idées du GRECE<sup>4</sup> participe donc à cette aventure dès 1965 lorsque *Europe-Action* crée de premiers Groupes de recherche et d'études sur la Communauté européenne, en même temps qu'est prévue la transformation des comités de soutien du journal en Mouvement nationaliste du progrès (puis en Rassemblement européen de la liberté), et aux réunions de 1967 entre militants parisiens et niçois qui aboutissent, début 1968, à la fondation du GRECE proprement dit.

Vial est donc un compagnon de toujours d'Alain de Benoist, « gourou » du GRECE, secrétaire de rédaction des *Cahiers universitaires* de 1960 à 1967, puis à partir de 1964 du supplément hebdomadaire d'*Europe-Action* qui deviendra *L'Observateur européen* jusqu'à sa disparition en 1968, collaborateur, au début des années 1960, de *Lectures françaises* (revue dirigée par l'écrivain antisémite Henry Coston), fondateur de *Nouvelle École* et éditorialiste de *Éléments*, ancien bulletin intérieur du GRECE devenu public en 1973, enfin, fondateur en 1988 de *Kravis*, revue dans laquelle il s'efforce «

*radicales en France*, éd. Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1992, p. 525, pages 41 et 42. et, Anne-Marie Duranton-Crabol, *op. cit.*, page 64.

<sup>4</sup> René Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, éd Le Monde-Éditions, Paris, 1992, p. 339, page 216.

<sup>1</sup> Jean-Marc Théollière, *Les Néo-nazis*, éd. Messidor-Temps actuels, Paris, 1982, p. 250, p.163.

<sup>2</sup> Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, éd. Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1988, p. 267, pages 24 et 25.

<sup>3</sup> Cf. Jean-Yves Camus et René Monzat, *Les droites nationales et*

sans aucune référence au GRÉCÉ et (cherchant), avec un certain succès, à obtenir des collaborations d'auteurs venus de tous autres horizons ». Alain de Benoist qui, « depuis quelques années, pour briser l'ostracisme intellectuel et politique dont souffre son courant, tente d'imposer une image d'intellectuel indépendant... joue son rôle de poisson-pilote de la Nouvelle Droite »<sup>5</sup>. Mais de Benoist, enfin, dont Raymond Aron pourra écrire « sur l'ensemble, sur les idées inspiratrices de la politique, Main de Benoist rappelle irrésistiblement les fascistes ou les nationaux-socialistes (je ne l'accuse pas d'être l'un d'eux, je dis qu'il pense souvent de la même manière qu'eux) »<sup>6</sup>.

Le GRECE, pour sa part, est bien dans la filiation directe d'*Europe Action*, qui a bien été, comme l'ont écrit Jean- Yves Camus et René Monzat, « présenté par de nombreux auteurs comme le lieu où se sont formés les fondateurs et les idées de la Nouvelle Droite » et dont « l'importance théorique est fondamentale pour établir la généalogie de l'extrême droite nationale-européenne, néo-paganiste et raciale »<sup>7</sup>, même si, par souci de respectabilité, il « a perdu l'agressivité qui se dégageait des écrits très frustes d'*Europe Action*, au point que l'on hésite à affirmer la continuité de l'un à l'autre. Pourtant, antichristianisme et élitisme font indiscutablement partie de l'héritage, ainsi que la perception raciale de l'Europe, bien qu'elle tende vers une approche moins biologique et plus culturelle »<sup>8</sup>. Il ne faut tout de même pas être très malin, ni beaucoup gratter, pour mettre à nu les vraies valeurs de cette organisation. Là encore nous ne reprendrons que quelques citations d'auteurs et de chercheurs aux travaux d'un sérieux incontestable : « la commission des Traditions aide les grecistes à célébrer selon les rites la venue de l'hiver, annoncée, comme chacun sait, par le solstice. Les initiateurs affirment qu'il ne s'agit pas de retour au paganisme, mais d'une 'nouvelle célébration des rites ancestraux'. Toutefois, le chandelier de Jul (chandelier en terre cuite) en bûche 'à allumer avec un tison provenant du solstice d'été précédent', des formules en l'honneur des morts et des enfants à naître 'qui perpétueront à leur tour le retour du soleil' jusqu'à celles de minuit, évoquant 'la marche du monde qui se poursuit avec la grande roue des saisons', le lecteur se trouve plongé dans un monde étrange et inquiétant, celui-là même qui faisait si peur au Prussien Hermann Rauschnig dont le nationalisme conservateur s'était un instant égaré dans les rangs du 'nihilisme' nazi »<sup>9</sup>. Toujours placé sous le signe de l'unité européenne (sur une base raciale), le mouvement de 'scoutisme' du GRECE, ne prend même pas autant de précautions que celui-ci et « l'idéologie du mouvement repose sur l'exaltation du sang, de la race, du sol, la fidélité à la seule loi du clan. Les cérémonies au roulement des longs tambours décorés de flammes, l'utilisation des runes, la valorisation des sorcières et la dévalorisation symétrique des prêtres, l'usage des rituels païens, tel l'allumage de la tour de Jul, identiques à ceux des SS, font

qu'Europe Jeunesse évoque fortement mais de façon symbolique, une filiation que le GRECE nie explicitement très vigoureusement »<sup>10</sup>.

Pierre Vial ayant créé, et animant le GRECE de Lyon, il est intéressant de noter que « les 29, 30 et 31 juillet 1988, à Vaudion, dans le canton de Vaud. en Suisse, une foule polyglotte de quelques centaines de personnes se réunit...La deuxième « fête communautaire national-européenne », Luganad 88<sup>11</sup>, avait pour objectif essentiel de permettre la rencontre des courants de la droite subversive européenne, ce qui, depuis la guerre, se rapprocherait le plus d'une mythique 'internationale noire' ». Cette rencontre à laquelle participaient de nombreux groupuscules dont des cercles druidiques celisants, proches de la dernière dégénérescence en date du Parti fédéraliste européen<sup>12</sup>. a abouti à des « accords (secrets) de Luganad 88... signés par le GRECE Lyon... La matérialité des faits n'est pas contestée, mais les militants qui se sont déplacés ont commis une erreur en engageant la signature du GRECE, puisque ce mouvement n'a pas l'habitude de l'apposer à côté de celles d'autres groupes... Le GRECE à Lyon est animé notamment par... Pierre Vial (conseiller municipal FN de Villeurbanne)... Les gens formés par eux sont donc venus à la coordination de la droite subversive européenne »<sup>13</sup>. Alors que « en pratique seul le président en exercice engage par écrit le GRECE dans des publications extérieures. La seule exception récente, la signature par le GRECE durant l'été 1988, d'accords avec des organisations nationalistes-révolutionnaires et néo-fascistes était destiné à rester secret »<sup>14</sup>.

***Mais, et si Monsieur Vial, démocratiquement élu par le peuple, avait été abusé ? Et s'il avait, depuis lors, changé d'opinion et s'était converti sur le tard aux valeurs démocratiques ?***

***Et si, pire encore, le FN était une nouvelle fois victime d'un horrible complot judéo-maçonnico-cosmopolitono-dialo-foothallo-fédéraliste...» destiné à lui nuire ou à le décrédibiliser !***

***Pour nous convaincre (ou Charles Millon, s'il nous lit) du contraire il n'est pas inutile de continuer à explorer le temps. Quitte à remonter jusqu'à la dernière guerre mondiale.***

« En avril 1991, l'association les Amis de Saint-Loup édite *Rencontres avec Saint-Loup*. 'Une vingtaine de témoignages, représentant les sensibilités de trois générations différentes' sur celui qui fut 'pour beaucoup d'entre nous (...) un guide et un modèle'. Première génération : ceux qui, comme Saint-Loup. S'engagèrent aux côtés des nazis... Deuxième génération, les dirigeants du GRECE... Troisième génération : les militants d'Europe-Jeunesse. de Troisième Voie ou du Front national »<sup>15</sup>. Cet ouvrage est « étonnant par la ferveur affichée en 1991 pour les

<sup>5</sup> Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, pages 74 à 76.

<sup>6</sup> Raymond Aron, *Mémoires, cinquante ans de réflexion politique*, éd. Julliard, Paris, 1983, page 701. Cité dans, Anne-Marie Duranton-Crabol, *op. cit.*, page 57.

<sup>7</sup> *Op. cit.*, pages 44 et 45.

<sup>8</sup> Anne-Marie Duranton-Crabol, *op. cit.*, page 28.

<sup>9</sup> *Op. cit.*, page 51.

<sup>10</sup> Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, page 266.

<sup>11</sup> Du nom d'une fête celte ; précision utile, le chiffre 88 peut avoir ici une double signification : année 1988, mais aussi et plus probablement *Heil Hitler !*, le doublement de le 8<sup>o</sup> lettre de

l'alphabet (88 pour HH) étant très utilisé dans les milieux néo-nazis... (Nda).

<sup>12</sup> Cf. au sujet de certaines dérives dans les années 1970 et 1980 du Parti fédéraliste européen mon livre *Mondialisme, fédéralisme européen et démocratie internationale*, éd. Fédérop, distribué par Presse Fédéraliste, 1997, la deuxième partie de ma note n° 1, p 159.

<sup>13</sup> René Monzat, *op. cit.*, pages 222 et 223.

<sup>14</sup> Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, page 268.

<sup>15</sup> René Monzat, *op. cit.*, pages 242 et 243.

valeurs SS et du fait de la participation de cadres de la Nouvelle Droite, et accessoirement de militants du FN ».

Mais qui était Saint-Loup ? Saint-Loup, nom d'auteur, était le pseudonyme de Marc Augier, ancien journaliste pacifiste, favorable à la République espagnole proche de la SFIO qui devint en 1936 chargé de mission auprès de Léo Lagrange, ministre de la Jeunesse et des sports de Léon Blum, avant de s'éloigner de la SFIO en 1938. Sous l'occupation il lança *La Gerbe*, hebdomadaire du groupe Collaboration, tout en animant les Jeunes de l'Europe nouvelle. Fin 1941, il s'engagea dans la Légion des volontaires français (LVF) et partit sur le front russe avant de se voir confié la rédaction du *Combattant européen*, journal de la LVF. En 1944, il devint rédacteur de *Devenir*, journal des SS français de la brigade, puis division, Charlemagne. Condamné à mort par contumace à la Libération, il partit pour l'Amérique latine et revint en France en 1953, où il se présenta à la justice à l'occasion de l'amnistie, avant de reprendre une carrière journalistique. Il n'arrêta pas pour autant ses activités militantes et patronna, en 1980, la CEDADE, d'Aix en Provence, avant de participer, en 1987, dernière activité militante publique, à une séance de dédicace de *Devenir* organisée par la librairie négationniste parisienne *Ogmios*<sup>16</sup>. En novembre 1940, Saint-Loup écrivait dans *La Gerbe* que : « si je consens certains sacrifices en participant à une guerre..., c'est parce que j'ai la conviction que le national-socialisme apporte enfin à l'Europe la réalisation du socialisme »<sup>17</sup>. Quelques temps avant sa mort il a clairement montré qu'il n'avait pas changé en écrivant, en mars 1976, dans *Défense de l'Occident* (N° 135, pages 72 et 73). « L'Europe doit (...) être repensée à partir de la notion biologiquement fondée du sang, donc des races, et des impératifs telluriques, donc du sol. Voilà quel est le contenu des 'patries charnelles' (...) La SS pourrait aujourd'hui comme il y a trente ans, sauver l'Europe, mais elle n'existe plus au plan temporel. (...) Elle avait, en 1944, galvanisé tout ce qui restait de vrais guerriers et de penseurs audacieux sur le vieux continent. (...) La Waffen SS n'était plus allemande au sens restreint et nationaliste du terme. Elle était européenne et en humeur de ressusciter les valeurs de base du sang et du sol (...) C'était une Europe racialement fondée et dénationalisée. Je la considère comme parfaitement valable aujourd'hui car, aujourd'hui comme hier, les Bretons ne sont pas des Niçois, les Basques des Andalous, les Bavares des Prussiens, les Corses des Picards et les Piémontais des Siciliens. Nous disions : chacun chez soi et les vaches seront bien gardées... mais gardées par la SS, bien entendu, car la masse reste incapable de s'autogérer »<sup>18</sup>.

***Même si sa conception de la régionalisation ou de l'unification européenne n'est pas la nôtre, Saint-Loup, nous direz-vous, nous emmène bien loin du Conseil régional Rhône-Alpes, de la Kultur, de Charles Millon et.. accessoirement de Pierre Vial ? Eh bien non... !***

<sup>16</sup> Cf. pour les sources les divers ouvrages mentionnés et en particulier Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, pages 67 et 68. Il convient de noter que la CEDADE, Cercle espagnol des amis de l'Europe, était, comme le signale encore les auteurs, « la principale secte hitlérienne du monde. basée à Barcelone. En France elle a essayé d'implanter une section à Aix en Provence en 1980 (organe *Projets et références*) camouflée sous les apparences d'un groupe écologiste et régionaliste ».

<sup>17</sup> Cité dans, Pascal Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, éd. du Seuil, 317 pages, Paris, 1977, page 238.

En-effet à l'occasion de cette *rencontre avec Saint-Loup*, « Pierre Vial... écrit (que) Saint-Loup 'a fait de moi un païen, c'est-à-dire quelqu'un qui sait que le seul véritable enjeu, depuis deux mille ans, est de savoir si l'on appartient, mentalement, aux peuples de la forêt ou à cette tribu de gardiens de chèvres qui, dans son désert, s'est autoproclamée élue d'un dieu bizarre... J'ai donc à l'égard de Saint-Loup la plus belle et la plus lourde dette... Oui, je fais partie de ceux qui ont découvert le signe éternel de toute vie : la roue, toujours tournoyant du Soleil Invaincu'... Marc Augier a découvert cette grande santé qui a pour nom paganisme. On comprend quelle cohérence a marqué sa trajectoire, des Auberges de Jeunesse à l'Armée européenne, levée au nom de Sparte, contre les apôtres du cosmopolitisme... En lisant Saint-Loup, bien des jeunes, dans les années 60, ont entendu un appel... Appel de ce Soleil Invaincu, qui, malgré tous les inquisiteurs, a été, et sera le signe de ralliement des garçons et des filles de notre peuple en lutte, pour le seul droit qu'ils reconnaissent - celui du sol et du sang'. La conclusion (de Pierre Vial) termine le recueil : 'Aujourd'hui, Saint-Loup est parti vers le soleil. Au revoir, camarade. Du paradis des guerriers, où tu festoies aux côtés des porteurs d'épée de nos combats millénaires, adresse nous, de ton bras dressé vers l'astre de la vie, un fraternel salut »<sup>19</sup>.

***Comme l'écrivent Jean-Yves Camus et René Monzat : « le raccourci est de nouveau vertigineux. Vial est un des idéologues d'un courant qui a le casque de Sparte comme emblème., il est un des dirigeants d'un parti, le Front national qui lutte contre 'le cosmopolitisme'. Or dans le contexte du texte 'l'armée européenne' est la SS. Y aurait-il dans l'esprit de Vial, identité entre le combat des SS et celui des membres de la Nouvelle Droite militants du Front National ? »***<sup>20</sup>.

Dans un autre registre, Marc Augier. écrivait, toujours en novembre 1940, dans *La Gerbe* que : « l'heure est venue de dire qu'Apollon et Pallas Athénée sont les images de l'homme et de la femme nordiques, affirmation bien impossible au temps de la conspiration juive »<sup>21</sup>. Toujours en filiation directe de ses écrits, à l'été 1979, une trentaine de dirigeants de la Nouvelle Droite et du GRECE se sont réunis en Grèce pour un serment que Pierre Vial a dévoilé en ces termes dans *Eléments* : « Nous, Hellènes. Italiens, Belges et Français, rassemblés aujourd'hui sous le signe d'Apollon et parlant au nom de tous nos frères européens, nous jurons d'œuvrer de toute notre énergie et de toute notre volonté, à la renaissance de la culture européenne. En ce lieu sacré de Delphes qui a été si longtemps le symbole de notre monde, nous jurons d'être fidèles à notre héritage et d'être fidèles à nos enfants ; nous jurons d'être fidèles à la plus longue mémoire pour bâtir le plus long avenir... nous le jurons : le soleil reviendra »<sup>22</sup>.

<sup>18</sup> Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, page 68.

<sup>19</sup> Cité in Jean-Yves Camus et René Monzat, *Op. Cit.*, pages 396 et 397.

<sup>20</sup> *Op. cit.*

<sup>21</sup> Cité in, Pascal Ory, *op. cit.* page 166.

<sup>22</sup> Pierre Vial, « L'Héritage grec », *Eléments*, N° 33, février-mars 1980, page 62, cité in Anne-Marie Duranton-Crabot, *op. cit.*, page 53.

**Mais, « rassurons-nous », Marc Augier, alias Saint-Loup, n'est pas le seul inspirateur de Pierre Vial.**

Il suffit de lire ce qu'il a pu écrire de Robert Dun, un autre ancien SS, également collaborateur de plusieurs revues de la Nouvelle Droite et néo-nazies, et qui a été repris dans *Message*, publication « réservée » aux adhérents du Cercle druidique des Gaules pour s'en persuader : « c'est un sûr compagnon de route et de combat. C'est aussi un homme habité par cette flamme intérieure qui fait vivre quelques-uns d'entre nous »<sup>23</sup>.

Charles Millon lui-même, et ceux de ses colistiers de la droite « républicaine » qui lui sont restés fidèles jusqu'à

aujourd'hui, s'ils veulent prouver que leur bonne foi a été abusée doivent stopper net toute connivence avec Pierre Vial ou le parti dont il n'est que le digne représentant.

Pour se donner du courage ils n'auront qu'à se rappeler, qu'au-delà des monarchistes de la Nouvelle Action Française, « ce sont des libéraux proches du giscardisme – Raymond Aron, Lionel Stoleru, Bernard Stasi, certains membres du Parti républicain – qui les premiers et avant la gauche, ont sonné la charge contre des thèmes qui, selon Raymond Aron, 'peuplaient en d'autres temps la littérature nazie'<sup>24</sup>.

## Réflexions fédéralistes

### Le politique est de retour :

#### L'affrontement mondial entre le nationalisme et le fédéralisme

**Lucio Levi**

Professeur honoraire à l'Université de Turin. Directeur scientifique de l'*International Democracy Watch*, soutenu par le Centre d'études sur le fédéralisme, et membre du comité fédéral de l'UEF. Ancien Président du MFE italien. Directeur de *The Federalist Debate*. Cet article est l'éditorial du n° 1 – 2017 de *The Federalist Debate* - Turin

**Traduit de l'anglais par Alexandre Marin - Paris**

Il y a une analogie frappante entre l'actuelle crise politique et économique mondiale et la crise mondiale de l'entre-deux-guerres. À l'époque, la grande dépression de 1929, les accessions de Mussolini et d'Hitler au pouvoir, et la seconde guerre mondiale ; de nos jours, l'instabilité économique et financière, la montée des populismes et du nationalisme, la baisse de l'adhésion aux institutions démocratiques, même en Europe, les attaques terroristes, les massacres de l'État islamique au nom du culte de la mort – un trait très similaire au nazisme – le retour de la guerre à la périphérie de l'Europe, de l'Ukraine à la Syrie...

Les deux crises ont des origines systémiques : les modifications du mode de production et de l'ordre politique international. La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a vu la transition entre la première et la deuxième étape de la production industrielle. Les techniques de production introduites par les lignes d'assemblage et le tapis roulant, en même temps que l'usage du pétrole, de l'électricité, et des moteurs à combustion interne provoqua le déclin de l'État-nation et la montée des États multinationaux et fédéraux, avec une dimension macro-régionale. L'accession des États-Unis et de l'Union soviétique au rang de premières puissances mondiales a signé la période de transition entre l'époque des États-nations et celle des États macro-régionaux et des organismes internationaux regroupant plusieurs États. L'Union européenne (UE) et plusieurs autres organisations regroupant plusieurs États-nations. L'UE et les autres organisations internationales font partie de ce processus. La fin du XX<sup>e</sup> siècle a vu le début du passage du mode industriel

au mode scientifique de production. Le savoir scientifique est la force motrice du progrès économique et social. L'automatisation épargne aux travailleurs la fatigue qu'ils éprouvaient lors de l'ère industrielle, augmente la quantité de biens nécessaires pour satisfaire leurs besoins matériels et en réduit les prix. La révolution des technologies de la communication et des transports intensifie la circulation des biens, des capitaux, des personnes, des informations et des produits culturels. La révolution scientifique engendre des marchés globaux, une société civile connectée, des États souverains réduits au nanisme, même pour les plus grands que nous appelons superpuissances, et la création d'un besoin d'institutions globales. Il convient de remarquer que l'unification européenne et la globalisation correspondent à deux phases distinctes de l'histoire : respectivement la seconde phase du mode industriel de production et celle du mode scientifique de production.

Ces changements dans le mode de production ont été assortis de modifications profondes au sein des structures politiques. Après la fin de la seconde guerre mondiale, le système des États européens tel que codifié par la paix de Westphalie (1648) a été remplacé en 1945 par un système mondial dominé par les États-Unis et l'URSS. Les États-nations européens sont devenus des satellites des deux superpuissances. De nos jours, le monde se transforme en un monde multipolaire. L'histoire et la théorie des relations internationales nous enseignent que dans les systèmes multipolaires, un équilibre des pouvoirs tend à prendre une forme dans laquelle il est improbable qu'un État seul puisse devenir plus fort que tous les autres États du

<sup>23</sup> *Message*, N° 12, 1989, cité in, Jean-Yves Camus et René Monzat, *op. cit.*, pages 240 et 241.

<sup>24</sup> C. Ysmal, « Le giscardisme face aux nouvelles idéologies », dans P. Bacot et C. Journès, *Nouvelles idéologies*, éd. Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1982, page 156.

système, coalisés. Ce système favorise le respect des règles communes. D'un autre côté, si un pouvoir dominant se forme, il est amené à mépriser les droits des autres.

Ce qui distingue l'émergence de ce système mondial multipolaire par rapport à des systèmes internationaux similaires, comme le « concert européen » (1648-1945), c'est que les États doivent affronter un défi nouveau : la concurrence avec des acteurs non étatiques – avant tout, les oligarchies financières et les firmes transnationales, mais aussi le crime organisé et le terrorisme international – pour le pouvoir de la prise de décision au niveau international.

Contrairement à d'autres cycles de la politique mondiale, où l'ordre international était soutenu par la stabilité hégémonique d'une grande puissance unique – d'abord, la *pax britannica* dans le système des États européens, ensuite, la *pax americana* dans le système mondial – de nos jours, une redistribution des pouvoirs est en cours entre une pluralité d'acteurs dont aucun n'a les ressources suffisantes pour prétendre à une hégémonie mondiale. Si cette tendance se confirme, nous serons en mesure d'affirmer que la guerre froide fut le dernier conflit de la vieille école pour l'hégémonie mondiale. Par conséquent, à partir de maintenant, l'ordre international ne sera assuré qu'à travers la coopération fondée sur des règles de droit entre les acteurs de la politique mondiale et le multilatéralisme à travers le cadre des institutions internationales. C'est ainsi que la politique pourra reprendre la main sur l'économie et régir la mondialisation. La crise économique et financière mondiale a signé la faillite de l'idée que les marchés puissent s'autoréguler et de la doctrine néolibérale. Le politique, qui avait abandonné le gouvernement des affaires économiques et sociales, est en train d'occuper de nouveau le devant de la scène.

Deux réponses politiques sont dans la course : le nationalisme, et le mondialisme. Le nationalisme représente un retour vers le passé avec sa gamme de catastrophes. La seule alternative est l'adaptation des institutions politiques à l'échelle à laquelle se déroulent la vie économique et la vie sociale, donc de paver le chemin vers la mondialisation. Dans la période de transformations que nous vivons actuellement, les États-Unis et la Russie représentent l'ordre ancien, entretiennent la vague nationaliste dans le dessein de défendre leurs vieux privilèges. Mais leurs efforts sont condamnés à être vains, de par l'impossibilité d'aller à l'encontre du cours de l'histoire.

D'un autre côté, la Chine et l'UE ont des intérêts vitaux à garder leurs marchés ouverts, à réguler leurs *modus operandi*, et à combler leurs lacunes. Même si sa construction est incomplète, l'expérience européenne est un modèle pour le reste du monde. Elle a prouvé sa capacité à gouverner un espace multinational à travers des institutions qui tendent à prendre une direction fédérale. L'UE a été capable de concilier les principes d'une économie de marché avec ceux de l'État de droit et du constitutionalisme au niveau européen. Si elle devient un acteur global capable de parler d'une seule voix, elle obtiendra assez de pouvoir pour promouvoir ses valeurs démocratiques au-delà de ses frontières, soit dans les endroits où il n'y a jamais eu de démocratie (Chine, Arabie saoudite, Corée du Nord, Soudan, etc.), soit là où elle est en retrait (Russie, Turquie, Hongrie, Pologne), dans le cadre d'une mondialisation régulée.

Au niveau mondial, une fracture opposant les progressistes et les réactionnaires s'esquisse – elle fait écho à celle tracée par le *Manifeste de Ventotene* : la ligne de fracture entre le nationalisme et le fédéralisme.

## La réponse des fédéralistes à l'élection de Trump

**Joseph Baratta**

Professeur de World History and International Relations au Worcester State College - Massachusetts  
Article publié en commun avec *The Federalist Debate* – Turin (N° 1, 2017)

**Traduit de l'anglais par Jean-François Billion - Paris**

Le vote a été une protestation de la classe laborieuse contre la mondialisation – ou, d'un point de vue fédéraliste, contre une mondialisation sans gouvernement pour discipliner les marchés. Le peuple américain veut que la mondialisation ralentisse et ses emplois soient préservés. Il est prêt à saisir sa chance avec le protectionnisme et l'isolationnisme.

Donald Trump a concouru en outsider du Parti républicain, tout comme Bernie Sanders l'a fait pour les Démocrates. Les deux partis doivent reconquérir leurs racines populaires. Il est possible qu'un troisième parti social-démocrate émerge en Amérique. Le « parti » de Trump semble devenir un parti de type fasciste sur les lignes des partis de Mussolini ou d'Hitler, corporatiste, anti-syndicats, raciste, tolérants envers les religions et les nationalistes. Le Parti républicain pourrait survivre comme un parti conservateur traditionnel. Les Démocrates se battent pour survivre comme le parti libéral (au sens américain et politique du terme, ndt.) du New Deal de Franklin Roosevelt. Le vote a été un tel bouleversement que le système politique américain pourrait évoluer vers un

système partisan quadripartite plus proche de ce qui existe en Europe en réponse aux nouvelles réalités mondiales.

Il est impossible de prédire où Trump conduira les États-Unis d'Amérique. Ses déclarations, principalement sur Twitter, sont non seulement menaçantes mais aussi contradictoires. Les membres de son Administration sont de meilleurs indicateurs, mais ils ne sont pas rassurants. Le Général Michael Flynn, son (premier, ndt.) choix comme Conseiller pour la sécurité nationale, a déclaré que l'Islam est une idéologie politique et non une religion ; Scott Pruitt, nommé à la protection de l'environnement, réclame le réchauffement climatique global – il pourrait conduire les États-Unis à sortir de l'Accord de Paris. La réponse paranoïaque serait d'attendre avec impatience le désastre économique et la guerre. Une crise intrinsèque semble plus que certaine, mais une crise peut représenter une opportunité. Que ferons-nous si les avions de guerre américains détruisent Raqqa comme les Russes l'ont fait à Alep ? Si Trump élimine la menace nucléaire nord-coréenne avec quelques missiles nucléaires bien placés ? Le moment ne pourraient être plus hostiles aux projets éclairés pour des

fédérations européenne ou mondiale. Nous sommes à une époque identique à celle de 1950, lorsque la guerre de Corée fit prendre conscience aux gens que la guerre froide était arrivée. Cord Meyer, le premier Président des United World Federalists (organisation américaine membre du World Movement for World Federal Government, ancêtre du WFM, ndt.), rejoignit tranquillement la CIA pour défendre le pays. De la même manière, aujourd'hui, des citoyens responsables pensent qu'ils doivent revoir à la baisse leurs vœux et viser à sauver les États-Unis. En Europe, la tâche à venir est de sauver la démocratie et l'Union.

Dans cette crise de la Présidence Trump, les fédéralistes mondiaux peuvent-ils aider les fédéralistes européens ?

Nous pouvons continuer à dire la vérité. L'histoire du mouvement peut éclairer un peu la question. Lorsque la guerre froide a détruit toute initiative pour réformer les Nations unies dans le sens d'un gouvernement mondial limité basé sur la représentation populaire afin de sécuriser la paix à l'heure atomique, Greenville Clark et Louis B. Sohn, se sont retirés dans la propriété de Clark à Dublin, dans le New Hampshire, où ils ont rédigé un plan systématique de réforme de l'ONU, publié sous le titre de *World Peace through World Law* (1958, éd. fr. *La paix par le droit mondial*, traduction du fédéraliste Francis Gérard pour les PUF, ndt.). Ce travail est toujours le document à consulter pour comprendre ce que proposent les fédéralistes mondiaux.

De la même manière, Robert M. Hutchins de l'Université de Chicago, a publié un plan « maximaliste » pour tout à la fois garantir la paix et établir la justice (mondiales, ndt.) sous le titre *The Preliminary Draft of a World Constitution* (1948, éd. fr. *Committee to Frame a World Constitution, Projet de constitution mondiale*, préface de Thomas Mann, Nagel, Paris, 1949, p. 91, ndt.), a dû interrompre la parution du stopper la revue *Common Cause*, après la guerre de Corée. Giuseppe A. Borgese (écrivain italien, réfugié aux États-Unis et époux d'Elizabeth Mann Borgese, fille cadette de Thomas Mann, lui aussi exilé à New York durant la guerre, ndt.), le guide spirituel du Comité de Chicago, rentra en Italie, désespéré que « les mondes soient deux ». Mais, plus tard Hutchins, avec des fonds de la Fondation Ford, créa à Santa Barbara (Californie) le Center for the Study of Democratic Institutions, où durant vingt ans il conduisit des débats pour préserver la démocratie en Amérique.

Les fédéralistes mondiaux pourraient suivre ces exemples de Clark et Sohn, Hutchins et Borgese. Le soutien populaire ayant disparu, ils pourraient se poser, écrire de profondes analyses, garder la foi, et attendre des jours meilleurs. C'est ce que je fais. Notre seul pouvoir est de découvrir et de publier la vérité.

Nous ne sommes pas coupables de 'La trahison des clercs' de Julien Brenda, (philosophe français qui dans cet ouvrage reprochait aux intellectuels d'avoir quitté le monde de la pensée désintéressée et des valeurs abstraites et intemporelles pour se commettre dans le combat politique, ndt) : cette lâcheté des intellectuels dans les années 1920 et 1930 devant l'arrivée du totalitarisme. La logique de notre cas semblerait favoriser cette solution.

Mais le seul groupe avec une quelconque connexion avec les décideurs politiques gouvernementaux est aujourd'hui la Commission on Global Security, Justice and Governance, soutenue par le Stimson Center de Washington et l'Institute

for Global Justice de La Haye. Ces deux ONG ont réalisé une étude sérieuse sur « Affronter la crise de la gouvernance globale » (juin 2015). Elle étudie de manière très objective toutes les questions politiques concernant les États-Unis, en particulier les États en crise, la dégradation de l'environnement et l'économie globale hyper-connectée. Elle appelle à une conférence générale des Nations unies pour amender la Charte en accord avec l'article 109 d'ici à 2020. L'ancienne Secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, la soutient. C'est également le cas du World Federalist Movement encore actif à New York sous la direction de Bill Pace.

D'un autre point de vue si l'on revient sur la division entre le WMWFG et l'UEF (depuis la guerre froide jusqu'à l'ère Gorbatchev, ndt.), les fédéralistes européens pourraient aider les fédéralistes mondiaux. Les fédéralistes européens, dans la période Trump, seraient bien avisés de ne pas attendre la conférence du Stimson Center sur la réforme de la Charte de l'ONU. Ce qui arrive en Europe, est me semble-t-il, avec ma perspective lointaine et vu de l'autre côté de l'Atlantique, la conséquence du rejet par le Conseil des Ministres (de l'UE, ndt.) du Projet de traité d'Altiero Spinelli pour l'établissement d'une Union européenne – qui avait été approuvé par le PE en 1984, après son élection au suffrage universel direct en 1979 (237 pour, 31 contre et 43 abstentions). Ce fut la perte d'une opportunité historique. Aujourd'hui, la population est déçue avec le retard à la mise en place d'une réelle démocratie européenne.

Sans un gouvernement commun pour soutenir l'euro ou pour conserver les États membres dans les standards initiaux de l'Union (inflation inférieure à 1.5% du taux du Deutsche Mark, déficit budgétaire inférieure à 3% du PIB, dette nationale inférieure à 60% du PIB), la crise de l'euro ne peut pas être véritablement résolue. Le projet de constitution européenne de Valéry Giscard d'Estaing en 2005 allait dans la bonne voie, mais son rejet à une faible majorité par les Hollandais et les Français a retardé la cause de l'Europe peut-être pour toujours. L'Europe a besoin de leaders nouveaux et audacieux et d'une population solidaire dans la dialectique pour tourner le dos à la dérive régressive du nationalisme. Aux États-Unis quand nos gouvernants se trompent, nous aimons à dire, avec Jefferson et Lincoln, que la sagesse du peuple sauvera le pays.

L'Union européenne pourrait souffrir d'un éclatement général en 2017, mais cela ne devrait pas signifier le retour du nationalisme des années 1930 et l'apparition d'un nouvel Hitler. L'Histoire se répète, mais pas à l'identique. Les peuples apprennent des erreurs nationales.

Les fédéralistes européens, me semble-t-il, devraient voir que l'opinion publique, qui suit des slogans, « Quittons l'Europe : dites non à la dictature de l'UE », expriment leur frustration devant le manque de pouvoirs du Parlement européen élu, auquel le Plan Spinelli permettait de remédier. Après que les traités soient foulés aux pieds en 2017, l'Europe retombera à l'état de nature (l'absence de règles, ndt). Elle ressemblera à une petite région de petits Trumps. Cela présentera une opportunité pour des responsables capables de vision politique de ramener les peuples vers les nécessités de l'unité européenne, pourvu qu'elle soit réellement démocratique. Les élites doivent montrer la voie. L'Europe doit avoir foi dans son peuple.

## Pour une « VI° République en marche vers le fédéralisme »

Complément au Rapport moral et d'orientation approuvé à l'unanimité le 17 juin 2017 par l'Assemblée générale de l'UEF Auvergne Rhône-Alpes (AuRA)

Jean-Francis Billion

Président de l'UEF Auvergne Rhône-Alpes (AuRA), membre du Comité directeur de l'UEF France, du Comité fédéral de l'UEF Europe et du Conseil du *World Federalist Movement*

Depuis sa dernière Assemblée générale à l'automne 2015, l'UEF France a enfin décidé collectivement d'assumer pleinement son engagement envers les deux autres niveaux de fédéralisme institutionnel que sont le **fédéralisme mondial** mais aussi, dans ce pays excessivement bureaucratique et centralisé, le **fédéralisme interne**.

Il n'est pas question de remiser au second plan notre combat prioritaire pour la Fédération européenne mais plus simplement d'y adjoindre deux autres centres d'intérêt et d'action étroitement complémentaires :

- la **dimension mondiale**, indispensable à la résolution de toute une série de défis liés à la globalisation et à la croissante interdépendance des pays et des continents. Avec raison, l'UEF France a décidé de continuer à concentrer ses activités « mondialistes » sur les deux seules propositions du World Federalist Movement, qu'elle soutenait déjà *cabin caba* depuis quelques années : la campagne pour une **Assemblée parlementaire des Nations unies** (activement promue par le Parlement européen), d'une part, et le soutien au **renforcement, à l'universalisation et à l'amélioration de la Cour pénale internationale**, illustré par l'adhésion de notre mouvement à la Coalition française pour la CPI, d'autre part ;
- la **dimension interne du fédéralisme** n'a pas dans le passé, contrairement au fédéralisme mondial depuis le début de la guerre froide, soulevé de véritable rejet au sein de l'UEF France, mais elle n'a pas non plus soulevé d'enthousiasme créatif.

C'est sur cette thématique que je souhaite pourtant revenir dans cette contribution tant elle me semble être pour les fédéralistes encore plus importante depuis la récente élection d'Emmanuel Macron et le résultat des élections législatives.

En effet :

- alors que **nous ne pouvons que nous féliciter de son engagement volontariste en faveur d'une relance du processus d'intégration européenne... il ne nous est pas interdit de nous inquiéter de la facilité avec laquelle il semble se couler facilement dans les habits de « Monarque républicain »** qui, depuis le début de la V° République, semble être devenu le fleuron de nos institutions, le parangon de cet Etat-nation qu'est la France, en fait un **Etat bureaucratique, napoléonien, centralisé et bloqué à l'extrême**, que paraît-il, malgré tout, le monde entier nous envierait ; même si le monde et l'Europe (à voir le développement de formules fédératives – au sens large – se profilant dans nombre de pays de l'Union européenne) se réduisent à la Turquie d'Erdogan en train de dériver 'lentement' d'Ataturk à une dictaturk... !
- fin 2015 Jean-Luc Prevel et moi pouvions écrire après les élections territoriales en Corse (et les élections régionales en métropole) ; « Le deuxième tour des

élections régionales nous a tout-de-même apporté une double satisfaction ; la première c'est que le « Front républicain » a permis *in extremis*, que l'extrême-droite ne s'empare pas du pouvoir dans 2 à 3 des nouvelles régions (...); **la seconde, c'est la claire victoire en Corse de la liste autonomiste (nous préférons ce vocable à celui de nationaliste...)**. Pour la première fois les autonomistes sont parvenus démocratiquement au pouvoir dans l'une des régions de France dite « métropolitaine ». Il convient également de se réjouir que la victoire des autonomistes en Corse se soit accompagnée des pires scores nationaux de l'extrême-droite, ce qui montre que les régionalistes peuvent représenter une alternative politique crédible au désenchantement des électeurs, à l'abstentionnisme et aux votes extrêmes et populistes (éditorial, *Fédéchos* n° 170, décembre 2015) ;

- les dernières élections législatives, malgré l'abstention massive et le désenchantement dont elles ont été la démonstration sur tout le territoire, ont permis l'élection de 3 députés nationalistes (sur 4) en Corse confirmant ainsi la claire volonté des électeurs corses de renforcer leur décision de remettre le pouvoir local aux autonomistes ; par ailleurs, Pierre Molac, élu en 2012 dans le Morbihan sous l'étiquette EELV / Régions & Peuples Solidaires (dans le cadre de l'accord national avec le PS) a été réélu au 1<sup>er</sup> tour sous l'étiquette « En marche », apparemment sans le soutien de R&PS mais rien ne dit qu'il s'en soit éloigné sur le fédéralisme ; sur les 202 candidats soutenus par R&PS : 71 ont dépassé 1 % des votants, 20 les 5 %, 5 se sont qualifiés au second tour en Corse mais aussi en Alsace (45 %) et dans le Finistère (40 %) ; enfin, outre-mer, deux députés proches de R&PS ont été élus en Martinique et en Polynésie. Il reste à noter que la très grande majorité de ces résultats ont été obtenus dans des régions périphériques et / ou insulaires.

Laissez-moi enfin rappeler que, avec raison, la **Constitution de la V° République n'a jamais été la tasse de thé des fédéralistes**. En 1958 ils avaient appelé à voter **NON** à la constitution gaulliste accusée d'être nationaliste avant d'appeler nouvellement à voter **NON**, en 1962, à la proposition de de Gaulle d'élire le Président de la République au suffrage universel direct. Les fédéralistes avaient bien compris qu'un régime Présidentiel dans un Etat unitaire (et à plus forte raison un Etat unitaire, bureaucratique et centralisé comme la France), ne pouvait qu'être un Etat avec un pouvoir présidentiel fort corollaire d'un parlement faible ! Tout serait bien différent dans un Etat fédéral où les Etats fédérés sont autant de contre-pouvoirs démocratiques... que ne seront jamais des

Préfets (ou autres fonctionnaires coloniaux) ! Il y a quelques années **Jacques Chirac avec le quinquennat et l'inversion des dates entre l'élection présidentielle et les élections législatives n'a fait qu'empirer les choses...**! Cette ultime réforme contreproductive est l'une des raisons qui permet qu'un Président de la République, aussi jeune, dynamique et sympathique soit-il, puisse obtenir quelques semaines après son élection une majorité « substantielle » au Parlement. Cela avait été le cas dans le passé au profit d'autres majorités, mais il n'est pas besoin d'être fédéraliste pour savoir que cela n'est pas sain et mine dangereusement le consensus démocratique.

A mon sens, les fédéralistes qui ont appelé fortement, et loin des pudeurs de gazelle de Mélançon, à voter pour Emmanuel Macron au deuxième tour des présidentielles afin de faire battre la candidate du « F Haine », auraient aujourd'hui, plus que jamais, raison :

- de **mettre à l'étude**, et
- de **réclamer fortement une France fédérale** ou, pour le moins, une « **VI<sup>e</sup> République en marche vers le fédéralisme** » **entre autre par un renforcement des pouvoirs (culturels, politiques, économiques et environnementaux) et des moyens financiers correspondants des régions et autres communautés infranationales ;**
- sans parler de quelques réformes de bon aloi mais peut-être moins sulfureuses : interdiction du « parachutage », vote obligatoire et prise en compte des votes blancs, insertion d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, par exemple.

En effet, les fédéralistes ne peuvent se satisfaire ni en rester à la dernière réforme territoriale réalisée sous le quinquennat de

François Hollande, pour les mêmes raisons qui leur avait fait dénoncer les propositions du Rapport Balladur puis la réforme régionale de Sarkozy. Parce que la taille et le nombre des régions ne sont pas les bons marqueurs et parce que la seule chose fondamentalement novatrice ce serait, pour reprendre les termes du programme de l'automne 1944 du Mouvement de libération nationale de la région de Lyon : exiger « *l'abolition du centralisme administratif napoléonien, antithèse de toute démocratie* » et obtenir « *une large décentralisation avec autonomie administrative aux régions et localités administrées par des chambres régionales et des conseils locaux, élus au suffrage universel, seuls compétents pour juger sans aucune tutelle administrative les intérêts régionaux et locaux dans le cadre des lois nationales* ».

Rien de cela ne serait contradictoire, bien au contraire, avec notre triple but :

- de parvenir à une véritable fédéralisation de la France (c'est-à-dire : culturelle, politique, économique et financière) ;
- d'obtenir de nécessaires transferts de souveraineté et de moyens financiers (« ressources propres ») des Etats vers l'Union européenne et la zone euro et la mise en place d'une gouvernance européenne véritablement efficace et contrôlée démocratiquement ;
- d'amorcer le renforcement et la démocratisation du système des Nations unies, à travers la mise en place d'une Assemblée parlementaire des Nations unies et la mise à l'étude d'une réforme du Conseil de Sécurité incluant la suppression du droit de veto, l'attribution du siège de la France à l'Union européenne ou à la zone euro, et une juste représentation des autres grandes zones continentales du globe.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

L'abonnement à *Fédéchoses* comprend l'adhésion à l'association Presse Fédéraliste

*FEDECHOSES - Pour le fédéralisme*

Nom.....Prénom.....  
Adresse.....  
Mail.....

Normal € 30 - Militant € 60 - le numéro 6 €

Chèque ou virement à l'ordre de **PRESSE FEDERALISTE** – ou par paypal sur le site [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)  
Maison de l'Europe et des Européens - 242, rue Duguesclin - 69003 Lyon - France C.C.P. 2490 82 P  
LYON

*FEDECHOSES - Pour le fédéralisme*

Directeur de la publication : Jean-François Richard

Rédacteur en chef : Jean-François Billion

Comité de rédaction : Bernard Barthalay - Florent Banfi - Ronan Blaise - Ulrich Bohner - Bruno Boissière - Maurice Braud - Fabien Cazenave - Didier Colmont - Domenec Devesa - Sandra Fernandes - Ivanna Graziani - Michel Herland - Valéry-Xavier Lentz - Marion Larché - Lucio Levi - Alexandre Marin - Catherine Montfort - David Soldini

Attachée de presse : Sandra Fernandes

Responsable site web : Valéry-Xavier Lentz

## L'alignement des planètes

**Michel Dévoluy**

Economiste, Université de Strasbourg, Chaire Jean Monnet de l'intégration économique européenne, auteur de nombreux ouvrages dont *Comprendre le débat européen. Petit guide à l'usage des citoyens qui ne comprennent plus rien à l'Europe*, coll. Points, Seuil, Paris, p. 156, 2014.

Cet article, que nous remercions l'auteur de nous avoir autorisé à reprendre, a été publié en éditorial du Bulletin n° 37 (juin 2017), de l'Observatoire des politiques économiques en Europe (OPEE).

L'euro-scepticisme ambiant semble reculer. Les citoyens portent des regards plus positifs sur les bénéfices d'être européen. Les responsables assument plus clairement leur confiance dans l'Europe et s'engagent à traiter sur le fond de l'avenir de l'Union. Cette évolution des esprits et des visées ne doit rien au hasard. L'Europe, et particulièrement la zone euro, bénéficient actuellement d'une constellation favorable pour avancer vers plus d'intégration. Les perspectives économiques sont plutôt encourageantes ; les grands défis actuels du terrorisme et du réchauffement climatique apparaissent d'emblée comme des questions transnationales ; la géopolitique mondiale est bousculée et appelle des réactions dépassant la logique des frontières nationales.

L'économie de la zone euro d'abord. Elle sort de la tourmente déclenchée en 2008 par la crise des *subprimes*. Certes, la Grèce demeure écrasée par sa dette et les banques italiennes détiennent des créances douteuses. Mais la menace du *Grexit* s'éloigne et la surveillance multilatérale de l'Union bancaire réduit les inquiétudes. Après un pic de 12% en 2013, le chômage s'approche des 9%. Les prévisions de croissance sont revues à la hausse et pourraient dépasser en 2017, comme en 2016, celle des États-Unis (1,7% contre 1,6%). L'inflation, toujours très faible et révélatrice de l'atonie économique, se redresse lentement, alors qu'elle était encore à 0% en 2015. Deux indices ne trompent pas : le culte de l'austérité budgétaire est mis en retrait et la politique des crédits aisés portée par la Banque centrale européenne (BCE) n'est plus contestée. D'ailleurs, la Commission européenne, la BCE et le FMI confirment tous ces signes d'optimisme.

Les grands défis ensuite. La lutte contre le terrorisme appelle une solidarité européenne. Les polices, les renseignements et les systèmes judiciaires doivent impérativement plus et mieux coopérer. Cela paraît acquis. Le désengagement du Président

américain sur le climat donne une responsabilité supplémentaire à l'Europe. Elle doit montrer l'exemple et prouver que rien n'est possible sans une coopération résolue entre les grandes régions du monde.

La géopolitique enfin. Monsieur Trump pousse l'Europe à s'affirmer dans trois domaines. Une défense européenne doit de plus en plus se substituer au parapluie de l'OTAN. L'isolationnisme politique américain pousse les Européens à prendre seuls en charge leurs intérêts vitaux à travers le monde. Le protectionnisme économique croissant des États-Unis appelle une réponse résolument unifiée de l'Union européenne (UE). Ajoutons que le *Brexit* tend à démontrer l'aspect aventureux de vouloir se retrouver seul dans la géopolitique mondiale après avoir appartenu à un ensemble reconnu et respecté.

En outre, deux derniers événements politiques majeurs viennent surligner cet alignement des planètes en faveur d'une Europe plus intégrée. En effet, le choix d'un président français résolument pro-européen et des élections au Royaume-Uni relativisant les bienfaits du *Brexit* participent à rehausser le projet européen.

Le contexte est donc propice et les esprits mûrissent. Il appartient désormais aux citoyens européens, au Parlement européen

et aux responsables politiques nationaux d'assumer une marche résolue vers une intégration politique pour la zone euro. La conduite à suivre est connue : un budget financé par l'impôt, une harmonisation fiscale et sociale, une défense commune et des grands projets fédérateurs. N'ayons pas peur de franchir le pas, l'histoire nous regarde. Et les générations futures attendent un avenir plus sûr et apaisé.

## De la gestion de crise à la structuration de l'espérance

Jacques Fayette

Professeur honoraire, Université Lyon 3 – UEF Auvergne Rhône-Alpes. Vice-président de la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon

Il est devenu banal de dire qu'il y a un an très peu de parieurs auraient misé sur l'éventualité d'une élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'État et dans la foulée d'une majorité substantielle à l'Assemblée nationale.

Certes certains sondages laissaient percer cette éventualité mais d'autres n'excluaient pas l'horreur absolue pour les europhiles, celle d'un deuxième tour opposant Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

C'est effectivement en Allemagne que l'enthousiasme des responsables politiques et de la presse était le plus palpable ; le quotidien *Die Welt* a forgé l'acronyme « Macronaparte » au lendemain du premier tour des législatives qui avait confirmé la victoire des présidentielles.

Les projets européens ne manquaient pas au programme du candidat Macron tout d'abord gouvernance de la zone euro avec un budget considérablement augmenté doté d'un Ministre européen des finances responsable devant un Parlement constitué par les élus européens des pays membres de la zone euro. Ensuite, dans la foulée du Sommet de Bratislava, relance ou plutôt lancement d'un programme ambitieux concernant la défense européenne : financement commun de développement de système d'armes et de défense, intégration d'États-Majors sans rejet de l'OTAN.

Bien entendu tout ceci est facilité par le brouillard qui caractérise la politique étrangère de Donald Trump d'où l'engagement d'Angela Merkel le 28 mai à l'occasion d'une fête bavaroise de la bière « Nous Européens, devons vraiment prendre notre destin en mains ».

Cependant la confiance retrouvée dans la volonté européenne de la France ne se traduit pas nécessairement par le soutien des propositions françaises de la part de ses partenaires. Le Sommet des 22 et 23 juin a été caractéristique à cet égard. Certes pour la première fois depuis des années, les chefs d'État et de gouvernement n'ont pas été absorbés par la gestion d'une crise mais pour manifester une volonté quasi-unanime de relancer l'Union. Cependant comme le titraient *Les Echos* « Macron arrive à Bruxelles avec un capital de sympathie et des projets qui fâchent ». Ainsi quelques points auxquels tenait particulièrement la France n'ont pas été soutenus. C'est le cas du dossier des travailleurs détachés, la Commission avait proposé des modifications à la directive en vigueur, celles-ci avaient été jugées insuffisantes à Paris mais la France n'a pas obtenu satisfaction face à l'hostilité des responsables du

Groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). De même l'adoption d'un discours très *sarkozyste* sur l'Europe qui protège n'est pas du goût de nos partenaires de l'Est, particulièrement le discours sur les investissements étrangers auxquels se sont néanmoins ralliés les Allemands. La France a aussi exprimé sa réprobation sur l'attitude des pays de l'Est à propos des réfugiés tout en restant elle-même très en retard par rapport à ses engagements. La France refuse en outre, comme l'Espagne, que des navires ayant secouru des naufragés puissent aborder dans ses ports ; les frontières avec l'Italie sont de plus en plus étanches et ceux qui ont aidé des réfugiés à passer cette frontière sont implacablement poursuivis d'où une hostilité croissante de l'opinion publique transalpine l'égard de la grande sœur latine.

Un autre point qui exaspère nombre de nos partenaires est l'exigence française du maintien du siège du Parlement européen (PE) à Strasbourg depuis le Sommet d'Édimbourg de 1992. Ce maintien rencontre l'hostilité croissante des parlementaires et représente un coût prohibitif pour gérer cette « transhumance mensuelle » selon l'expression de Sylvie Goulard (*L'Europe pour les nuls*). Il est probable que cette exigence française nuira à la possibilité de voir des agences actuellement basées à Londres, être relocalisées dans l'hexagone.

Le seul point où la France semble convaincre ses partenaires concerne une défense européenne où la France a un rôle clef à jouer, rôle amplifié par le *Brexit*.

Donc contrairement à ce qu'on lit souvent, la venue d'Emmanuel Macron n'a pas changé fondamentalement le positionnement de la France par rapport à ses partenaires, cela explique sans doute la détermination avec laquelle Paris veut tenir ses engagements budgétaires.

Ce qui reste néanmoins incontestable c'est qu'après l'échec des eurosceptiques en Autriche et aux Pays-Bas, la victoire d'Emmanuel Macron a amplifié le tournant europhile dans tous les pays européens tandis que le Royaume Uni va jusqu'à douter du bien-fondé du vote du 23 juin 2016.

Si l'espoir est de retour en Europe, il faudra sans doute attendre les résultats des élections allemandes de septembre pour lui donner une structuration qui consacre cette « souveraineté européenne » que le candidat Emmanuel Macron proclamait pendant sa campagne.

## What the brand *Macron* is standing for?

**Bernard Barthalay**

Economiste, ancien titulaire Chaire Jean Monnet à l'Université Lyon 2, Président de Puissance Europe – *Weltmacht Europa*

Article publié initialement sur le site *World Government Research Network*

In this essay, Bernard Barthalay -- economist, former Jean Monnet Chairholder at the University of Lyons, and President of Puissance Europe/*Weltmacht Europa* -- examines the significance of Emmanuel Macron's recent presidential election for the future of France, and in particular for the future of France's relationship with the European Union

Looking at the current controversy about the ideological labels stuck on the new French President, the answer to this essay's title cannot be but a mixed one. Is he a Neoliberal<sup>25</sup>? Is he a Nordic Social Democrat<sup>26</sup>? Or both? «*En même temps*» (all of that together), according to his now famous discourse marker. Which does not mean the question is irrelevant, but that the answer depends on «something completely different», as Monty Pythons used to say. And, to many eyes, that «something» is his cosmopolitanism<sup>27</sup>.

Judging him from his short record, we are led to consider the composition of the just appointed government. Here again the most outstanding feature is not that this government is meant to balance out men and women or the Left and the Right components – a difficult exercise. It is that the most «sovereign» ministries rest in the hands of fluent polyglots, who did not study Germany or other neighbouring countries from lectures at the *ENA* (*École Nationale d'Administration*), but from living out there.

A dream of the French *aristocratie d'État* in the fifties was a French Europe, a continent governed in the French way, as an antidote to a German Europe, the one that had been defeated. Macron allows for a European France. What is at stake now is the Europeanization of France, with a European Germany in return. It is the cosmopolitization of both countries, and their partners, to get out of the tragedy that has been going on in the Eurozone since 2000.

In Berlin that year, the German Foreign Minister, Joschka Fischer, addressed a select audience at the Humboldt University, and declared Germany available for a federation<sup>28</sup>. Fischer thought it was

overdue. Monnet and Schuman had made a similar invitation, that of a Defence (and Political) Community, which was accepted by Adenauer but turned down by the French themselves in 1954.

Once again in 2000, the French ignored, and the Chirac-Jospin-Védrine *troïka* declined, the German proposal. That rebuff caused resentment among Europhile Germans, which was concealed from the French public but soon backfired. At the Nice European Council, Schröder demanded a departure from the Monnet-cherished unwritten rule of formal equality between Germany's and France's voting rights in the Council, but that was dismissed. However, the Chancellor made it clear that Germany, from then on, would pursue its own national interest. A new German Germany was born, which resulted in a new Europe of (so-called sovereign) nation states.

### *Tax is key*

From an economic point of view, Fischer's address was amply justified. A single currency cannot hold without a common budget, common own resources, a common representation, a common Treasury. It is not an issue to be dealt with through a positivist approach of whether the currency area is optimal or not, but a matter of sovereignty. A single currency area is unsustainable without automatic stabilizers, through a tax-and-spend power.

To reach such an institutional configuration, governments have to look for the long-term interests of their countries through the common good of all, according to Monnet's method. This is not their usual behavior, bent as they are on their own short-term petty interests, with only their re-election in mind.

<sup>25</sup><https://www.socialeurope.eu/2017/05/varieties-populist-experience/>

<sup>26</sup> <https://www.socialeurope.eu/2017/05/macron-nordic-model/>

<sup>27</sup> My assumption is that Macron's European vision is traceable to «cosmopolitanism» as distinct from cosmopolitanism. Cosmopolitanism refers to the cosmopolitan, who is the citizen of the world. The ethical expression of a world citizenship is the reciprocal right to hospitality and dates back from the Stoicians. But this cosmopolitanism does not speak of world politics, conflicts, inequality, modern interdependence and post-modern interconnectedness, and the need to govern this city-planet of ours, our common home, the only one we can but share. On the contrary,

cosmopolitanism points to legal expressions of such a citizenship, transcending nation States. Up to now the only effective one, since the Nurnberg trials, is the concept of crime against humanity, which Macron referred to in Algeria in a speech about colonial wars. To envision human history, Kant adopted a «cosmopolitical point of view», not just a cosmopolitan one. Indebted to Ricoeur, whose work invites us to look at oneself as a foreigner, an Other, Macron should have some idea of Europeans as candidates to a common citizenship beyond their many differences, and of a cosmopolitical Europe as a city-continent, a *res publica*.

<sup>28</sup>[http://www.cvce.eu/content/publication/2005/1/14/4cd02fa7-d9d0-4cd2-91c9-2746a3297773/publishable\\_in.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/2005/1/14/4cd02fa7-d9d0-4cd2-91c9-2746a3297773/publishable_in.pdf)

Sadly enough, Schröder, the German Social Democrat turned Neoliberal in the wake of the Clinton-Blair Third Way, unilaterally decided an internal devaluation, by cutting wages through a corporatist industrial agreement (Hartz IV), aimed at saving German jobs, thereby pitting European peoples against each other in a fierce wages and social competition. This broke the philosophy of the Rome Treaty: the ban of State aids was meant to prevent governments from granting domestic firms a privilege over foreign ones. Hartz IV was the start signal of a race-to-the-bottom that led to a rise in precariousness, poverty and inequality. The unfair competitive advantage triggered a huge permanent trade surplus, labeled Neomercantilism by critical German economists. Schröder lost the next elections, but did not stop the dismantling of the common competition policy: he established with Russian oligarchs an illegal German monopoly on the distribution of Russian gas in Central and Western Europe, which the European Commission long tolerated, and is now trying to fight back.

By then Berlin had another priority: manage the growing heap of cash on which Germany is sitting to the benefit of pensioners in an ageing and low-fertility population. This was Schäuble's job: switch Europe from the original social market economy to a market society where fiscal interventions are limited by arbitrary intangible rules, the only ones a medley of 19 States, with different macroeconomic profiles, could ever agree on. The Chief Accountant Schäuble, obsessed by the pursuit of a zero-deficit (*Schwarz-Null*), is leading Europe to competitive deflation. The European monetary union was launched in an age of rising wages and prices to preserve the unity of the common, then single, market and anchored the fight against inflation on an exchange rate stabilization mechanism, the so-called EMS, first around a basket of currencies, then around the DM itself, the most stable and strongest of all. At a time of capital controls, exchange rates realignments occurred occasionally, hardly ever since disinflation prevailed. At the price of growing unemployment.

With hindsight, competitive disinflation between EEC member States can be seen as a civilized substitute to the fateful interwar competitive devaluations. In the Schröder-Schäuble era, under competitive deflation, Europeans have to pay a higher price: the loss of jobs *and* the drop of purchasing power. Competitive deflation is even gradually depriving the euro of its very *raison d'être*: the unity of the single market. This is, frankly, disintegration.

Macron, when he speaks of a lost generation of permanent job-seekers, of almost twenty years lost

since the inception of the incomplete single currency, and soon ten years since the financial crisis<sup>29</sup>, is also aware of the additional price debtors had to pay to creditors in the Eurozone for the sake of the overpowerful recovery of Germany. He is intent on moving towards a fiscal union. But he already bumped into Schäuble's stubbornness. The German Minister is no more open now to a Treaty revision than ever before and, above all, he remains hostile to any idea of a common tax-and-spend power under the oversight of a common authority and representation. Macron will either be helped by German internal political developments and succeed in convincing both his own government and the next German government to follow him<sup>30</sup>, back to the founders' initial design, or he will have, whatever the success or failure of his planned so-called «reforms», to respond to Berlin by reproducing their one-sided approach, but on his own ground, to their great surprise and embarrassment.

Berlin is known to wait for French «reforms» of the labor market and cuts in taxes and social expenses, which Macron cannot deliver to the desired extent, without losing in popular support and governmental cohesion. Macron should catch them off-guard, albeit unexpectedly, by two things: decentralizing the French Republic massively, with far greater autonomy to local and regional governing bodies; reforming the French tax system radically, switching taxation from income to idle assets, bringing it closer to the Swiss or Dutch systems, which would give France two huge competitive advantages.

Macron doesn't back away from the word «*Révolution*», which was the title of his campaign book<sup>31</sup>. Will he back away from the only two deep reforms all presidential candidates under the Fifth Republic promised in their electoral platforms but never delivered – the two reforms that are deemed impossible in a Jacobine and elitist republic? The key to success might be there.

*It can take twice as much democracy to complete the euro*

From a political point of view, the Europeanization of France requires a very special political strategy which Macron seems to perceive almost instinctively, even if he did not elaborate much on it<sup>32</sup>. At least not yet. On the contrary, one of his leftist contenders, the Socialist Hamon, introduced the idea of «*un arc progressiste*». If Europe is getting closer to a founding moment of democratization<sup>33</sup>, it should not federate

<sup>29</sup><https://en-marche.fr/article/meeting-macron-berlin-discours>

<sup>30</sup><https://www.socialeurope.eu/2017/05/can-macron-move-europe-forward/>

<sup>31</sup> Emmanuel Macron, *Révolution*, 2016.

<sup>32</sup><http://www.esprit.presse.fr/article/macron-emmanuel/les-labyrinthes-du-politique-que-peut-on-attendre-pour-2012-et-apres-35981>

<sup>33</sup> As highlighted for some time already by our Puissance Europe/*WeltmachtEuropa's Continental Manifesto*, <http://manifeste->

states only, but citizens in the first place, at least what is usually referred to as a « constitutional » majority. Over time, 60-70% of the French people used to answer «yes» when asked whether sovereign matters, such as the currency, foreign policy, defence and security, should be relinquished to a European system of government. Macron's majority fell, after the first winning pro-European campaign ever in French politics, within that range.

It is to be recalled that the so-called Constitutional Treaty, rejected by a 55% majority in the 2005 French referendum, combined two major flaws, which were highlighted by recent crises: it left the euro without a common tax-and-spend power, and foreign affairs, the military and intelligence in the hands of member States. Governments and parties, fearing the populist backfire, agreed to think the Dutch and French «no» was a rejection of any Europe, not a demand for «a more perfect Union».

Macron is betting the other way round: Europeans want a European democracy, no less democratic than member States – a Europe that is a power among world powers, not only a market, however wealthy. Macron's *En Marche* movement could be seen itself as a potential «*arc constitutionnel*» (constitutional bow<sup>34</sup> or even rainbow, by reference to Mandela), including former Socialists (*PS*) as well as former *Républicains* (*LR*), and open to all shades of democratic free thinking, from left to right. Parliamentary elections, whether they result in an *En Marche* absolute majority or a German-style « Grand Coalition », will encompass such a large spectrum which is required all over Europe by any future truly cosmopolitical constitutional moment.

### *Are there any historical precedents in France ?*

The last two French constitutional moments are instances of such broad trans-partisan foundational alliances. The Fourth Republic (1946) resulted from an alliance between Christian Democrats (*MRP*), Communists and Socialists. The Constitution of the Fifth Republic (1958), in the context of the Cold War and a post-colonial war in Algeria, was supported by Socialists, Radical democrats, Christian Democrats (*MRP*), Gaullists and conservative Independents (*CNIP*).

To the contrary, the two European quasi-constitutional moments in France divided both the Right and the Left: in 1954, the Defence Community fell victim to a now obsolete debate between Atlanticists and a ragtag cast of Soviet-aligned and non-aligned MPs; in 2005, opponents to the so-called

Constitutional Treaty included people from both the Left and the Right who confused the single currency with neoliberalism but rightly anticipated the detrimental effects of an incomplete euro on growth and employment on one side, and people who, «*en même temps*» or not, criticized the EU's secret, remote, unbalanced and unaccountable institutional framework.

While the 1954 line-up is to be forgotten, 2005 is the matrix of the 2017 new widely trans-partisan (or even no-party) configuration of French politics: the *Frexit* stance on the extreme right, the «B plan» strategy of the «*Insoumis*» movement, and the demand by the more or less radical Left wing (Hamon's Socialists, the «*Insoumis*» and the Communists), for a democratization of the Eurozone are all representative of real European issues to be tackled without delay. This is needed to form a larger alliance able to reconcile more segments of the French population with a re-foundational approach of Europe.

The old Right-Left divide of French politics is inadequate to address the European dilemma of Unity vs. Division. The ideological (and methodological, according to the late Ulrich Beck<sup>35</sup>) gap between the national and the cosmopolitical states of mind are resulting in anachronistic conflicts; they can be solved through a deeper and fairer democratic debate about the market, the currency and democracy, along the line consistently exemplified by the French economist Michel Aglietta in his most recent works. *The Double Democracy*, both national and European, is the title of his last book. It fits in with Macron's emphasis on both a budget and a representation of the Eurozone, if ever the new President is to keep his campaign promise.

### *Liberty and equality*

From an ethical point of view, Macron lays claim to the legacy of the French philosopher Paul Ricœur. A cursory review of Macron's statements or his book *Révolution* could leave the reader with the false idea, largely spread by the media, that his political thinking can be summed up easily by a simple formula, just bringing him close to Obama's shade of the Rawlsian liberal egalitarianism<sup>36</sup>. But it would be wrong to stop here. Macron's majority is unusual: De Gaulle 1958, 78,5%; De Gaulle 1965, 55,2%; Pompidou 1969, 58,2%; Giscard 1974, 50,8%; Mitterrand 1981, 51,8%; Mitterrand 1988, 54,02%; Chirac 1995, 52,6%; Chirac 2002, 82,21%; Sarkozy 2007, 53,6%; Hollande 2012, 51,63%; Macron 2017,

[continental.eu](https://continental.eu). Or by Varoufakis's Diem25 movement (<https://diem25.org/>). Piketty's draft Treaty <https://www.socialeurope.eu/2017/04/treaty-democratizing-euro-area-governance-t-dem/>, supported by Hamon, is pointing in the same direction.

<sup>34</sup> «*Arco costituzionale*» is the usual Italian formula when it comes to naming the spectrum of all antifascist parties.

<sup>35</sup> Michel Aglietta, Nicolas Leron, *La double démocratie*, 2017.

<sup>36</sup> To get an idea of liberal egalitarianism and Rawls's contribution to it, against a broader background of egalitarian thinking, see <https://plato.stanford.edu/entries/egalitarianism/>

66,1%. The French people gave more than 60% of their votes in only three circumstances, when they rejected the past (the Fourth Republic and its partitocracy), or a return to the past, be it the abominable description of gas chambers by Le Pen, the father, as a «*détail de l'histoire*» (a detail of history) or the Maurrasian tradition of «integral nationalism» still embodied by Le Pen, the daughter, and her clique.

Notwithstanding quite legitimate explanations of Le Pen's record (33,9%) based on the depleted state of some French «forgotten» regions and cities, Macron's victory does not result from a full and unreserved support of his still blurry European project, but from a firm attachment to both the euro and the freedom of movement within the EU. And a strong «*plus jamais ça*», never ever again both revisionism and a withdrawal into isolation.

Cosmopolitanism, and by the way any Europeanization of our old nations, begins where the acknowledgment of the Other prevails over the essentialist identitarian perversion of history and law. Macron's cosmopolitanism is no exception, and prevailed over hate mongering. But there is more to Ricoeur's legacy than an integration of identity and otherness<sup>37</sup>, a premise, if any, of Europe, in the depths of it. There is the imperative requirement to think opposites together, which Beck defined as a founding principle of any «cosmopolitan vision»<sup>38</sup> («cosmopolitan» according to the English translation) and of cosmopolitanism, as I mean it, as well: the principle of additive inclusion. Macron's recurrent «*en même temps*» sounds as an echo of the complexity school and Edgar Morin's dialogic, the thinking of the necessary and complementary presence of antagonistic processes or demands, which in its turn is, to Morin's eyes, the very meaning of Europe<sup>39</sup>.

Thinking «*en même temps*» of liberalism and socialism in a pre-constitutional moment is not new: it happens where and when democrats and progressists are facing forces of tradition and reaction, when the Enlightenment is confronted to the Anti-Enlightenment<sup>40</sup>, whether the latter is religious or national. It happened in the French Conseil National de la Résistance. It happened long

before among Italian antifascists who even coined *liberalsocialism*<sup>41</sup> in one single word. This political dialogic came back more recently with Etienne Balibar's concept of *égaliberté*<sup>42</sup>.

«*Et la nation et l'Europe*», since cosmopolitanism requires both, a Europeanized France and a denationalized Europe.

«*Et la liberté et l'égalité*», since wealth doesn't trickle down by virtue of the market only.

At a time when franco-scepticism is growing in this country – and natio-scepticism in Europe at large<sup>43</sup> – and the self-regulation of markets is legitimately questioned<sup>44,20</sup>, will Macron be up to the task? It depends on his sticking to **additive inclusion**.

<sup>1</sup> <https://www.socialeurope.eu/2017/05/varieties-populist-experience/>

<sup>2</sup> <https://www.socialeurope.eu/2017/05/macron-nordic-model/>

<sup>3</sup> My assumption is that Macron's European vision is traceable to «cosmopolitanism» as distinct from cosmopolitanism. Cosmopolitanism refers to the cosmopolitan, who is the citizen of the world. The ethical expression of a world citizenship is the reciprocal right to hospitality and dates back from the Stoicians. But this cosmopolitanism does not speak of world politics, conflicts, inequality, modern interdependence and post-modern interconnectedness, and the need to govern this city-planet of ours, our common home, the only one we can but share. On the contrary, cosmopolitanism points to legal expressions of such a citizenship, transcending nation States. Up to now the only effective one, since the Nurnberg trials, is the concept of crime against humanity, which Macron referred to in Algeria in a speech about colonial wars. To envision human history, Kant adopted a «cosmopolitical point of view», not just a cosmopolitan one. Indebted to Ricoeur, whose work invites us to look at oneself as a foreigner, an Other, Macron should have some idea of Europeans as candidates to a common citizenship beyond their many differences, and of a cosmopolitical Europe as a city-continent, a *res publica*.

<sup>37</sup> Paul Ricoeur, *Oneself as Another (Soi-même comme un autre)*, trans. Kathleen Blamey. Chicago: University of Chicago Press, 1992.

<sup>38</sup> Ulrich Beck, *Cosmopolitan Vision*, 2006. Not surprisingly, Beck addresses Germany a severe criticism of its European policy, in *German Europe*, 2013.

<sup>39</sup> Edgar Morin, *Penser l'Europe*, 1988.

<sup>40</sup> Zeev Sternhell, *The Anti-Enlightenment Tradition*, Yale University Press, 2009. An outstanding insight into the intellectual origins of European (and, notably, French) extreme right ideologies.

<sup>41</sup> The great Norberto Bobbio wrote: «*Liberalsocialismo* was born from the womb of the liberal tradition as a heresy of liberalism, originated in intellectual circles, while liberal socialism, through its many historical appearances from the anarchists to Rosselli [one of the founders of *Giustizia e libertà*, an antifascist movement], was born

within leftist movements for whom the subject in history was the working class. If the right-left dichotomy is to be used once more, since it is still mainstream, in spite of a vocal ostracism that condemns it, liberal socialism could be defined as a right-wing socialism and *liberalsocialismo*, on the contrary, as a left-wing liberalism» [the translation is mine]. (Norberto Bobbio, *Attualità del socialismo liberale*, preface to Carlo Rosselli, *Socialismo liberale*, Einaudi, 1997, pp. VIII-IX).

<sup>42</sup> Etienne Balibar, *Equaliberty: Political Essays* (Durham, NC: Duke University Press). Trans. James Ingram, 2014.

<sup>43</sup> Demos, «Mapping and responding to the rising culture and politics of fear in the European Union...», London, 2017.

<sup>44</sup> Steve Keen, *Debunking Economics*, 2011.

## Une nouvelle ambition pour sortir de la crise existentielle du projet européen

**Josep Borell Fontelles**

Ancien président du Parlement européen et de l'institut universitaire européen - Madrid

Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin (N° 1, 2017)

Traduit de l'anglais par Alexandre Marin - Paris

Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne, l'a dit dans son discours sur l'état de l'Union (Strasbourg, 14 septembre 2016) : « notre Union traverse une crise existentielle ».

Ce n'est pas la première fois que nous l'entendons ou que nous le disons. En réalité, la construction européenne s'est toujours résumée à une question sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons être. Combien de fois avons-nous dit que « l'Europe est à la croisée des chemins » ? Ou que ses crises étaient le moteur de sa construction ? De la chaise vide en 1965 à l'échec du traité constitutionnel européen en 2005, les crises et les moments où l'on doit prendre une décision, comme (le poète) Machado voulait interpréter la méthode communautaire.

En effet, Monnet et Schuman nous ont dit que l'Europe ne se ferait pas d'un coup et qu'elle serait le résultat des solutions qu'elle apporterait aux crises. Et que ces dernières (les crises comme les solutions) forgeraient son identité.

Jusqu'à récemment, cela semblait fonctionner ainsi. Le projet d'intégration européenne était sorti renforcé de ses crises et se définissait toujours davantage en référence à une série de valeurs partagée par les États membres et leurs citoyens.

Cependant, cette fois, ce pourrait être différent. Le premier Vice-président de la Commission, le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans a dit : « pour la première fois, je crains que le projet européen puisse échouer ». Pour Enrico Letta, ancien Premier ministre italien : « avec la crise économique, sans compter le *Brexit*, le terrorisme, la crise des réfugiés, nous vivons une situation sans précédent qui remet en question l'existence même du projet européen ». Mario Monti ancien Commissaire européen à la concurrence pose ce diagnostic : « le mécanisme a été rompu, les crises n'apportent plus d'énergies nouvelles comme les fois précédentes ». Et l'ancien Président du Parlement européen (PE) Martin Schulz dénonce le manque de volonté politique des gouvernements des États membres pour approfondir l'intégration.

Il est aisé d'établir la liste de tous les facteurs de la crise actuelle : incertitude économique, faiblesses institutionnelles, manque de *leadership*, montée des populismes, nationalismes, et manifestations xénophobes, qui auraient été impensables il y a quelques années, instabilité de nos voisins de la Méditerranée, et déclin de l'influence géopolitique de l'Europe dans un monde multipolaire et désordonné.

On pourrait ajouter pour terminer, la confrontation entre le Nord et le Sud sur les questions économiques, ou celle entre l'Est et l'Ouest sur les politiques migratoires.

Dans ce contexte, la perception du projet européen par les citoyens a également beaucoup changé. En Espagne en particulier ! Trente ans après l'adhésion à ce qui s'appelait alors

la Communauté européenne, on est passé de l'enthousiasme béat à une déception croissante. Pour ma génération, celle d'Ortega, intrinsèquement pro-européenne, l'Espagne étant le problème et l'Europe étant la solution, les trente dernières années ont été les meilleures de notre histoire moderne depuis la bataille de Trafalgar. Et l'Union européenne (UE) nous a beaucoup aidés pour notre développement économique et politique.

Pourtant, mes élèves de la faculté de sciences économiques ne partagent pas cette vision. De ces trente dernières années, ils ne retiennent que les sept dernières qui sont celles de la crise économique et du projet européen. Pour nous, l'Europe est une fée gentille qui a financé nos infrastructures, nous a octroyé des subventions, et qui nous a donné une crédibilité à l'échelle internationale. Cela n'empêche pas la jeune génération de la voir comme une marâtre, méchante par définition, qui impose une discipline désagréable qui ne résout pas les problèmes.

En plus de celle qui est générationnelle, une autre division s'est produite entre le Nord et le Sud de l'Europe, qui se manifeste aussi bien en termes d'attentes futures que de réalités présentes. L'Allemagne et les pays du Nord attendent de ceux du Sud qu'ils soient capables de créer de la croissance économique sans accumuler les dettes publiques et privées, et que, dans ce dessein, ils appliquent des réformes structurelles qui libéralisent l'économie, et qu'ils luttent contre l'évasion fiscale et la corruption politique. Les pays du Sud, dont les économies se sont fragilisées avec la crise, demandent une plus grande solidarité financière et plus de temps pour mettre en place les réformes.

Il faut reconnaître qu'on a beaucoup avancé pour faire face à la crise, en renforçant la structure institutionnelle de l'Union monétaire et sa capacité de réaction financière face aux marchés. Mais ces dernières avancées qui n'étaient pas prévues dans le schéma initial avant la crise ont posé des problèmes de légitimité des décisions européennes dont la solution était d'avancer dans une union politique.

Cependant, devant les nouveaux problèmes d'émigration, de terrorisme et de déstabilisation des pays voisins, le contexte actuel de montée des populismes et des partis anti-européens est peu propice pour entreprendre des réformes ambitieuses de l'UE et de la zone euro, dont l'expérience a montré qu'elles sont risquées.

Il est révélateur que la nouvelle « feuille de route », approuvée par le Conseil européen de Bratislava (16 septembre 2016) et qui devrait se mettre en place en mars 2017, lors de la célébration du soixantième anniversaire du Traité de Rome, prétende « offrir aux citoyens une Europe attractive, dans laquelle ils puissent avoir confiance et qui puisse les soutenir ». Cette déclaration résume cette crise existentielle. C'est comme

si l'on admettait implicitement que l'Union actuelle n'attire pas les citoyens européens et qu'elle ne mérite ni leur confiance ni leur soutien.

Rendre l'Union plus attractive en la rapprochant des citoyens est quelque chose de familier à nous aussi parce que nous l'avons entendu à plusieurs occasions dans le passé. Cet objectif est d'une nécessité impérieuse. Mais le problème est la forme dans laquelle l'UE a été construite, fondée sur la paix et sur le marché, mais ne bénéficiant que de transferts de souveraineté limités, elle ne peut pas offrir aux Européens la protection qu'ils réclament face aux risques actuels.

Comme le dit Thierry Chopin de la Fondation Schumann, la *Pax Europea*, parce que l'UE est un projet de paix et c'est pourquoi elle a reçu le Prix Nobel, n'est une garantie ni pour la paix sociale, du fait de la crise économique, ni pour la sécurité contre le terrorisme, ni pour la protection des frontières extérieures face à un monde incertain. C'est pourquoi les Européens s'en remettent à leurs vieux États-nations, voire souhaitent parfois leur destruction au profit d'unités régionales dont ils se sentent plus proches. Les États demeurent aux commandes des fonctions basiques de la sécurité, intérieure comme extérieure, et de la redistribution sociale, au travers desquelles les citoyens trouvent la protection dont ils ont besoin.

Qui plus est, la crise a montré comme une évidence que l'intégration économique et l'Union monétaire ne sont plus des facteurs d'unité, mais provoquent des divisions. Les économies européennes n'ont jamais été aussi divergentes qu'au cours de la crise de l'euro. L'économie apparaît aujourd'hui comme un nouveau moyen d'expression des rivalités et des conflits de pouvoir. Comme cela se produit à l'échelle mondiale avec le rejet populaire d'une plus grande ouverture du commerce et des frontières. L'on me dit qu'une nouvelle expression est apparue au Portugal, « *troiké* », qui vient de « *troika* », et qui veut dire « puni ».

Pour comprendre la crise actuelle du projet européen, il faut se référer à l'épuisement des raisons qui en ont été le moteur, et au manque de récit, la vision qui ne plaisait pas aux Britanniques quand ils remettaient en question, dans la convention européenne, le futur de l'Union à laquelle, pourtant, ils appartenaient.

Quelles ont été les raisons d'être, ces forces motrices qui ont mené à l'intégration européenne avec la bienveillance plus ou moins explicite des citoyens ? Dans le passé, ces raisons étaient claires, mais elles ont, en grande partie, perdu leur vigueur et leur force mobilisatrice parce qu'elles ont déjà accompli les objectifs qu'elles s'étaient données.

La première a été sans aucun doute la paix entre les Européens sur les ruines d'un continent détruit, affamé, et menacé. Le « plus jamais la guerre » fut l'objectif de trois générations d'Européens. Mais ce but a déjà été réalisé. La guerre est impensable en Europe, même si elle n'est pas impossible. Ne serait-ce que l'espace d'un moment, il ne vient à l'idée d'aucun jeune qu'il pourrait guerroyer contre son camarade d'Erasmus.

Au vu de nos antécédents, il s'agit d'un progrès extraordinaire. Mais une fois accompli, la paix n'est plus un objectif mobilisateur.

Quant à ce qui se réfère au maintien de la paix extérieure, c'est-à-dire à ses frontières, la raison d'être de l'UE s'est montrée bien plus faible comme l'a montré notre incapacité à mettre fin aux guerres de Yougoslavie, qui reproduisaient à une petite échelle et à une heure d'avion de Rome ou de Vienne, les horreurs de la seconde guerre mondiale.

A partir de ce nouveau siècle, la quête de la paix extérieure se fit à coup d'élargissements, réels ou promis, comme avec la Turquie ou l'Ukraine, sans savoir très bien jusqu'où s'élargir et avec quelles conséquences. Pourtant, un espace sans frontières, sans références géographiques précises peut difficilement prétendre à une identité. Et il est difficile de tenir un discours sur l'identité européenne fondée sur les valeurs quand il faut confier à un pays avec une dérive autocratique telle que la celle de la Turquie, de s'occuper de nos frontières pour empêcher l'arrivée de réfugiés dont nous ne voulons pas et que nous ignorons comment accueillir et intégrer.

Après avoir réalisé le dessein de paix intérieure, les grands objectifs suivants auraient dû être la création d'une capacité de défense et d'une politique extérieure véritablement commune. Mais cela nécessitait de partager une même vision du monde, ce dont les États membres sont encore loin parce que chacun d'entre eux a de propres expériences historiques qui ont forgé son identité.

Ainsi, la majorité des Européens, Britanniques inclus, disent vouloir que ces politiques soient menées à l'échelle européenne, mais les élites nationales sont réticentes à accomplir ce saut dans l'intégration politique.

Les autres raisons d'être de l'intégration européenne ont été d'affronter la menace que représentait l'Union soviétique, jusqu'à sa disparition, la réhabilitation de l'Allemagne, dont le point d'orgue a été sa réunification, l'adhésion des pays d'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, ce qui signifiait donner la priorité à l'élargissement plutôt qu'à l'approfondissement de l'intégration et altérer de manière substantielle l'homogénéité de l'espace politique et économique européen.

Pour toutes ces raisons d'être, ces forces d'impulsion appartiennent désormais à l'Histoire. Les objectifs proposés ont été atteints. L'Allemagne a été réhabilitée et réunifiée. Elle a trouvé une « niche » dans la mondialisation qui a relancé son économie. L'Europe a été un bon cadre pour la réunification de l'Allemagne. Alors que la France venait de perdre son empire colonial, l'Europe lui a permis de jouer un rôle politique plus important que ce à quoi elle aurait pu prétendre. Comme l'a dit Zbigniew Brzezinski : « à travers l'Europe, la France a voulu se réincarner dans son passé, et l'Allemagne, s'en racheter ».

Ainsi donc, quelle pourrait être cette nouvelle raison d'être de l'intégration européenne qui donne un nouveau souffle à un projet qui risque de mourir à petit feu ? Elle pourrait être de faire face à la mondialisation avec la dimension que nous donnerait l'Union dans un monde de géants.

La mondialisation a fait beaucoup de perdants dans les sociétés occidentales comme on l'a découvert à présent dans la campagne électorale aux États-Unis. Reconstruire l'État social, marqueur identitaire de l'Europe d'après-guerre, dans le nouveau récit de la mondialisation, est une tâche que les

Européens accompliront mieux unis que séparés chacun dans son propre pays.

Le retour à l'État-nation et au contrôle des frontières est une illusion, quel que soit le pays concerné. La renationalisation ne résoudra pas les problèmes dont la dimension est intrinsèquement supranationale. Elle n'empêchera pas la venue de migrants et n'évitera pas l'instabilité monétaire, elle ne réussira qu'à accroître les désaccords entre États.

Le maintien du *statu quo* est une autre illusion parce que cette option n'est pas viable à moyen terme étant données les carences montrées par le système actuel de « gouvernance européenne ».

L'ambition européenne doit renaître. L'Europe affronte avant tout une crise de légitimité démocratique et notre plus grand défi est de la doter d'un projet clair et d'une vision commune qui aille au-delà de l'économie et de la régulation. Il manque un sentiment d'appartenance et il faut le construire à travers

un projet européen qui apporte aux citoyens une plus grande protection que celle que pourrait offrir l'État-nation. Il faut des initiatives concrètes pour mettre fin au sentiment que l'UE est un espace ouvert et sans protection.

L'UE a été créée au siècle dernier pour résoudre ses propres problèmes au moyen d'un rapprochement « *inwards* ». Cependant, les migrations, le changement climatique, la sécurité énergétique, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, surtout en Afrique sont les nouveaux défis globaux qui nécessitent un rapprochement « *outwards* », sur lesquels construire le nouveau narratif européen. Voilà ce qui devrait être l'ambition qui nous permette de surpasser notre crise existentielle.

Et si nous ne sommes pas capables de le faire, sinon tous à la fois, du moins un nombre réduit mais conséquent d'États membres, dans trente ans, l'Union pourra mourir ou sombrer dans le désintérêt.

## Ministère Philippe 2 : l'Europe à la portion congrue ?

---

Jean-Guy Giraud

Ancien Président de l'UEF France - 31

Le journal *Le Monde* dresse un surprenant portrait de la **nouvelle Ministre des Affaires Européennes**, Mme Nathalie Loiseau (cf. *Le Monde* du 23 juin).

Surprenant parce qu'à *aucun moment* ce portrait ne s'efforce de relever le *moindre lien* - aussi ténu soit-il - entre l'expérience professionnelle de l'intéressée et la nature de son portefeuille (les "*affaires européennes*").

Certes, Mme Loiseau est une « diplomate » - mais qui ne semble jamais avoir été en poste dans l'Union européenne (UE) ni avoir eu à traiter de ces « affaires européennes ». (Le choix précédent de Mme. de Sarnez était à l'opposé puisque celle-ci avait une connaissance et une expérience très approfondies de l'Europe<sup>45</sup>).

Il serait regrettable que, en nommant **une personne peu avertie des questions européennes**, le gouvernement Philippe 2 renoue avec une tradition bien ancrée des précédents quinquennats : ne laisser au Ministre (ou Secrétaire d'État) « chargé » de l'Europe qu'**un rôle très marginal**, l'essentiel des affaires étant traité par le couple Cabinet présidentiel/Représentation permanente - c'est-à-dire entre hauts fonctionnaires en lien direct avec le Président.

À moins que la nouvelle appellation du « Ministère de l'Europe et des affaires étrangères » ne signifie que le Quai

d'Orsay prenne effectivement en charge les questions européennes - ce qui apparaît aussi peu probable que souhaitable.

Il manquera donc toujours, au sein du Gouvernement français, **une personnalité et des équipes véritablement dédiées aux affaires européennes** - susceptibles de dialoguer en permanence avec leurs homologues des autres États membres comme avec les Institutions bruxelloises - capables de renseigner les autorités nationales sur l'évolution politique des dossiers et d'expliquer en continu les positions françaises à leurs interlocuteurs externes - prêtes (pourquoi pas ?) à défendre un point de vue « européen » dans les cénacles gouvernementaux et parlementaires - attachées à promouvoir l'information du public sur l'Europe (notamment à l'occasion des élections européennes) - etc ...

Ces dix dernières années au moins, les Secrétares d'État français chargés des Affaires européennes se sont surtout distingués par la faiblesse de leurs moyens, leur fugacité et leur discrétion. La priorité donnée à l'Europe par le nouveau Président semblait augurer d'une pratique différente. Cela ne semble pas être le cas. Le pilotage de la politique européenne de la France paraît devoir rester confiné dans le cercle élyséen. Démocratiquement, médiatiquement et même diplomatiquement, il s'agit peut-être d'une occasion manquée. Mais il est sans doute trop tôt pour en juger.

---

<sup>45</sup> Il est vrai que son appartenance au Modem et sa proximité avec le Président de ce parti avaient sans doute joué un rôle déterminant dans sa nomination.

## Eurobaromètre : un attachement à l'Europe qui doit faire réfléchir

**Jean-Mathieu Robine**

Membre des Jeunes Européens France

Cet article a été initialement publié sur Le Taurillon puis sur le site de l'UEF France

**Une enquête d'opinion réalisée en mars dans toute l'Europe démontre l'attachement au projet européen mais aussi les attentes envers l'Europe. Une très large majorité des personnes interrogées souhaite des réponses européennes aux grands défis du moment notamment en matière de terrorisme, chômage, environnement et fraude fiscale.**

Les résultats de ce sondage sont une très bonne nouvelle. Compte tenu de l'ambiance parfois inquiétante de la campagne présidentielle française, on aurait pu craindre d'autres réponses. L'attachement des Français à l'Union européenne (UE) et à la construction européenne telle qu'elle apparaît dans ce sondage devrait faire réfléchir les personnalités politiques qui prônent la destruction de l'Europe.

Mais les attentes très fortes des sondés à l'égard de l'UE sont aussi un avertissement puisque la gouvernance intergouvernementale actuelle est manifestement et structurellement incapable d'y répondre, faute d'institutions qui permettraient des prises de décision à la fois rapides, efficaces et démocratiques.

On ne peut pas décider efficacement et par consensus à 28, surtout quand aucun des 28 n'est chargé, de par ses fonctions, de défendre et de promouvoir l'intérêt général de l'UE. La France serait ingouvernable si, au lieu d'avoir un Président élu et un gouvernement responsable devant le parlement, elle avait à sa tête un conseil des présidents des conseils régionaux ou des conseils départementaux. Aucune instance démocratique ne fonctionne durablement ainsi, à quelque niveau de responsabilité que ce soit !

D'où le manque flagrant de réactivité de l'UE, de la zone euro et de la zone Schengen face aux défis contemporains (crise économique et crise de la dette, crise migratoire, terrorisme, etc.), contrairement aux autres grandes puissances mondiales (Etats-Unis, Chine, Russie, etc.).

Je ne connais que deux exemples historiques qui ressemblent à cette Europe intergouvernementale dont François Fillon voulait aggraver le fonctionnement sous prétexte d'y remédier et tous deux ont très mal fini : les institutions du Saint-Empire telles qu'elles étaient à la fin de l'Ancien régime et celles de la Confédération helvétique à la même époque, quand c'était une vraie confédération et non depuis qu'elle s'est fédéralisée. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les cantons suisses étaient dirigés par une conférence permanente des ambassadeurs des cantons. Ça fonctionnait très mal. La première crise grave, en l'espèce la Révolution française, a fait exploser le système, ce qui a conduit la Suisse à la guerre civile. La Suisse n'a pu devenir le pays stable et prospère que nous connaissons qu'après avoir enfin mis en place de véritables institutions fédérales et démocratiques. La plus grande partie du Saint-Empire a mis beaucoup plus de temps à y parvenir, d'une façon encore plus chaotique, mais la solution a été la même : le processus a abouti à l'Allemagne fédérale que nous connaissons aujourd'hui.

J'espère que les Européens auront la sagesse de tirer les conclusions qui s'imposent à la paralysie actuelle de leurs institutions communes sans attendre qu'une crise grave les fasse disparaître et en épargnant à leur continent et au monde des troubles gravissimes dont nul n'est jamais totalement et définitivement à l'abri.

En effet, si les attentes à l'égard de l'UE et de la construction européenne des Européens en général et des Français en particulier étaient gravement et durablement déçues, le pire est à craindre. Nombre de nos compatriotes ne s'en rendent pas compte parce qu'ils vivent en paix depuis si longtemps qu'ils ont oublié à quel point la paix est fragile.

L'expérience de la Suisse, de l'Allemagne et d'autres pays comme l'Inde doivent nous servir de leçon : seul un État fédéral et démocratique peut assurer durablement la paix, la prospérité et les libertés en Europe.

**«This Parliament is ridiculous!»**

### **Was Jean-Claude Juncker right to harague MEP's in the European Parliament?**

**Bruno Boissière**

Former French Green MEP (1991-1994), Vice-Chair of the Green Group in the EP. «Awarded» by the French daily *Libération* the most present French MEP; 99% attendance (based on the presence in plenary sessions)!  
Former Secretary-General of the UEF Europe (1995-2005)

This article was initially published in a slightly different formulation by *The New Federalist*

Jean-Claude Juncker was never afraid to speak his mind. Journalists love him for this rare quality in politicians. MEPs also like when the elected President of the European Commission does not use the "langue

de bois"... but the incident during the July plenary of the European Parliament in Strasbourg shows that they see limitations to Juncker' sharp wit from the moment the credibility of the Chamber is at stake!

I easily can understand why Juncker was angry to find only some 30 MEPs present to hear a report on Malta's just-completed EU presidency. He has represented Luxembourg in the Council of the EU for over 30 years. By population, Luxembourg is the 27<sup>th</sup> member state in the EU. Malta is the 28<sup>th</sup> one. Among other positions in the Parliament, I have been the 2<sup>nd</sup> Vice-Chair of the EP Delegation to the EU-Malta Joint Parliamentary Committee before Malta was admitted to the EU in 2004. In the joint Committee, I especially dealt with the institutional aspects and constitutional outlooks of "micro-states" like Cyprus, Luxembourg and Malta in the EU. This is why, like Jean-Claude Juncker and despite my French nationality (we are all Europeans!), I became particularly sensitive to the cause of the smallest member states. Democrats and above all federalists in the EP should show the same respectful attitude towards each presidency of the EU Council. Paraphrasing the clarion call of the Three Musketeers which is also the motto of Switzerland "One for all. All for one!", one could say that Malta has presided over the Council for all Europeans and that all, at least more than a handful of MEPs should have done their duty by hearing and debating the review of the President-in-Office of the Council and the statement of the European Commission on the Maltese Presidency.

So, there should be no link between the size of the country and the number of MEPs present. Clearly a similar debate with Merkel or Macron, or even Gentiloni would have drawn a much wider turnout. More generally, in a genuine federal system, the directly elected European Parliament should represent the citizens of each member states proportionally to its population. Rightly, the biggest and the smallest countries (in terms of population) should have a slightly "weighted" distribution of seats, as it is now (less for Germany, more for the 'micro-states'). But in the Council, i.e. the chamber of States, the principle of "equality of the unequals" should apply, as it is for instance in the USA or Switzerland, but not in the EU... yet! Each member state should have the same treatment not only in terms of respect but most importantly in terms of power. This, independently from the states' characteristics: small/big, poor/rich, late joiner/founder, Southern/Northern, Eastern/Western, etc.

In practical terms, I'd like to comment on the excuses of MEPs who explained that they cannot be sitting in the plenary "all the time". What was at stake in Juncker's statement is not that the MEPs should be listening to all the debates, every day from 9 am until sometimes late in the evening; it was about evaluating the six-month presidency results. Nobody

would seriously pretend that an MEP who is competent in the area of Social Affairs, Regional Development, Women's Rights and Gender Equality, and relations with Montenegro should be all the time present in the chamber and listening to the debates on Constitutional Affairs, Culture and Education, Environment, Fisheries, relations with the Maghreb for instance, and all other policy areas of the EU. Of course not! But the review of the rotating Council presidency deals with its achievements in relation to the political priorities for the semester. And the fact that the MEPs can follow the debates in the plenary on a TV screen from their offices should not be an excuse for only being present in the plenary for signing the presence lists, for a 1 to 5 minute speech and for the votes. If we follow this logic, then the MEPs will be happy enough if the President of the Council remains in his/her country and if they can watch his/her web streamed speech from their office in Strasbourg and even debate with the President online..

Being present in the chamber for the few major debates and the votes cannot prevent the MEPs from fulfilling the rest of their duties during points of the agenda which are less important or not of their relevant field of responsibility. In theory, and I think in practice, other meetings (groups, intergroups, committees, delegations) are forbidden during the most political or solemn sessions. There is a maximum of 43 days of plenary sittings in Strasbourg or Brussels. All the MEPs know that the most important debates take place on Tuesdays or Wednesdays in Strasbourg, so that the MEPs can easily plan their presence. Furthermore the official calendar of meetings reserves at least 9 weeks (about once a month) for "external parliamentary activities". Most of these weeks can be used by the MEPs for their extra-parliamentary work, in addition to all Fridays in the year which are also free of EP meetings. Enough to plan grassroots events without missing an important debate or even important political vote in Strasbourg! Hundreds or thousands of migrants are rescued almost every day in the Mediterranean. The humanitarian NGO's who are active daily on the ground of course need support, also from the MEPs. I cannot agree more with this. But is it a sufficient excuse for not (sometimes!) fulfilling the primary tasks of an MEP? Is it really what the voters expect from their representatives?

At the end of this debate, I am confident that, beyond our different views on Juncker's statement on the "ridiculous" Parliament, I could easily find common ground with Terry Reintke on (most of) the ecological, climate, regionalist, European and world federalist, or universal basic income issues, dear to my green heart.

## Politique migratoire : relancer le message aux européens ! Re-solidariser l'Union !

---

**Marion Larché**

Membre du Bureau de l'UEF France – Doctorante en droits de l'homme - Paris

« La conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'homme, et sa vraie force est dans la liberté. C'est pour sauver nos libertés acquises, mais aussi pour en élargir le bénéfice à tous les hommes, que nous voulons l'union de notre continent ». C'est sous la plume du militant Denis de Rougemont que cette ambition est affichée le 10 mai 1948 lors du Congrès de la Haye. Le Message envoyé aux européens par les congressistes est alors sans équivoque : « Nous voulons une Europe *unie* ».

Relire ces mots, à l'aune de l'actualité européenne, ne peut enclencher qu'une lourde démarche introspective. Redécouvrir ces aspirations, alors même que le projet européen subit de fortes secousses depuis des mois, n'inspire que regrets. Car, non, aujourd'hui, l'Europe n'est pas unie. Certes, tout n'est pas noir ; nul besoin d'emprunter la voie du « pessimisme d'humeur »<sup>46</sup>. Les avancées sont certaines. De beaux combats ont été menés avec brio. Le projet européen s'est construit, cumulant des victoires socio-économiques, poursuivant des conquêtes pour la paix et les libertés et offrant des succès culturels indéniables. Hélas, de vastes pans du projet européen demeurent enlisés, masquant de plus en plus difficilement le manque de solidarité et de vues communes entre les différents pays d'Europe. C'est clairement ce qu'illustre l'absence de réponse européenne face aux migrants qui se pressent, de plus en plus nombreux, à nos portes. Sur ce sujet, c'est la cacophonie et le « chacun pour soi » qui règnent en maîtres.

Pendant que la Slovaquie et la Hongrie maintiennent leur refus d'appliquer le plan de relocalisation adopté en 2015 – refus porté jusqu'à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)<sup>47</sup> –, l'Italie, elle, continue d'appeler à l'aide ses partenaires euro-méditerranéens, en vain. De janvier à juin 2017, plus de 85.000 personnes ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Italie, 2.150 y ont perdu la vie. Fin juin, en 48 heures, 12.000 personnes ont encore été secourues en mer par les autorités italiennes. Face à ces arrivées massives, causées en grande partie par la fermeture de la route des Balkans et par l'Accord UE-Turquie de mars 2016 qui a complètement bouleversé les routes migratoires en dissuadant toute arrivée en Grèce<sup>48</sup>, Paolo Gentiloni, Président du Conseil italien, a lancé que « l'Europe devait cesser de fermer les yeux ». De plus en plus désarmée et isolée, Rome a alors menacé début juillet de fermer les ports italiens. Or cet ultimatum n'a eu que peu de résonance chez ses voisins.

Si les ministres européens de l'intérieur se sont réunis à Tallinn le 6 juillet pour « aider l'Italie à faire face », aucune solution acceptable et durable n'a été adoptée. Et la solidarité ne semble pas avoir été davantage inscrite à l'ordre du jour. La France et l'Espagne ont refusé d'ouvrir leurs ports aux bateaux des ONG afin d'alléger la pression sur ceux de l'Italie. Les propositions vont toujours dans le même sens : déployer des fonds pour aider les garde-côtes libyens à empêcher les départs, accélérer les retours et les expulsions... Sur les conditions d'accueil des personnes déjà arrivées en Italie ? Rien. Sur le partage des responsabilités ? Le néant. Sur la réforme de « Dublin III » et du principe désormais intenable du « guichet unique » ? La stagnation. Sur la question de l'effectivité du plan de relocalisation de 2015 ? On s'interroge. Son objectif était de relocaliser 160.000 personnes en deux ans. On en compte 22.841 en juin 2017. Le 20 juillet, le Président Juncker vantait encore l'accomplissement de la coopération entre Ankara et l'Union qui, concrétisée dans l'Accord UE-Turquie de 2016, avait permis le net recul d'arrivées de migrants en Grèce. Certes, belle performance si on oublie l'aggravation des conditions de vie dans les camps installés sur les îles de Chios et de Lesbos, la situation des personnes renvoyées en Turquie et l'incapacité inquiétante de l'Italie à gérer seule le déplacement du problème.

C'est un changement de cap radical qu'il faut. Et ce changement ne peut nullement intervenir sans cohésion. C'est l'ensemble de la politique d'asile et d'immigration qu'il faut construire, et ce dans un berceau moins intergouvernemental. C'est aussi la notion de frontière européenne qu'il faut enfin entièrement repenser dans le projet européen afin qu'elle n'ait plus vocation à séparer mais à réunir<sup>49</sup>. Et comme le rappelait Angelino Alfano, ancien ministre de l'intérieur italien, « la frontière méditerranéenne n'est pas italienne, elle est européenne ».

Si le dessein politique soutenu lors du Congrès de la Haye semble parfois s'être quelque peu égaré, le Message aux européens, lui, ne s'est pas érodé malgré les effets du temps. Cette « Europe *unie* » tant espérée dans la missive de De Rougemont, nous la voulons encore, maintenant, et sans attendre. Si « la solidarité est une idée universelle »<sup>50</sup>, qu'elle soit une concrétisation européenne !

---

<sup>46</sup> Nous empruntons ce terme à Alain (*Propos sur le bonheur*, 1928).

<sup>47</sup> Ces deux États contestent devant la CJUE la mise en place de quotas d'accueil des réfugiés.

L'affaire est pendante et l'Avocat général Yves Bot a conclu au rejet de cette demande le 26 juillet 2017.

<sup>48</sup> On est passé de 158.000 personnes accueillies en 2016 à 9.000 depuis début 2017.

<sup>49</sup> Voir : Lucian Bîoa, « Les frontières de l'Europe : réalités, imaginaire, idéologies », in *Lieux d'Europe : Mythes et limites*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2008, pp. 95-105.

<sup>50</sup> V. Hugo, *Proses philosophiques*, l'âme.

## Une politique migratoire européenne reste-t-elle dans le domaine du possible ?

Michel Caillouët

Ancien ambassadeur de l'Union européenne - Membre de l'UEF et de *Stand Up for Europe*

Les migrations, les déplacements de population sont une constante de l'humanité, depuis l'origine. Elles n'ont quasiment jamais été ordonnées, ou contrôlées (sauf les colonisations de peuplement), et ont été le plus souvent réalisées dans la violence !

L'Union européenne (UE), depuis 70 ans, cherche à mettre de « l'ordre dans le désordre », mais si il y a un domaine où elle n'y parvient pas, c'est bien l'immigration !

Et pourtant, l'UE reste la première puissance économique et commerciale du monde, et les flux migratoires ne représentent qu'une part minime par rapport à sa population (1 % maximum).

Depuis des décennies, le nombre de déplacés dans le monde, fruit des conflits, de la misère.. reste constant : 60 millions de personnes alors que l'UE n'en accueille que 5 millions environ (8%).

Et pourtant la pauvreté absolue (moins de 1 US \$ par jour) dans le monde diminue fortement, elle était de plus de 50 % en 1950, elle est à peine de 10% aujourd'hui. Ceci est le résultat d'un ensemble de facteurs mais l'UE devrait être fière d'y avoir contribué, grâce à une coopération au développement largement réussie, et à une politique commerciale menée correctement, soutenant notamment les pays les plus pauvres (système des préférences généralisées).

Mais ce n'est pas suffisant, et face à la pauvreté qui subsiste, la désespérance, les conflits dans de nombreux pays, les flux d'immigration ne vont pas se tarir par miracle !

Las, le nombre de déplacés morts en Méditerranée depuis 2014 dépasse maintenant les 20 000 êtres humains !

Où est le message humaniste européen ? Pourquoi ne respecte-t-on pas les textes européens, notamment l'article 1 de la charte des droits fondamentaux de l'UE, « la dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée ». Pourquoi l'UE a-t-elle tant de difficultés collectivement à respecter les obligations internationales, la convention de Genève sur les réfugiés notamment ?

Les raisons sont multiples et largement débattues.

L'immigration est perçue par beaucoup comme étant trop importante, qu'elle devrait être canalisée voire combattue, alors que de nombreuses études montrent que l'Europe, en déclin démographique, a besoin d'immigration, et que celle-ci, contrairement aux idées reçues, représente un avantage plus qu'un poids économique.

Face à cette situation, alors qu'il faudrait s'organiser collectivement, l'Europe n'est capable que de montrer ses faiblesses:

Cacophonie aux niveaux des gouvernements et contradictions internes : en France, le message « humaniste » du Président Macron en faveur de l'accueil est contrarié par la politique gouvernementale de son Ministre de l'intérieur (le fameux « en même temps »). En Allemagne, Angela Merkel, qui était à la pointe et louée pour l'accueil réussi de plus de 800.000

réfugiés, freine maintenant les ardeurs, campagne électorale oblige. Et la Hongrie, la Slovaquie..sont les fers de lance de la politique de l'exclusion et du rejet.

C'est que sur ce dossier sensible, l'UE est en situation de refus :

- institutionnel : elle est loin d'être compétente, ce sont les États membres qui mènent le jeu, l'intergouvernemental... et, du fait de la quasi-unanimité toujours nécessaire pour les prises de décision, on est en situation de blocage, puisque les États réfractaires sont les plus nombreux ;
- moral : elle a du mal, collectivement, à accepter sa part de responsabilité dans les conflits qui génèrent l'afflux de réfugiés ;
- sociétal : c'est pour beaucoup la défense de l'identité et la « peur/méconnaissance de l'autre », une psychose accélérée par la confusion terrorisme islamique/réfugiés, et attisée par certains « intellectuels », médias et autres officines politiques.

Dans ce contexte de blocage, le « faire » européen ne peut être que minimaliste, et renforcer marginalement les politiques existantes :

- accélérer, rénover les instruments de coopération pour « aider » les pays tiers à retenir les populations : *hot spots*, création d'activités... Avec un paradoxe, les instruments de coopération, notamment la coordination UNHCR/Echo de la Commission européenne, fonctionnent bien à l'extérieur. Mais, sur le territoire de l'UE, l'inefficacité est affligeante et les populations réfugiées sont trop souvent traitées de manière « infra-humaine » ;
- compenser les vides les plus criants du fonctionnement inter-gouvernemental : mieux gérer les frontières externes (gardes côtes), réformer le système Dublin sur le droit d'asile (sans accepter réellement la libre circulation interne pour les déplacés) « sauver des vies » en Méditerranée (sans proposer une politique européenne d'ensemble), seule à même de traiter les défis, mieux s'entendre sur le concept de pays tiers dit « sûrs » etc. etc. ;

D'après les sondages, une large majorité des citoyens européens seraient en faveur d'une « politique européenne de l'immigration », sans que son contenu soit précisé.

C'est en fait d'un saut qualitatif vers plus de « fédéral » dont nous avons besoin. Les mécanismes de décision seraient alors plus transparents et démocratiques, et tellement plus efficaces. Il en va de l'image de l'UE auprès de ses citoyens et à l'extérieur !

Une Europe qui ne sait pas respecter ses propres valeurs, celles qu'elle voudrait voir s'appliquer dans le monde, ne peut plus être respectée.

Défi considérable !

Après une première rencontre internationale à Lyon il y a quelques mois (*cf. Fédéchoses n° 175*), de nouveaux séminaires

seront prochainement organisés en France, en particulier à Aix-en-Provence le 11 décembre, à l'initiative de l'UEF et de Stand up pour l'Europe parmi d'autres organisations. Parmi les autres partenaires envisagés, il conviendra que les organisateurs sachent y associer les nombreuses associations

très motivées qui réfléchissent, agissent et cherchent à compenser les lacunes des politiques gouvernementales et l'absence de politique européenne : que leur voix soit entendues, alors que malheureusement, et trop souvent, leur travail humanitaire de terrain est contrarié...

## L'Europe sauvée par sa culture

Michel Herland

Economiste, professeur honoraire aux Universités d'Aix-en-Provence, et des Antilles et de la Guyane - Martinique

La France a échappé au pire et tous les fédéralistes ont poussé un soupir de soulagement. Au premier tour de l'élection présidentielle sept candidats sur onze étaient hostiles à l'Europe, à une Europe des libertés puisque deux des sept, à l'extrême gauche, faisaient miroiter le rêve d'« États-Unis socialistes d'Europe débarrassés du capitalisme » (Nathalie Arthaud) ou d'une « Europe des travailleurs » (Philippe Poutou). Présente au second tour, la candidate du Front National, heureusement donnée perdante, ne pensait qu'à restaurer la souveraineté de la France dans tous les domaines (sans s'arrêter sur le coût ou simplement la possibilité d'une telle ambition dans une économie déjà mondialisée). Emmanuel Macron, le candidat qui est sorti des urnes, était sans doute le meilleur possible pour les fédéralistes dans la mesure où ses convictions européennes s'inscrivaient dans une perspective réaliste de ce qu'il est possible de proposer aux pays partenaires. Mais seul l'avenir dira s'il faut le compter parmi les bâtisseurs de l'Europe.

La construction européenne si souvent remise sur le métier peut s'achever soit à la suite de petits pas, lesquels, additionnés, aboutiraient à un véritable État fédéral, soit à la suite d'un grand cataclysme qui forcerait les Européens à s'unir. La proximité géographique est le ciment le plus évident de notre union. Elle ne suffit pas car, à ce compte, de proche en proche, l'UE aurait vocation à couvrir toute la planète ! Il y faut quelque chose de plus qui ne peut être qu'une culture commune. Un article de Julia Kristeva dans la dernière livraison de la NRF<sup>51</sup> insiste justement sur ce point. Pour elle, « l'Europe existe avant tout parce qu'il y a une culture européenne ». Et de décliner quelques repères : « le socle biblique, le miracle grec, les présocratiques, Aristote, Platon, le temps des cathédrales, les Lumières et les droits de l'homme, Dante, Shakespeare, Cervantès, Montaigne, Vinci, Mozart... ».

C'est une « citoyenne européenne » qui s'exprime ainsi, d'origine bulgare, naturalisée française. Levons ici l'objection qui pourrait se présenter : intellectuelle cosmopolite, Julia Kristeva n'est certes pas représentative de toute la population de notre continent. Cependant, d'une part le « peuple » lui-même est de plus en plus appelé à voyager hors des frontières, à se frotter à d'autres identités, et, d'autre part ce sont bien les intellectuels qui peuvent entraîner un mouvement en faveur de la fédération européenne. En tout état de cause, il ne s'agit pas, pour chaque Européen, de renier ses racines, mais plutôt de développer une « pluralité identitaire ». C'est d'ailleurs, comme le rappelle J. Kristeva, d'abord sur proposition de la

France puis de l'Europe appuyée par le Canada, que l'Unesco a adopté en 2005 la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Elle rappelle également – au cas où l'on aurait tendance à l'oublier – que « les valeurs supposées universelles sont des créations du patrimoine européen ».

Ces valeurs incluent la nation autant que la liberté. Or le « fait national » continue à s'imposer (sans aller chercher la Hongrie de Viktor Orban, il suffit de voir nos sept candidats à l'élection présidentielle) en dépit du « verrouillage politique par la raison économique » et des pressions centrifuges liées au réveil des identités régionales. Quant à la liberté, J. Kristeva oppose un modèle européen – qui mettrait en avant la « singularité » de chacun – à un modèle américain qualifié de « pragmatique ». Et il est vrai que notre modèle paraît mieux à même de résister au « libéralisme effréné qui exalte le consommateur en lui promettant le paradis des gagnants-gagnants où il sera cantonné dans des réserves communautaires formatées par les 'traditions ancestrales' ».

« Le sujet européen polyphonique pourra-t-il résister au choc des fondamentalismes religieux d'une part, de l'automatisation de l'espèce humaine par la convergence des techniques et de la finance d'une autre ? » Sans compter que notre époque est d'ores et déjà caractérisée par une série de phénomènes (divorces, crise de l'autorité paternelle, chômage, emprise de l'image et du numérique) qui affectent notre « faculté de juger » et au-delà toute notre « vie psychique ». Face à ce constat très négatif, pour « résister à la nouvelle barbarie du gangstéro-intégrisme, du tout-économique, qui s'empare de l'essor de la technique », quelles parades sont possibles ? J. Kristeva en appelle tout d'abord à la constitution d'une anthropologie des religions, condition d'« un véritable travail laïc et critique » et d'un nouvel humanisme « destinal ». Lequel apparaît tout aussi nécessaire pour les minorités musulmanes<sup>52</sup> que pour les chrétiens des pays ex-communistes.

Afin d'affronter la crise actuelle de civilisation, « la conception européenne d'identités plurielles fondées sur le multilinguisme » est un atout. Reconnaissons avec J. Kristeva que, de par son histoire, de par sa culture, l'Europe peut constituer en effet l'îlot de résistance à la catastrophe annoncée. Encore faudrait-il qu'elle sorte de sa léthargie. Un nouveau président de la France, même plein de bonne volonté, n'y suffira pas. D'autant que celui qui vient d'être élu ne se montrera guère offensif pour juguler les dérives du néo-capitalisme. Si les intellectuels peuvent et doivent montrer le chemin, rien ne se passera sans un sursaut citoyen.

<sup>51</sup> Julia Kristeva, « Cette Europe où Je me voyage – Europe à contre-courant », *La NRF*, n° 623, mars 2017, p. 99-112.

<sup>52</sup> « La présence arabo-musulmane » n'est cependant mentionnée qu'une fois en passant, comme un substrat supplémentaire de la civilisation européenne. Crainte d'être accusée d'islamophobie ?



## La pétition « *New deal 4 Europe* » transférée par le Parlement européen à la Commission

Grazia Levi

Membre des comités italien et européens de New Deal for Europe - Turin

Traduit de l'italien par Jean-Francis Billion - Paris

Le 9 novembre 2016, la deuxième audience portant sur la pétition *New Deal 4 Europe* s'est tenue au Parlement européen (PE). Le thème du débat portait sur comment mettre en place un plan européen spécifique pour le développement durable et l'emploi. Ce plan était défendu par les fédéralistes européens, qui ont obtenus le soutien de 126 maires (comme par exemple celui de Paris, Lyon, Turin, Rome), de 87 organisations de la société civile (MEI, MEF, *ACLI-FAI-ARCI*, *Gruppo Abele*, CIME, *CESI*, *CSF*, ANCI, *AICCRE*, par exemple), de 13 syndicats (*CES*, *U4U*, *CFDT*, *UGT*, *CGIL*, *CISL*, *UIL*, *UNSA*, par exemple), ainsi que de 47 personnalités du monde de la culture venant de 10 pays de l'Union européenne (UE). La pétition réclame que ce plan soit financé par une taxe sur les transactions financières et par une taxe carbone, comme compensation des dégâts causés par la spéculation financière et la pollution, ainsi que par un emprunt européen sous forme d'« euro-obligations de projets ». Ces nouvelles ressources financières devraient être destinées à encourager la création de nouveaux emplois, particulièrement pour les jeunes, dans des secteurs stratégiques tels que l'économie verte, la formation en recherche et en innovation, l'éducation et la protection de la santé, ainsi que la défense du patrimoine naturel, historique et culturel, européen.

Lors de cette deuxième audience, le premier pétitionnaire Lucio Levi (ancien Président du *Movimento federalista europeo* italien et éditeur de la revue *The Federalist Debate*) a reformulé les objectifs de la pétition et a insisté sur l'urgence pour les institutions européennes de prendre des mesures immédiates afin de fournir aux citoyens européens des biens publics tels que des emplois, le développement durable et la sécurité, et il a indiqué quel outil de renforcement de la coopération pourrait être utilisé sans modifier les Traités (les initiatives qu'un groupe d'États membres de l'UE pourrait prendre dans divers secteurs tels que les taxes sur les transactions

financières, une taxe carbone, une défense commune (défense européenne), etc. Par ailleurs, nous n'aurions pas besoin d'attendre très longtemps pour que ces outils soient remaniés.

La Commission budgétaire, la Commission économique et monétaire, et la Commission à l'emploi qui avaient été sollicités par la Commission des pétitions du PE suite à la première audience afin de se prononcer sur les mérites de cette pétition, ont soutenu cette initiative et ont entrepris d'examiner cette proposition dans son ensemble. La Présidente de la Commission des pétitions, Cecilia Wirkström, a lu le document envoyé par la Commission économique et monétaire dirigée par Roberto Gualtieri, qui, considérant l'importance du contenu de la pétition, a encouragé à la soutenir jusqu'à son aboutissement et à l'envoyer au groupe travaillant sur la réforme du Fond européen pour les investissements stratégiques (FEIS) de la Commission européenne. De nombreuses interventions de membres du PE (tels que Soledad Cabezon, Peter Jahr, Jonás Fernandes, Enrique Calvet, Elly Schlein, Fernando López Aguilar, Brando Benifei, Andrea Cozzolino) ont suivi la progression et exprimé leur soutien à la pétition, et se sont même engagés à participer à son avancement. La Présidente de la Commission Cécilia Wirkström a fait part de son soutien personnel concernant le travail long et difficile accompli par les pétitionnaires, et a déclaré qu'il n'était pas commun qu'une pétition aborde des problèmes dont le thème central portait sur les travaux accomplis par les institutions européennes, et qu'elle ait une influence sur leurs décisions. Elle a conclu son discours en encourageant les défenseurs de la pétition *New Deal 4 Europe* à persévérer dans leur action.

La pétition peut être signée par les organisations et les particuliers en cliquant sur le lien suivant : [www.newdeal4europe.eu](http://www.newdeal4europe.eu).

Pour visionner l'audience cliquez ici : <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/en/committees/video?event=20161109-1500-COMMITTEE-PETI>

Pour accéder à la vidéo sur YouTube cliquez ici : <https://www.youtube.com/watch?v=VOSIWXSC3U>

## Lettre ouverte du comité italien *New Deal 4 Europe* au Président de la République française

---

**Piergiorgio Grossi**

Bureau italien du Comité européen pour un *New Deal for Europe* (ND4E)

Monsieur le Président,

Pendant la conférence de presse que Vous avez tenu à Berlin avec la Chancelière Angela Merkel Vous avez posé comme objectif prioritaire pour la France et pour l'Europe la lutte contre le chômage.

Nous nous réjouissons pour cette affirmation et surtout pour la réponse que Vous avez donné à un journaliste à l'égard du Plan Juncker dans laquelle Vous avez remarqué que ce plan se limite à utiliser des fonds européens déjà existants et que sa limite réside dans l'absence de capacités budgétaires. Vous avez posé le problème de la nécessité de doter l'Europe, ou au moins la zone euro, de capacités budgétaires, c'est-à-dire de l'accroissement des ressources propres de l'Union Européenne.

Je vous écris au nom du Comité européen que nous avons appelé *New Deal 4 Europe* et qui à le même nom que Vous, à l'époque Ministre des finances, avez évoqué au cours d'une interview au *Journal du dimanche* le 12 octobre 2014 lorsque vous avez affirmé: « L'Europe a besoin d'un *New Deal* ».

Notre Comité s'est formé pour soutenir le lancement d'un plan européen de développement durable pour financer des investissements dans les secteurs qui peuvent créer de nouveaux emplois, à savoir énergies renouvelables, recherche, innovation, réseaux d'infrastructures, agriculture écologique, protection de l'environnement et du patrimoine culturel.

Vos Ministres Gérard Collomb et Sylvie Goulard (courrier adressé avant sa démission du Gouvernement Philippe 1, Ndr) et de nombreuses associations et syndicats ont adhéré à l'une de nos initiatives : la pétition au Parlement européen à laquelle nous avons donné le nom *New Deal 4 Europe*, qui a été prise en considération par la Commission des pétitions et discutée par la Commission économique et monétaire et par la Commission des budgets. Nous avons suggéré la taxe sur les transactions financières et la taxe carbone comme sources de nouvelles ressources propres européennes, non nationales, pour alimenter avec de l'argent frais un plan qui aille au-delà du Plan Juncker.

Ces ressources pourraient être la base pour l'émission de « *project bonds* » pour « les investissements pour le futur » et non « pour la mutualisation des dettes passées ». Nous souhaitons que votre action de gouvernement poursuivra cet objectif.

Nous avons remarqué avec satisfaction votre affirmation qu'un changement des Traités ne sera plus un tabou pendant votre Présidence et vous souhaitons un bon travail pour la relance du processus d'intégration européenne.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération

## Focus :

# À propos des populismes, du nationalisme et de la démocratie en Europe et dans le monde

## Nationalisme étroit ou citoyenneté mondiale et conscience globale

**Roger Kotila**

Vice-président des Democratic World Federalists – Etats-Unis

Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz - Paris

**Il est facile d'être confronté à un nationalisme, comme nous l'avons découvert lors d'un discours récent du nouveau Premier ministre britannique, Theresa May, qui a déclaré : « Mais si vous croyez que vous êtes un citoyen du monde, vous êtes un citoyen de nul part. Vous ne comprenez pas ce que signifie la citoyenneté. »**

La vision dérogatoire de May sur la citoyenneté mondiale a provoqué une réaction rapide des fédéralistes mondiaux, l'un d'entre-eux estimant qu'elle attaquait nos valeurs et exigeait une réponse forte.

Une réponse par un fédéraliste mondial de premier plan alertait que limiter la citoyenneté à l'appartenance nationale sous-estime la capacité de la communauté mondiale à relever les défis fondamentaux auxquels le monde est confronté. Nous ne pouvons être plus d'accord. Un journaliste du *Washington Post* a écrit un article<sup>53</sup> sur le discours de May où il citait les résultats d'un sondage sur la citoyenneté mondiale. Les gens ont été invités à se dire « d'accord » ou « en désaccord » avec la déclaration : « *Je me vois plus comme citoyen mondial que comme un citoyen de mon pays* ». Ce sondage dans 18 pays montre un nombre étonnamment grand de personnes s'identifiant à la citoyenneté mondiale.

Le nationalisme étroit de May, on peut le supposer, donne aux Britanniques une excuse pour ignorer la triste situation des malheureux réfugiés qui fuient la violence au Moyen-Orient, des guerres que la Grande-Bretagne a elle-même aidée à provoquer. Peu importe le flot d'immigrants désespérés, ils ne sont pas Britanniques ! Laissons l'Union européenne (UE)

s'en préoccuper. En quittant l'UE (*Brexit*), les Britanniques peuvent éviter de prendre la responsabilité de ces malheureux immigrants dont les vies ont été ruinées par des puissances étrangères militaristes dont l'envie d'un changement de régime a conduit à un chaos violent, de l'Irak à la Syrie à la Libye. En revanche, les fédéralistes mondiaux s'inquiètent du monde entier et des changements pacifiques, une valeur morale qui me donne une grande fierté. Une partie du génie du fédéralisme mondial est le patriotisme mondial.

La logique nous dit que ce qui est bon pour le monde est bon pour ma nation, puisque ma nation fait partie du monde. Il s'ensuit que si l'on aime vraiment son pays, il faut aussi être citoyen du monde.

L'adhésion à la citoyenneté mondiale, cependant, n'est pas toujours facile. Nous apprenons dès le plus jeune âge à regarder d'abord et avant tout ce qui est bon pour notre pays, pas ce qui est le mieux pour le monde. Aux *meetings* politiques du candidat présidentiel Donald Trump, par exemple, la foule s'écriait à plusieurs reprises « *USA! USA!* », pour clamer sa croyance que son pays est « exceptionnel » et mérite une attention spéciale avant tous les autres. Un tel nationalisme extrême dédaigne la citoyenneté mondiale et la conscience globale. L'amour aveugle de son pays peut conduire à des politiques nationales nocives pour le monde entier, comme on le voit lorsque des pays refusent de traiter de manière responsable le changement climatique, les droits universels, ou insistent sur leur droit souverain de mettre en danger le monde avec des invasions militaires et en possédant des armes nucléaires capables de détruire le monde.

<sup>53</sup> <http://wapo.st/2dJTybM>

## La communication politique au temps du populisme

Aleksandra Garlinska

Conseillère politique auprès de la Présidente de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, membre du Bureau exécutif du Groupe Europe de l'UEF et du Comité fédéral de l'UEF - Bruxelles

Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin (N° 2, 2017)

Traduit de l'anglais par Michel Herland - Martinique

Après que la commotion provoquée par le référendum sur le *Brexit* du 23 juin (2016) se fut atténuée, repensant aux arguments mis en avant de part et d'autre je me suis demandé ce qui avait bien pu nous arriver. Pourquoi avons-nous laissé prévaloir les mensonges et les fausses promesses sur le bon sens, laissé détourner les valeurs d'humanité, de responsabilité, de respect et de solidarité ?

Avions-nous oublié de penser, d'interroger, de vérifier ce que l'on nous vendait comme des faits ou des vérités établies. Comment avons-nous pu voter d'abord et réfléchir ensuite ? Comment avons-nous pu laisser des slogans ineptes comme « Aidez à protéger votre hôpital, votez *Leave!* » influencer notre vote sans nous donner la peine de réfléchir à l'absurdité de telles affirmations ?

Depuis le début de la crise financière de 2008, nous vivons des temps incertains dont abusent les politiciens et les médias en insistant sur l'insécurité et en jouant sur la peur de la radicalisation. La raison cède ainsi le pas à l'émotion. Or un vote fondé seulement sur l'émotion ne satisfait pas les exigences de la démocratie. Le vote va alors là où souffle le vent des populistes. Ces derniers surfent sur l'instabilité des opinions, des idées simples, des oppositions binaires. Typiquement, ils désignent un ennemi et lancent une campagne contre lui, que ce soit le crime, la corruption, l'immigration. La scène politique devient un champ de bataille où s'affrontent le bien et le mal. Les alternatives sont claires : blanc contre noir, le salut contre le péché, le juste opposé à l'injuste, le peuple à l'élite. Les populistes se disent les porte-paroles des malheureux ; leurs discours sont simplistes, souvent radicaux. Ils se prétendent opposés à l'*establishment* et sont très critiques à l'égard des institutions démocratiques, auxquelles ils prétendent préférer la démocratie directe.

Nous avons certes des raisons d'être déçus et même en colère contre le comportement des politiciens, la situation économique, le changement climatique et la politique en général, mais quand nous utilisons l'instrument le plus important dans un régime démocratique, à savoir notre liberté de vote, nous ferions mieux de bien réfléchir à ce pourquoi nous allons voter et où cela nous mènera.

Les médias traditionnels ne nous y aident guère. Obligés pour être rentables de s'adapter aux modalités de l'âge digital où les nouvelles circulent instantanément, où les histoires individuelles monopolisent l'attention et les affects, ces médias ont tendance à négliger les faits réellement importants pour se concentrer sur le court terme, sur les anecdotes les plus propres à attirer l'attention du lecteur. Ce faisant, ils délaissent leur mission qui consiste à éclairer le public à propos des vrais problèmes.

La paresse intellectuelle, à savoir l'absence de la volonté de discuter les problèmes importants et de proposer des solutions innovantes, se répand dans le monde entier. Cette tendance pourrait s'avérer plus nocive que tous les mouvements de

protestation anti ou pro-*establishment*. Nous cherchons des boucs émissaires chez les immigrants, les politiciens et pourquoi pas dans le climat ? Lors du référendum britannique, l'Union européenne (UE) et les élites bruxelloises faisaient figures de vilains : comment osaient-elles, après avoir apporté la paix et la prospérité au continent vouloir les imposer également aux îles britanniques !

Réfléchissons pourtant quelques minutes à ce que l'UE nous a apporté de bien et de mal à nous, nos familles, nos amis. Dressons notre propre liste de « pour » et de « contre ». Ne laissons ce soin à personne d'autre. Que ce soit notre propre liste comme le vote lors du référendum fut le nôtre.

Si c'est le droit des militants de faire campagne et de faire pression, c'est en effet notre droit de vérifier leurs arguments et de tirer la sonnette d'alarme si besoin est. Car la démocratie ne saurait se passer ni de la vérité ni de la sincérité. Le référendum britannique n'est qu'un exemple de ce à quoi peut conduire le populisme. Ailleurs, d'autres votes et référendums sont fondés sur le même ressort : inculquer la peur.

Que faire contre le populisme ? Comment contrebalancer la frustration, éviter les manipulations, accroître notre participation à la démocratie ? Comment mieux nous informer sur les enjeux, sur les candidats, sur leurs programmes ? Comment juger de la fiabilité de la presse ? Les individus comme la société civile en général ont un rôle à jouer dans une démarche politique allant du bas vers le haut (*bottom up*). Car le changement ne saurait venir que du niveau local, le seul capable de s'opposer aux forces de la mondialisation. Celle-ci ne devrait pas nous effrayer à condition de ne pas nous effrayer non plus de tout ce qui particularise. Laissons la diversité s'exprimer à partir de chaque communauté locale, convaincus que les sociétés diverses, multiculturelles sont celles qui favorisent le mieux l'innovation et plus généralement la résolution des problèmes.

J'ignore ce que seront les conséquences du *Brexit*. Les médias parlent d'un *Brexit* dur, d'un *Brexit* indolore. Savent-ils bien de quoi ils parlent ? En réalité personne ne le sait. Tout ce que je sais, c'est que l'ignorance et la xénophobie ont conduit aux pires tragédies dans l'histoire. L'UE est une réalisation magnifique : jamais l'Europe n'avait connu la paix pendant une période aussi longue et ceci grâce à elle ; elle a ouvert les frontières ; elle a apporté la prospérité et la stabilité grâce à ses quatre grandes libertés, celles des mouvements des marchandises, des services, des hommes et du capital.

Comme l'ont dit beaucoup d'hommes politiques, le Royaume Uni manquera à l'UE. Gageons que l'UE manquera au Royaume-Uni également. Au moins avons-nous la chance de vivre pendant une période intéressante ! Quant au populisme, il fait partie intégrante de nos démocraties. Il peut être aussi bien une source de danger que d'inspiration. Faisons-en donc une source d'inspiration !

## Israël : démocratie en danger

---

**Yossi Amitay**

Conférencier à la Ben Gourion University, Beer Sheva – Israël – Ancien Directeur du Centre académique israélien du Caire  
Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin (N° 1, 2017)

**Traduit de l'anglais par Emilia Billion – Paris**

Alors que journalistes et figures politiques de gauche déplorent les atteintes, si ce n'est les abus subis par la démocratie en Israël, sous la politique du « roi Bibi » ( qui remplit son quatrième mandat de Premier ministre), d'autres commentateurs, de droite, défendent au contraire que la démocratie israélienne est dans un processus d'évolution constant.

Sincèrement, cet argument ne peut être balayé d'un revers de main. Israël a été et perdure une société démocratique depuis sa naissance en 1948. Sa « déclaration d'indépendance » est un exemple en termes de respect des droits de l'Homme, et est pleine de bonnes intentions. Cependant, concrètement la démocratie israélienne a souffert de certaines lacunes intrinsèques. Elles peuvent être attribuées aux incessantes inquiétudes d'Israël concernant la sécurité, à savoir la sensation constante que nous sommes un État entouré de voisins hostiles, ce qui a donné la priorité aux « considérations sécuritaires », à la fois réelles et imaginaires, mais également un état d'esprit collectiviste, qui a par la suite prévalu dans le débat public, l'intérêt national a ainsi supplanté l'intérêt particulier. Ainsi, pendant 18 ans (1948-1966) les citoyens arabes israéliens (qui représentent 20% de la population) ont été assujettis à une sévère administration militaire, laquelle limitait leur libre circulation et contrôlait presque le moindre aspect de leurs vies. Sur un tout autre registre, une censure rigoureuse était appliquée à la presse écrite, aux films et aux spectacles, pour garantir moralité et sécurité publique. Ceci n'était que des balbutiements, surpassés par une société israélienne acquérant une confiance grandissante tant sur le plan sécuritaire que culturel. L'opinion publique est devenue plus tolérante, les lois pouvant être amendées, plus libérales, et de nombreux pas vers la minorité arabe ont été faits afin de promouvoir l'égalité. Un des événements les plus significatifs fut la « révolution constitutionnelle » du système judiciaire, sous l'initiative, puis menée par le juge Aharon Barak, alors futur Président de la Cour suprême, qui a jugé que « tout est jugeable », y compris les lois votées par la *Knesset*. (Dans ce contexte il est nécessaire de rappeler que pour des raisons diverses Israël n'a pas de constitution, elle est substituée par une douzaine de « lois fondamentales » promulguées par la *Knesset* qui jouit de la validation des « lois constitutionnelles », ainsi les lois non fondamentales sont soumises à la cour suprême et peuvent être rejetées si elles vont à l'encontre des « lois fondamentales »).

Ce processus positif de démocratisation politique et judiciaire a atteint son apogée durant le second mandat d'Yitzhak Rabin (1992/1995). Cela pourrait être lié à la réalisation des accords d'Oslo et tout l'espoir qui en a découlé.

Cependant, après l'assassinat de Rabin et l'arrivée au pouvoir (démocratique) du Likoud, ce processus s'est inversé. Il a eu des signes, dont certains demeurent, que la sphère démocratique israélienne se trouve dans une situation de plus en plus préoccupante. La sévère politique sécuritaire de la coalition de droite, principalement responsable de l'arrêt des négociations de paix israélo-palestiniennes, a réveillé des divergences entre la majorité juive et la minorité arabe au sein même d'Israël.

Pour couronner le tout, sous couvert de « privilégier une bonne gouvernance », le parlement sortant a eu la volonté d'élever le seuil de votes nécessaires à l'entrée au parlement dans le but indubitable de réduire, voire de supprimer la représentation parlementaire arabe. La conséquence inéluctable de cette législation arbitraire fut la création d'une coalition arabe, constituée de quatre partis, par ailleurs divisés sur certaines questions politiques et idéologiques.

Un autre marqueur de ces atteintes à la démocratie, est l'incessant travail de sape, par la coalition de droite, afin d'affaiblir les pouvoirs de la Cour suprême, et de révoquer la « révolution constitutionnelle » du juge Barak en limitant le contrôle judiciaire de la Cour sur les résolutions de la *Knesset*, compromettant ainsi le principe démocratique de séparation du judiciaire et du législatif. Il existe de nombreux autres marqueurs, sans parler de la brutalité du débat public, qui délégitiment les arabes, les personnes de gauche, les organisations de défense des droits de l'homme. Il semble que Netanyahu ait en tête une sorte de démocratie « à la Erdogan », ce qui est très inquiétant.

En dépit de ces déconvenues, la bataille pour le domaine démocratique israélien est loin d'être terminée. Les fondations de la démocratie israélienne sont saines, mais hélas, ne sont pas sauvées. Les attaques n'ont pas encore vaincu la démocratie progressiste israélienne, toutefois la démocratie israélienne reste en danger de se faire éroder de petit à petit.

Ceux qui veulent la protéger doivent rester vigilants.

## Le Venezuela chassé du Mercosur

---

Gretel Ledo

Analyste de politique internationale, Master en relations internationales Europe / Amérique latine de l'Université de Bologne, avocate, chercheur en sciences politiques et sociologie

Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin (N° 1, 2017)

Le titre de l'article en anglais a été modifié – Le texte est antérieur à la récente élection contreversée d'une Assemblée constituante (Ndt)

Traduit de l'anglais par Michel Herland - Martinique

On peut toujours user de l'autojustification pour s'excuser des conséquences inévitables. Tel est le cas du Venezuela qui devait bien avoir présentes à l'esprit les mises en garde répétées de la part des pays du *Mercosur* lui rappelant les obligations auxquelles il avait souscrit librement au moment de son adhésion.

Le 2 décembre dernier, la Ministre argentine des Affaires étrangères, Susana Malcorra, ceux du Brésil, Jose Serra, du Paraguay, Elaido Loizaga et de l'Uruguay Nin Novoa, ont notifié au Venezuela qu'il était privé des droits inhérents à la condition de membre du *Mercosur*.

La Déclaration conjointe relative aux opérations du *Mercosur* et au Protocole d'adhésion de la République bolivarienne du Venezuela adoptée le 13 septembre 2006 avaient fixé au 1<sup>er</sup> décembre 2016 la date limite pour que le Venezuela remplisse ses engagements. Tout manquement devant entraîner la suppression des droits correspondants.

Caracas fait valoir qu'il a déjà intégré la majeure partie des règles du *Mercosur* dans sa législation. Selon le président Nicola Maduro : le Venezuela respecte déjà 95% des règles du Marché commun. Par ailleurs, le Ministre du Pouvoir populaire pour les relations internationales, Delcy Rodríguez Gomez a déclaré que le Venezuela continuerait à exercer légitimement la présidence et à participer à toutes les réunions des pays membres avec voix délibérative et décisionnelle.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 la Présidence est assurée par l'Argentine. Le traditionnel sommet des présidents des États membres n'a pas été programmé, évitant ainsi une controverse relative à la présence du Venezuela. Pour éviter toute ambiguïté, Madame Malcorra a néanmoins fait savoir que « le Venezuela n'était pas suspendu, qu'il n'était plus membre du Mercosur faute d'avoir intégré les règles du *Mercosur* dans le délai de quatre ans suivant le début de la procédure d'adhésion ».

L'Uruguay a accusé le Brésil, l'Argentine et le Paraguay d'avoir adopté une position commune envers le Venezuela en raison de leur idéologie [sous-entendu libérale (Ndt)] et de compromettre l'intégration régionale. La Bolivie s'est jointe à cette critique : le président Evo Morales a déclaré « regretter que le Venezuela ait été écarté du projet d'intégration dans la 'Grande Patrie' [sous-entendu sud-américaine (Ndt)] qui fut l'idéal pour lequel le président Bolivar s'était battu ».

Le géant pétrolier s'accroche pour sa part à un plan d'application des règles du *Mercosur* dans le but de neutraliser la « clause démocratique » instaurée dans le Protocole d'Ushuaia (1998), lequel prévoit l'exclusion – en plus des sanctions commerciales ou de la fermeture des frontières – de tout pays qui ne respecterait pas le système démocratique.

Que veut le Venezuela ? Quelle forme d'intégration propose-t-il alors que le pays est en proie aux emprisonnements illégaux, à l'autoritarisme, alors que les opposants sont persécutés et la liberté de la presse bafouée ? Utiliser le nom de Simon Bolivar pour mettre en œuvre des mesures antidémocratiques n'est qu'une manœuvre pour leurrer les citoyens, en sous-estimant leur capacité à mesurer l'incompétence de leur classe dirigeante.

Une formule empruntée à Dante Alighieri apparaît ici s'imposer : « dans tout acte d'un individu, sa première motivation est celle de sa réputation ». Cela étant, on peut se demander si le président Maduro agit de sa propre initiative ou sous la pression des circonstances quand il traite le président brésilien, Michel Tenner, de tueur à gage et de criminel social qui prive son peuple des droits à la santé, à l'éducation et à l'emploi ? Et *quid* du ministre des Affaires qui ne cesse de dénoncer le « cynisme infini » de Mme Madura ? La médisance est habituellement le signe d'un manque d'estime de soi. Incontestablement, l'incompétence de la classe dirigeante vénézuélienne ne saurait s'aggraver davantage. Luc 6:45 : « La bouche n'exprime que ce que le cœur contient ».

Barbara Spinelli

Vice-présidente de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen - Députée européenne, groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL)

Traduit de l'italien par Ivana Graziani - Vienne

### Intervention lors du colloque sur la justice universelle et la mémoire historique tenu le 22 septembre 2015 au Parlement européen

Partis organisateurs : Podemos, IU-Izquierda Plural, EH Bildu (GUE/NGL), ICV, Primavera europea (groupe des verts / Alliance libre européenne) et PNV (ALDE)

Session : Antifascisme en Europe. Justice et réparation pour les victimes

Intervenants de la deuxième partie : Izaskun Bilbao (PNV, ALDE), modérateur ; Merçona Puig Antich, sœur de Salvador Puig Antich, exécuté au garrot le 2 mars 1974 ; Manuel Blanco Chivite, condamné à mort par la dictature franquiste, coordonnateur de la plateforme de soutien à la plainte argentine contre les crimes franquistes (CEAQUA) ; Stelios Koulouglou, euro-député du parti Syriza et documentariste ; Barbara Spinelli, euro-députée italienne ; Francisco Extebarria, anthropologue judiciaire, directeur du programme d'exhumation des personnes fusillées et assassinées pendant la guerre civile et dans l'après-guerre – Sociedad de Estudios Aranzadi.

L'Union européenne (UE) est un animal ambigu, si l'on se place du point de vue de la mémoire et de ce que les allemands appellent la politique de la mémoire.

D'abord, il y eut le projet d'apprendre du passé, de comprendre pourquoi au XX<sup>e</sup> siècle les guerres entre européens avaient été aussi dévastatrices. On identifia les racines dans l'osmose que le fascisme avait créée entre la nation, l'État et le citoyen. L'État-nation était devenu une valeur suprême et souveraine absolue, et toute souveraineté avait été enlevée aux citoyens : eux aussi, devaient être en osmose avec l'État déifié et totalitaire. Le fascisme italien est à l'origine de ce terme – totalitarisme – qui a ensuite été appliqué à différentes formes de despotisme. D'après Giovanni Gentile, l'un des idéologues les plus intelligents de l'époque mussolinienne, « pour le fasciste, tout est dans l'État et il n'existe rien d'humain ni de spirituel, ni d'une quelconque valeur, en dehors de l'État. À cet égard, le fascisme est totalitaire ».

Après la guerre, l'Europe unie fut la tentative de dépasser les trois maux qui avaient généré le fascisme : la grande crise économique avec la pauvreté et la colère qu'elle avait inspirée aux populations, le nationalisme qui devait absorber cette colère, le colonialisme, enfin. Le Manifeste de Ventotene s'attaque simultanément à ces trois maux en proposant non seulement une unité technique entre européens mais aussi une démocratie plus répandue et un système de protections sociales qui réduiraient la solitude et le ressentiment des citoyens face à la pauvreté. N'oublions pas que les rédacteurs du Manifeste, les antifascistes Ernesto Rossi et Altiero Spinelli, proposèrent un revenu minimum européen, et que William Beveridge, l'initiateur du Welfare State, est l'un des fondateurs de l'euro-péisme original.

Mais l'Europe a été aussi le contraire de tout cela. Non pas la mémoire vivante mais sa négation délibérée. L'Allemagne de l'Ouest entra de nouveau dans le cercle des démocraties comme si le nazisme n'avait été qu'un incident de parcours ; ceci aussi parce que, en même temps, on lui permit d'intégrer

l'OTAN. Le seul fait d'appartenir à la Communauté l'exonérait d'une politique de la mémoire, qui commença beaucoup plus tard, dans les années soixante, à la suite du procès Eichmann et des mouvements estudiantins.

C'est ainsi que l'Europe a été en même temps un travail de mémoire et d'amnésie collective, et non seulement en Allemagne. L'Italie n'a jamais travaillé sur sa propre mémoire : elle honora jusqu'aux responsables de la guerre chimique en Éthiopie. Et, à la différence de l'Allemagne qui s'est officiellement excusée pour le bombardement de Guernica, l'Italie ne s'est jamais excusée pour les bombardements de Barcelone pendant la guerre d'Espagne. Pendant des décennies, la France n'a pas admis sa propre collaboration avec le nazisme. Les premiers historiens de Vichy furent des Américains, pas des Français. L'UE a été cela aussi : une espèce de pacte de l'oubli.

Il ne faut donc pas s'étonner si le passé se banalise et revit. L'Europe est en train aujourd'hui de se transformer en un territoire jonché de centres de détention pour migrants sans papiers, et ceux qui ont visité ces centres ont pu voir combien ils ressemblent à des camps où les personnes sont réunies, dans l'attente d'une explosion qui ne manquera pas de survenir.

L'Europe redevient un exercice d'amnésie. Même en Allemagne, où l'on a le plus travaillé sur le passé, des pans entiers de la mémoire tombent dans l'oubli. Les Allemands ont des souvenirs très nets de l'inflation qui frappa la démocratie avant l'avènement d'Hitler mais ils ont complètement oublié que l'une des causes de cette prise de pouvoir a été la récession – déjà à l'époque anti-keynésienne – initiée par le gouvernement Brüning. Ils ont oublié que, tout de suite après la guerre, une partie des dettes de l'Allemagne a été annulée par ces mêmes États qu'elle avait détruit (parmi lesquels, la Grèce).

Pendant ce temps, nous sommes submergés par les commémorations, répétitives et de plus en plus vides de sens. La chose la plus insupportable, ce sont les bavardages sur les valeurs. C'est Habermas qui les appelle ainsi. Plus nous parlons de valeurs, plus nous piétinons ce qui compte vraiment : non pas les valeurs dans l'abstrait mais les droits et les constitutions.

Voilà le désastre de la mémoire : de l'Europe antifasciste, on ne se souvient que de la partie technique du projet et la délégation des souverainetés nationales se réduit à une fin en soi. Elle sert à écraser toute autre souveraineté : aussi bien des nations que des peuples. Aux sommets, voilà de nouveau un souverain absolu, même si moins facile à saisir : *legibus solutus*, délié des lois, de l'état de droit. Une telle Union nous fera peut-être sortir de l'État nation mais sûrement pas de l'expérience fasciste.

## L'extrême-droite européenne financée par le Parlement européen

**Alain Réguillon**

Président de la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon – Trésorier de Presse Fédéraliste – Lyon  
Extrait de sa *Lettre mensuelle d'actualité européenne* publiée et diffusée électroniquement par Presse Fédéraliste (fondation 2008)

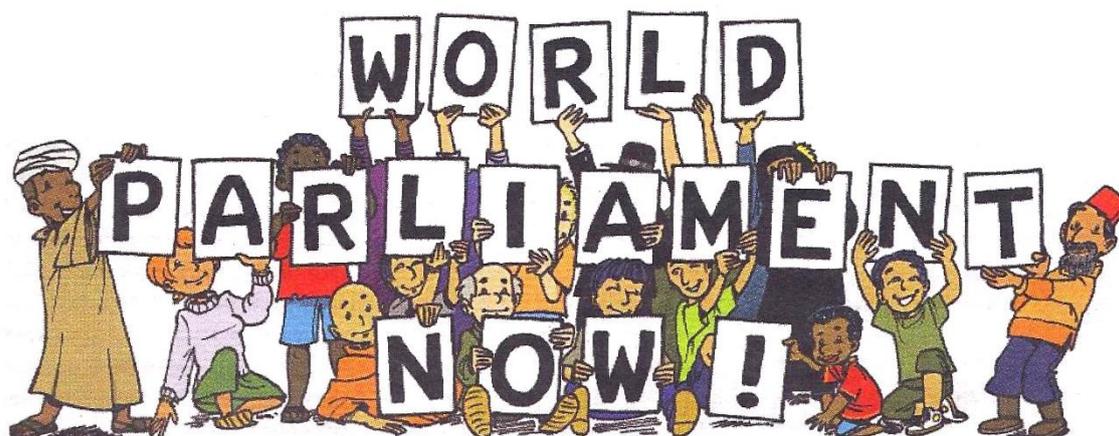
Selon une enquête du journal *Le Monde* (26/27 février), six partis d'extrême-droite touchent en 2017, **7 millions d'euros** du Parlement européen (PE). La répartition est la suivante.

Partis	Montants perçus (millions d'€)	Fondations et partis Affiliés	Montants perçus (millions d'€)	Totaux (millions d'€)
<i>Mouvement pour une Europe des Nations et des Libertés</i>	1,70	<b>Fondations pour une Europe de nations et des libertés</b> (FN, Ligue du nord, FPÖ, AfD, Vlaams Belang)	1,01	2,71
<i>Alliance pour la démocratie en Europe</i>	1,10	<b>Institut pour la démocratie directe en Europe</b> (UKIP et debout la France)	0,67	1,77
<i>Alliance européenne des mouvements nationaux</i>	0,42	<b>Identités et traditions</b> (Jobbik, mouvement social flamme tricolore)	0,26	0,68
<i>Alliance européenne Pour la liberté</i>	0,42	<b>Fondation européenne</b> pour la liberté (alliance hétéroclite)	0,26	0,68
<i>Alliance pour la paix et la liberté</i>	0,42	<b>Europa Terra Nostra</b> (NPD, Aube dorée, néo-nazis suédois, identitaires français, néo-nazis slovaques)	0,26	0,68
<i>Coalition pour la vie et la famille</i>	0,30	<b>Fondation Pegasus</b> (Civitas, organisation catholique traditionaliste France)	0,19	0,49
<b>Totaux en millions d'euros</b>	<b>4,26</b>		<b>2,65</b>	<b>7,01</b>

A cette manne s'ajoute, pour les partis qui disposent d'un groupe au PE, des frais de fonctionnement qui, pour le groupe que préside Marine Le Pen, représentent 8 millions d'euros soit : 3,2 millions pour les frais de fonctionnement et 4,8 millions pour les salaires de 69 agents temporaires qui viennent en plus des assistants parlementaires. Si l'on totalise, en tenant compte aussi des indemnités et frais financiers perçus par chacun des 22 députés FN, c'est près de **20 millions d'euros de financement que perçoit le Front national**.

Il est clair que c'est un scandale car le financement des partis européens se fait sur la base du respect des valeurs de l'UE. En quoi sont-elles portées par des néo-nazis, des partis anti-immigrés et anti Europe ?

Quand on mesure les difficultés que rencontrent, sur le terrain, les associations qui défendent la construction européenne, il est à se demander s'il est bien utile qu'elles dépensent tant d'énergie pour contrer des « démolisseurs d'Europe » qui disposent de tant de moyens financiers ? Comment rivaliser ?



## Vers une intégration politique globale : L'opportunité d'une assemblée parlementaire mondiale

**Andreas Bummel**

Co-fondateur et Directeur du Comité pour des nations unies démocratiques - Coordinateur de la Campagne pour une *UNPA* - Francfort

Article publié en commun avec *The Federalist Debate*, Turin (N° 1, 2017)

Traduit de l'anglais par **Didier Colmont - Paris**

Le système actuel du droit international et des institutions intergouvernementales est incapable de prendre une décision à l'échelle mondiale, pourtant nécessaire face aux risques partagés du XXI<sup>e</sup> siècle. Une grande transition vers un ordre mondial socialement juste et respectueux de l'environnement nécessite à la fois de revoir les discussions sur un gouvernement mondial fédéral et d'affirmer la nécessité de son caractère démocratique. Seul un parlement mondial peut fournir la légitimité démocratique et la perspective planétaire requises pour développer le droit mondial. La création de cette nouvelle institution dépendra d'une relation réciproque entre le développement de la notion de citoyenneté mondiale, la propagation de la démocratie au niveau national et les déclarations audacieuses des mouvements sociaux selon lesquelles le temps est venu d'instaurer un gouvernement mondial démocratique.

### *Condition planétaire*

Pour la première fois dans l'histoire, un réseau complexe et étroit d'interdépendance unit l'humanité en un seul système mondial. Notre bien-être collectif dépend aujourd'hui d'une fourniture sécurisée de biens publics et d'une réglementation de systèmes de dimension mondiale tels que l'alimentation, le commerce, les finances, la stabilité climatique, la prévention des maladies, la paix et la sécurité. Parallèlement, l'obtention des fonds nécessaires pour atteindre ces objectifs est devenue un problème d'envergure mondiale, exacerbé par l'optimisation fiscale de grandes entreprises et d'individus fortunés par le biais de paradis fiscaux internationaux et de sociétés écrans. Ce phénomène a alimenté l'écart grandissant entre riches et pauvres à l'échelle mondiale.

L'humanité, cependant, est unie non seulement dans ses défis, mais aussi dans ses aspirations. Suite à l'industrialisation et à la modernisation, avec l'augmentation du niveau de vie et de la formation, des valeurs émancipatrices ont pris racine et ont fortement développé le désir des peuples pour l'autodétermination, la liberté, la tolérance et la démocratie. Encore embryonnaire, une orientation de la culture vers des valeurs post-matérialistes est apparue dans les sociétés riches. L'interdépendance et l'interconnectivité, ainsi qu'une prise de conscience croissante des risques communs, nourrissent une perspective planétaire et un sens de la citoyenneté et de la solidarité mondiales.

Une civilisation planétaire émerge, mais l'évolution de l'ordre sociopolitique et juridique reste bloquée à un niveau qui n'est pas encore mondial. Basé sur le paradigme des États territoriaux souverains, le système existant du droit international et des institutions intergouvernementales est intrinsèquement incapable de prendre des décisions et de gouverner à l'échelle planétaire. Le dépassement de cette inadéquation dangereuse sera une part essentielle de la grande transition vers un ordre mondial durable, robuste, équitable et pacifique.

### *Droit international et droit mondial*

Le système intergouvernemental westphalien basé sur des États souverains s'est avéré inefficace et dysfonctionnel dans le traitement des problèmes les plus cruciaux de la civilisation planétaire émergente. Dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, le concept de gouvernement fédéral mondial a bénéficié d'un soutien public et intellectuel considérable, mais a disparu des débats traditionnels avec l'apparition de la guerre froide. Compte-tenu des grands défis mondiaux

auxquels l'humanité est confrontée, le débat sur l'opportunité d'un gouvernement mondial peut toutefois revenir sur le devant de la scène. Le processus de formation d'un État mondial, le développement d'une gouvernance mondiale et les formes possibles d'un gouvernement mondial sont certes des sujets complexes. Cependant, pour deux raisons, la création d'un organe parlementaire mondial peut être l'élément le plus important dans toute tentative viable d'organiser un tel processus. Tout d'abord, un parlement mondial constitue une caractéristique indispensable des institutions d'un monde politiquement uni. Ensuite, un organe parlementaire pourrait aussi être la force clé et l'innovation culturelle permettant de faire avancer avec succès une intégration politique à l'échelle mondiale.

Le droit international manque actuellement de cadre juridique formel. Il n'existe pas de système législatif d'application générale, aucun règlement obligatoire des différends devant les tribunaux et aucun moyen d'exécution - les éléments mêmes qui caractériseraient le droit mondial, par opposition au droit international. Le droit international repose sur des traités intergouvernementaux auxquels les États choisissent d'adhérer, alors que le droit mondial serait universellement applicable aux États et, en principe, aux particuliers et aux entreprises. Comme l'a souligné Grenville Clark en 1966, le mot « droit » implique nécessairement dans ce contexte le droit d'une autorité mondiale qui serait uniformément applicable à toutes les nations et à tous les individus<sup>54</sup>. Les modalités de la prise de décision mondiale - procédures, participants, portée - déterminera le degré d'inclusion, de responsabilité et d'efficacité démocratique d'une telle autorité. Le droit mondial exige une certaine légitimité qui ne peut être obtenue que par l'intermédiaire d'un organe législatif élu démocratiquement par les citoyens de la planète.

Le droit mondial est enraciné dans l'idée d'une citoyenneté mondiale, ce qui implique que tous les êtres humains sont reconnus comme des sujets juridiques égaux dotés de droits et de responsabilités fondamentaux. Le droit de vote lors d'élections planétaires libres et équitables d'un parlement mondial est la caractéristique déterminante d'un tel concept et son expression la plus emblématique.

La perspective dominante dans le droit international est l'intérêt national, alors que dans le droit mondial, c'est l'intérêt planétaire. Le droit mondial suppose l'unité de l'humanité en tant que communauté de tous les êtres humains et se soucie non seulement du bien-être individuel, mais aussi du bien-être et de la survie de l'espèce entière et de son habitat naturel. Un corps élu démocratiquement de représentants du monde serait le garant des meilleurs intérêts de l'humanité dans un environnement social et écologique en constante évolution.

<sup>54</sup> Grenville Clark et Louis Sohn, « Introduction », in *World Peace Through World Law: Two Alternative Plans*, 3rd ed., Harvard University Press Cambridge, MA, 1966, xv ; éd. fr. *La paix mondiale par le droit mondial*, trad. fr. par Gérard, Presses universitaires de France, Paris, 1961, p. 545.

<sup>55</sup> Dieter Heinrich, *The Case for a United Nations Parliamentary Assembly, World Federalist Movement, Canada, Toronto*, 1992 ; rééd. Committee for a Democratic UN, Berlin, 2010 ; éd. fr. *Un projet et une proposition pour la démocratisation de l'ONU*, trad. Jean-François Billion et Jean-Luc Prevel, préface Lucio Levi, Presse Fédéraliste, Lyon, 1993, p. 56.

<sup>56</sup> Richard Falk et Andrew Strauss, par exemple, ont suggéré qu'un parlement mondial pourrait émerger d'une assemblée directement élue et créée initialement sur la base d'un traité entre un groupe de

En conséquence, la répartition des sièges - et du pouvoir - au sein d'un parlement mondial devrait prendre en compte le principe de « une personne, un vote » et les décisions devraient être fondées sur des majorités qualifiées si elles doivent être contraignantes en tant que droit mondial. Un système législatif mondial devrait reposer sur deux chambres, un parlement élu par les citoyens et un organe représentant les États, semblable à l'Assemblée générale des Nations unies d'aujourd'hui, lesquels devraient être compatibles avec la majorité des deux tiers. Le seuil pourrait même en être supérieur.

La règle en matière de droit international, en revanche, repose sur le consensus et sur le principe de « un État, un vote ». Les traités internationaux sont souvent inefficaces parce qu'ils constituent le plus petit dénominateur commun des intérêts nationaux.

La prise de décision par consensus signifie qu'une seule partie peut bloquer une résolution et toutes les autres parties doivent alors s'en accommoder. En outre, la ratification des traités internationaux est souvent lente, et les États parties peuvent les adopter uniquement avec des réserves. Des traces de droit mondial peuvent toutefois déjà être décelées dans le système juridique international. Celles-ci incluent, par exemple, le caractère universellement contraignant des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, la notion d'héritage commun de l'humanité dans le droit de la mer, le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce, la Cour pénale internationale qui poursuit les individus pour les crimes les plus graves et enfin le principe émergent de la responsabilité de protéger, qui fournit un cadre pour que la communauté internationale intervienne dans les cas de génocide et d'autres violations des droits de l'homme.

### *Développement d'un parlement mondial*

Inutile de dire qu'un système de droit mondial, de même qu'un parlement mondial, ne peuvent être obtenus du jour au lendemain. Lorsque l'idée d'une Assemblée parlementaire des Nations unies (APNU) a été relancée après la fin de la guerre froide, elle n'a pas été conçue comme un objectif final, mais comme la première étape d'une approche pour atteindre un parlement mondial sur le long terme<sup>55</sup>. D'autres approches en dehors de l'ONU ont été avancées, mais n'ont pas autant d'appui que la proposition d'une APNU<sup>56</sup>. La campagne internationale pour une APNU - qui encourage une discussion continue sur les voies possibles vers un parlement mondial - a été approuvée par un large éventail d'individus et d'institutions de plus de 150 pays, dont plus de 1500 parlementaires et d'éminents chercheurs<sup>57</sup>.

quelques trente pays démocratiques. Cf. leurs divers travaux sur cette question : *A Global Parliament: Essays and Articles*, Committee for a Democratic UN, Berlin, 2011.

<sup>57</sup> Cf. [www.unpacampaign.org](http://www.unpacampaign.org). La campagne a été lancée en 2007. Les institutions qui ont exprimé leur soutien incluent de nombreuses organisations de la société civile, des parlements, des assemblées parlementaires internationales et des réseaux de partis. Par exemple : le Parlement pan africain, le PE et le Parlement latino-américain ont adopté des résolutions comme l'ont fait l'Internationale socialiste et le Congrès vert mondial. Les soutiens individuels comprennent des partisans de propositions alternatives comme Richard Falk and Andrew Strauss.

L'APNU serait en grande partie un organe consultatif, initialement composé de parlementaires nationaux. Elle pourrait être établie par l'Assemblée générale des Nations unies en tant qu'organe subsidiaire sans modifier la Charte des Nations unies, ou être créée pour traiter de questions spécifiques telles que la politique climatique sous l'égide de l'Assemblée des États parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Quoi qu'il en soit, la portée et les pouvoirs ainsi que la légitimité démocratique de l'Assemblée se développeraient avec le temps. Le développement du Parlement européen (PE), issu de l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée en 1952, constitue un riche exemple sur lequel se baser. Lorsque la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté économique européenne ont été créées cinq ans plus tard, l'Assemblée commune a été transformée en PE en tant qu'organe partagé par les trois communautés européennes, composée de parlementaires nationaux. Cependant, au fur et à mesure que les pouvoirs des communautés européennes étaient élargis, la nécessité d'améliorer leur légitimité démocratique a également augmenté. Cela a été partiellement traité par le renforcement du PE. En 1975, le PE était investi du pouvoir de déterminer les budgets de la Communauté. Enfin, des élections directes ont été introduites en 1979. Avec le Conseil, le PE est aujourd'hui l'organe législatif de l'Union européenne (UE).

Bien sûr, l'intégration européenne n'a pas été un processus linéaire. Sans cesse, des crises sont apparues. Le dernier revers a été le récent référendum sur le « *Brexit* », lors duquel une étroite majorité au Royaume-Uni (qui était sceptique quant à une intégration plus étroite depuis le début) a voté pour quitter l'UE. Malgré les enquêtes montrant qu'en moyenne, 67% des Européens estiment qu'ils sont citoyens de l'UE, la confiance dans l'UE en tant qu'institution reste un problème. Par exemple, seulement 43% des Européens font confiance au PE. Mais avec une moyenne de seulement 31%, la confiance dans les parlements nationaux est encore plus faible<sup>58</sup>. Sans la légitimité démocratique offerte par le PE, le processus d'intégration n'aurait pas pu progresser autant qu'il l'a fait au cours des trois dernières décennies. Sur des points cruciaux, le PE a permis de surmonter les impasses et de conduire le processus vers le vote à la majorité qualifiée. Une APNU pourrait jouer un rôle similaire dans les affaires mondiales. Comme au PE, les membres de l'assemblée se regrouperaient autour de leurs opinions politiques, et non en fonction de leurs origines géographiques. Le fait d'avoir des minorités et des membres de l'opposition assistant aux délibérations de l'assemblée permettrait de répondre aux critiques sur le déficit démocratique dans les organes intergouvernementaux.

La conception d'une nouvelle architecture globale du droit mondial devra être discutée et décidée à l'occasion d'un forum mondial démocratique, ouvert et inclusif. La Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a délibéré publiquement sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe entre 2002

et 2003, peut servir d'exemple instructif. Ses membres étaient non seulement composés de représentants des gouvernements, mais aussi de parlementaires nationaux et européens. À l'échelle mondiale, une APNU pourrait être à la fois le pilote d'un tel processus et l'un de ses composants clés.

### *Éléments d'un scénario transitoire*

La création d'institutions et la création d'une solidarité et d'une identité sont des processus réciproques : aucun des deux ne peut se développer et prospérer sans l'autre. D'une part, une vision planétaire peut être une condition préalable au développement d'une assemblée parlementaire mondiale. D'autre part, une telle assemblée pourrait devenir le véhicule le plus important pour développer une vision planétaire. Après tout, une APNU serait le premier organe de l'histoire humaine appelé à représenter les citoyens de la planète en tant que tels. Un parlement mondial élu donnerait une réalité tangible et un sens à l'identité de citoyen du monde.

Une étape importante serait, pour l'APNU, de contribuer à renforcer une vision planétaire au sein de la population mondiale, ce qui créerait les conditions préalables pour appuyer le renforcement de l'APNU, et ainsi de suite. Des enquêtes menées à l'échelle internationale semblent indiquer qu'un soutien populaire suffisant existe déjà pour une première étape et ce soutien persiste malgré la résurgence de forces xénophobes et nationalistes de droite. Les principaux obstacles proviennent des élites nationales, en particulier des bureaucrates des ministères des affaires étrangères. Généralement, les citoyens semblent en effet être plus progressistes sur les questions internationales que leurs propres gouvernements. Des études d'opinion récentes ont montré qu'une majorité, dans la plupart des pays, est en faveur d'une forte réglementation du commerce des armes, de la responsabilité internationale de protéger les populations contre les violations graves des droits de l'homme, de l'élimination des armes nucléaires (soutenue y compris par les citoyens des puissances nucléaires), en faveur enfin de dépenses publiques pour lutter contre la faim dans le monde et l'extrême pauvreté et d'une intensification des efforts pour atténuer le changement climatique<sup>59</sup>.

Dans un sondage réalisé dans dix-huit pays en 2004-2005 couvrant 61% de la population mondiale, 63% des répondants en moyenne ont appuyé la création d'« un nouveau Parlement des Nations unies, composé de représentants élus directement par les citoyens, ayant des pouvoirs égaux à l'Assemblée générale des Nations unies »<sup>60</sup>. Un sondage plus récent réalisé dans quatorze pays a indiqué que près d'une personne sur deux (49%) se considère plus comme un citoyen du monde que comme un citoyen de son propre pays<sup>61</sup>.

Le théoricien de la démocratie Robert Dahl distingue trois grandes transformations dans l'histoire de la démocratie<sup>62</sup>. La première s'est produite vers 500 avant notre ère lorsque les

<sup>58</sup> Commission européenne, *Standard Barometer 83: European Citizenship*, European Commission, Bruxelles, 2015, 15 ; Commission européenne, *Standard Barometer 83: Public Opinion on the European Union*, European Commission, 2015, 66, 103.

<sup>59</sup> Cf. Council on Foreign Relations, éd., *Public Opinion on Global Issues: A Web-Based Digest of Polling from Around the World*, Council on Foreign Relations, New York, 2009 ; Steven Kull, « *Listening to the Voice of Humanity* », *Kosmos Journal*, printemps-été 2010, 26-29.

<sup>60</sup> Council on Foreign Relations, éd., *Public Opinion on Global Issues*, 7.

<sup>61</sup> *GlobeScan Incorporated*, « *Global Citizenship: A Growing Sentiment Among Citizens Of Emerging Economies: Global Poll* », communiqué de presse, 27 avril 2016, <http://www.globescan.com/news-and-analysis/press-releases/press-releases-2016/383-global-citizenship-a-growing-sentiment-among-citizens-of-emerging-economies-global-poll.html>.

<sup>62</sup> Robert Dahl, *Democracy and Its Critics*, Yale University Press, New Haven (CT), 1989, 311ff.

villes-États autocratiques de Grèce sont devenues les premiers systèmes politiques intégrant une prise de décision démocratique. Pendant les deux millénaires qui ont suivi, la démocratie s'est manifestée dans les petites cités-États avec la participation directe des citoyens. Cela a changé avec la deuxième transformation au XVIII<sup>e</sup> siècle. Au cours des Révolutions américaine et française, le principe de la démocratie a été élargi aux grands États territoriaux avec l'idée d'une représentation démocratique. Depuis lors, la démocratie a continué à évoluer sur ce modèle.

Une troisième transformation est à présent en train de se produire. Au fur et à mesure que l'interdépendance se développe au niveau mondial, les États souverains, qui agissent seuls ou en association avec d'autres, ne sont plus en mesure de résoudre des problèmes cruciaux, et la nature du gouvernement et de la réglementation doit par conséquent changer. Les réseaux de gouvernement transnationaux remplissent déjà la fonction, si ce n'est la forme, d'une gouvernance mondiale. À présent, la démocratie doit être étendue à l'échelle mondiale.

Le principal obstacle politique à la troisième transformation réside dans le fait que la deuxième transformation n'est pas encore achevée. L'élection démocratique d'un parlement mondial ne pourrait être envisagée dans des pays qui n'élisent pas démocratiquement leurs parlements nationaux. Un parlement mondial et un système démocratique de droit mondial véritables doivent donc attendre le développement d'un niveau acceptable de gouvernance démocratique dans tous les grands pays.

La création d'une assemblée parlementaire mondiale et une transition réussie vers un système démocratique de droit mondial dépendent de l'interaction complexe de facteurs divers au moment adéquat, comme l'apparition d'une vision du monde planétaire, l'importance croissante accordée aux valeurs post-matérialistes et le développement d'une classe moyenne mondiale. Des études ont montré que, à mesure que les niveaux de vie s'améliorent, les individus et les sociétés fixent de plus en plus leur attention sur des valeurs

émancipatrices non économiques et soutiennent plus fortement la démocratie, un environnement durable et la justice sociale<sup>63</sup>.

Dans la phase planétaire dans laquelle nous vivons, l'État-nation seul ne constitue plus un cadre efficace pour l'atteinte de ces objectifs. Avant tout, une mobilisation politique continue est nécessaire. Il est peu probable que les gouvernements appuient une telle proposition à moins qu'ils ne voient un soutien populaire suffisant sous la forme, par exemple, de pétitions de masse adressées aux gouvernements et aux dirigeants politiques. La démocratisation mondiale et la création d'un parlement mondial pourraient être des causes portées par les mouvements sociaux et pourraient jouer un rôle central dans les manifestations de masse. Ceci n'est pas exagéré. Lors des manifestations à Seattle en 1999, l'un des slogans utilisés était « Pas de mondialisation sans représentation ». La mobilisation d'un soutien populaire et le développement d'une grande visibilité pourraient être prises en charge par un mouvement citoyen mondial.

En outre, la création d'un parlement mondial devra être adoptée par des éléments éclairés et progressifs de l'élite mondiale. Leur motivation pourrait s'étendre au-delà de leur intérêt personnel (comme le désir d'éviter une perturbation critique du système mondial, par exemple) pour refléter un changement de valeurs au niveau individuel. Tôt ou tard, certaines parties de l'élite mondiale adopteront également une perspective véritablement planétaire.

Pour que tout cela se développe, l'élan nécessaire à une percée historique pourrait trouver sa source dans une catastrophe. Il est impossible de savoir à l'avance à quoi cette situation pourrait ressembler : nouvelle crise financière mondiale, événements météorologiques extrêmes imprévus, attaque terroriste ou accident nucléaire. Ce qui importe à présent, c'est de jeter les bases d'une conscience, de valeurs et d'une politique qui aideront à saisir le moment opportun, quel que soit l'ensemble des forces qui détruiront l'équilibre du *statu quo*.

## **Le Parlement européen appelle l'Union européenne à lancer un débat sur la mise en place d'une Assemblée parlementaire aux Nations unies**

**Note du Secrétariat de la Campagne pour l'UNPA – Francfort (6 juillet 2017)  
Traduit de l'anglais par France Bouchez - Rouen**

Dans une résolution adoptée hier sur la politique de l'Union européenne à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies qui débutera en septembre, le Parlement européen a appelé le Conseil de l'Union européenne à lancer un débat « au sujet de la création d'une Assemblée parlementaire aux Nations unies » (APNU).

La résolution qui sera formellement transmise au Conseil par le président du parlement Antonio Tajani ajoute que l'APNU devra être discutée « en vue d'améliorer le profil démocratique et le processus démocratique interne » des Nations unies

« pour permettre à la société civile mondiale d'être directement associée à l'élaboration des décisions ».

Le parlementaire européen Jo Leinen (S&D) qui avait initié l'intégration de cette recommandation sur l'APNU dans une résolution a déclaré : « cette année, les recommandations du Parlement européen relatives à la 72<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies incluent une fois de plus un appel au Conseil de l'UE à promouvoir l'idée d'une Assemblée parlementaire des Nations unies.

<sup>63</sup> Sur le « human empowerment process », basé sur les résultats des *World Values Surveys*, cf. Christian Welzel, *Freedom Rising: Human*

*Empowerment and the Quest for Emancipation*, Cambridge University Press, New York, 2013.

Le sommet du G20 à Hambourg illustre très bien ce qui n'est pas normal dans l'ordre du monde. Alors que 20 pays prennent des décisions, 175 membres des Nations unies sont exclus. Ceci n'est pas durable. À travers la mise en place d'une Assemblée parlementaire, les représentants élus par tous les citoyens apportent une véritable voix au système mondial.

« Les organisations internationales devraient être l'objet d'un contrôle public et non d'une diplomatie obscure et secrète. Je soutiens la mise en place d'une Assemblée parlementaire au sein du système des Nations unies pour créer l'opportunité d'une participation plus importante du public dans les activités des Nations unies » déclaré Elmar Brok (PPE), un membre du Parlement européen, ancien Président permanent de la Commission des Affaires étrangères du Parlement et Président de l'Union des fédéralistes européens.

Le rapporteur en charge de la résolution, le parlementaire européen, Andrey Kovatchev (PPE), a affirmé : « il y a un besoin grandissant de transparence et de responsabilité démocratique. Je crois qu'encourager le débat sur la mise en place d'une Assemblée parlementaire aux Nations unies est une étape dans la bonne direction ».

Il a ajouté : « les Nations unies devraient étudier toutes les options possibles pour améliorer la légitimité démocratique et la confiance des gens. La communauté internationale avec la société civile devraient parvenir à une alternative au blocage récurrent du système des NU. De plus, ce débat pourrait renforcer la société civile mondiale et encourager l'engagement public ».

## **La campagne pour une Assemblée parlementaire de l'ONU (UNPA) désormais soutenue par plus de 1 500 parlementaires ou anciens parlementaires de 120 pays**

---

L'appel de la campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA) qui a été signé par ces législateurs demande « la mise en œuvre graduelle de la participation et de la représentation démocratique au niveau mondial » et déclare que « pour assurer la reconnaissance et la légitimité de l'Organisation des Nations unies et de la coopération internationale, et dans le but de renforcer leur capacité d'action, les populations doivent être plus étroitement et plus directement associées à l'action de l'ONU et de ses organisations ».

« C'est une étape importante », a déclaré Andreas Bummel, coordinateur de la campagne. « Le soutien à une Assemblée parlementaire des Nations unies par un tel groupe de parlementaires de toutes les régions du monde montre encore une fois qu'il est grand temps pour les Nations unies d'examiner ce projet », a-t-il souligné.

« Dès lors que l'on parle de démocratiser l'organisation mondiale et la coopération globale, il n'est plus possible d'ignorer la proposition d'une Assemblée parlementaire des Nations unies. C'est un succès de la campagne et les nombreux parlementaires qui soutiennent la campagne pourraient se mobiliser », a commenté Jo Leinen, membre du Parlement européen (PE) et Co-président du groupe consultatif des parlementaire de la campagne.

« L'ONU bénéficierait d'une participation de représentants élus dans ses délibérations. Après tout, dans de nombreux cas, ce sont eux dont on a

L'année dernière, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et Vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, affirme que l'APNU « pourrait être un outil très utile ». Avant d'accéder à son poste actuel, elle avait appuyé, en tant que député italienne, la campagne pour une APNU. Jusqu'à présent, environ 1.500 anciens et actuels membres de parlements ont exprimé leur soutien.

Le coordinateur de la campagne, Andreas Bummel, a introduit l'Appel du Parlement au Conseil. En mai, la Campagne a organisé un meeting informel sur l'APNU à New York en collaboration avec la Mission canadienne des NU, qui a rassemblé à la fois des experts de la société civile et des représentants de 12 gouvernements.

« Avec cette résolution, le Parlement européen comme instance représentative des citoyens européens, a été clair sur le fait qu'il souhaite un débat sérieux sur ce sujet et qu'il voudrait voir les gouvernements européens y jouer un rôle proactif lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies » a dit M. Bummel.

Le soutien du Parlement européen pour l'APNU est depuis longtemps, établi. La première résolution à ce sujet a été adoptée en 1994.

**Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz - Paris**

*besoin pour aider à mettre en œuvre la politique de l'ONU au niveau national, en particulier quand il s'agit de l'Agenda 2030. Une Assemblée parlementaire des Nations unies fournirait également un contrôle démocratique des opérations de l'ONU, y compris en jouant un rôle significatif vis-à-vis du Conseil de sécurité. Cette couche supplémentaire de responsabilité augmenterait le caractère démocratique de l'organisation mondiale », a déclaré Mme. Tarabella-Marchesi.*

La députée européenne Soraya Post, qui a récemment soutenue une résolution pro-APNU au PE, a déclaré que « nous, en tant que peuples du monde, devons pouvoir influencer directement les orientations politiques de l'ONU et leur mise en œuvre. Il s'agit de nos droits de l'homme et de leur pleine réalisation ».

Les signataires comprennent le Président du Parlement panafricain, Roger Nkodo Dang, du Cameroun, et les Présidents des commissions parlementaires sur les affaires étrangères en Belgique et en Inde, Dirk van der Maelen et Shashi Tharoor.

De nombreux parlementaires qui ont signé l'appel occupent aujourd'hui d'importants postes de responsabilité. Parmi eux, le Ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, le Commissaire européen pour l'économie et la société numérique, Mariya Gabriel (de Bulgarie), le Président de l'Irlande, Michael D. Higgins, la Ministre suédoise de la

Coopération internationale au développement, Isabella Lövin, la Ministre des Affaires étrangères de l'UE et Vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, la Vice-présidente de l'Argentine, Gabriela Michetti, ou le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau.

Avec plus de 100, le plus grand nombre de parlementaires en exercice qui appuient la campagne viennent d'Allemagne, suivis par le Canada avec plus de 50 et la Suède avec plus de 40. D'autres pays avec plus de 10 parlementaires en cours de mandat sont l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la République dominicaine, l'Inde, l'Italie, l'Afrique du Sud, l'Espagne et la Suisse. Plus de 50 membres du PE sont également inscrits.

La création d'une APNU a été soutenue par le PE, le Parlement latino-américain et le Parlement panafricain, entre autres.

Outre les parlementaires, la campagne a également été soutenue par de nombreux anciens responsables de l'ONU, d'éminents intellectuels, innovateurs culturels, représentants d'organisations de la société civile et de nombreux citoyens engagés de tous horizons.

**Liste complète des signataires**  
[Membres actuels du Parlement](#)

## Féd'Activité

### Réunion du Conseil du Mouvement fédéraliste mondial (WFM)

La Haye, 15 au 18 février 2017

**Pilar Llorente Ruiz de Azua**

Vice-présidente de l'UEF Espagne, membre du Comité fédéral de l'UEF et responsable des relations entre l'UEF Europe et le WFM) – Bruxelles

Traduit de l'anglais par Mathieu Fournier - Lyon

#### 1 / Contexte

Le *World Federalist Movement* (WFM – Mouvement Fédéraliste Mondial) qui a été fondé en 1947 à Montreux (Suisse), est une organisation, indépendante des partis politiques, engagée pour l'avènement de la paix et de la justice dans le monde à travers le développement d'institutions démocratiques, l'application du droit international et le soutien aux processus d'intégrations régionales.

Le WFM agit à travers la promotion et la mise en œuvre de plusieurs programmes et initiatives mondiales autour de 4 grandes priorités :

justice internationale, État de droit et droits de l'Homme ;  
paix, sécurité des personnes et prévention des conflits ;  
démocratie internationale, gouvernance mondiale, fédéralisme aux niveaux mondial et continental, réforme de l'ONU ;  
gouvernance économique et environnementale.

Il est important de souligner que tous ces sujets sont en lien avec les valeurs historiques des fédéralistes vu que la justice internationale consiste en la fédéralisation de l'autorité judiciaire au niveau supranational, la prévention des conflits et le désarmement sont liés au but principal du fédéralisme (la paix) et que la réforme de l'ONU vise à renforcer un système de gouvernance mondiale reposant sur des institutions représentatives (UNPA...).

On peut citer comme exemples des programmes majeurs : la Cour pénale internationale (CPI), la campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA en anglais), la Cour latino-américaine et des Caraïbes contre le crime organisé (COPLA en espagnol) et la Coalition internationale pour la responsabilité de protéger, parmi beaucoup d'autres.

Le WFM est composé de plus de 30 organisations membres et associées de par le monde, dont l'Union des Fédéralistes

Européens (UEF Europe), les Jeunes Européens Fédéralistes (JEF Europe), l'UEF France, l'UEF Espagne, le MFE italien, tous étant représentés, à l'exception de la JEF, à la réunion du Conseil de 2017 à La Haye.

#### 2 / Discussion politique

La discussion politique a essentiellement concerné la situation géopolitique actuelle, en soulignant les points suivants.

La poussée du nationalisme populiste dans les pays où la démocratie est bien implantée montre l'échec des États-nations à relever des défis par nature mondiaux, tels qu'entre autres, les inégalités économiques et les migrations, parmi d'autres, et met en évidence la nécessaire instauration d'un ordre démocratique mondial. Le fait que deux pays, les États-Unis et le Royaume-Uni, qui furent parmi les plus ardents défenseurs des institutions libérales, aient suivi la voie du nationalisme et du rejet des institutions supranationales dénote la crise profonde d'un monde régenté par un système reposant sur les souverainetés nationales absolues.

Le fait que trois des cinq sièges du Conseil de Sécurité de l'ONU (Chine, Russie, États-Unis) soient occupés par des dirigeants qui menacent les valeurs démocratiques et le risque qu'un quatrième (la France) tombe entre les mains de l'extrême-droite, sont le signe d'un risque de recul en terme de coopération internationale, commerce, désarmement ou de lutte contre le terrorisme. L'affaiblissement du multilatéralisme et des structures de coopération internationale (OTAN, ONU) pourrait conduire à une nouvelle guerre mondiale.

Deux institutions qui représentent deux réalisations majeures pour les fédéralistes sont menacées : l'Union européenne (UE) et la CPI. Trois pays africains – le Burundi, l'Afrique du Sud et la Gambie – ont demandé leur retrait du Statut de Rome

de la CPI, mais le second est suspendu à la décision de sa Cour Suprême tandis que le troisième a annoncé son retour.

Le *WFM* subi un revers dans sa capacité à peser politiquement, sa capacité à lancer de nouvelles actions et une réduction de ses moyens financiers. Le *WFM* a besoin d'une nouvelle stratégie pour accroître le nombre et la diversité de ses membres, en cherchant à intégrer des organisations « du Sud et de l'Est » (Amérique latine, Australie, Extrême-Orient, pays Arabes).

D'autres objectifs sont à prendre en considération, comme le renforcement de sa coopération avec les fédéralistes européens et un soutien financier aux campagnes les plus importantes, telles que l'*UNPA* ou la *COPLA*.

### 3 / Principales initiatives présentées et débattues

Le *WFM* gère plusieurs programmes et campagnes, décrits en détails dans le Rapport du Secrétariat international. Les initiatives les plus importantes à avoir été débattues lors de la réunion du Conseil du *WFM* sont les suivantes.

- La Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (*UNPA*)

La Campagne pour l'*UNPA* est un réseau mondial de parlementaires, ONG, intellectuels et citoyens engagés qui plaident pour une représentation démocratique des citoyens du monde aux Nations unies. L'*UNPA* vise à impliquer les citoyens, et pas seulement les États, dans le processus décisionnel des politiques mondiales. Une information détaillée est disponible sur le site <http://en.uncampaign.org/>. 1.477 membres de 120 parlements nationaux soutiennent déjà cette campagne, parmi lesquels plusieurs membres du Parlement européen (PE).

Parmi les derniers succès, le soutien de la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et Vice-présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini (janvier 2016), la présentation de la campagne au Président de la 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU ou la création d'un Groupe des Amis de l'*UNPA* comptant dans ses membres des personnalités politiques engagées venant de pays ayant manifesté leur soutien à la campagne. À côté de cela, le Comité fédéral de l'UEF Europe adopté, le 5 novembre 2016, une résolution renouvelant son soutien à l'*UNPA*.

Certains participants considèrent que l'Union Parlementaire Internationale (UPI) représente toujours un obstacle à l'établissement de l'*UNPA*. Des débats se poursuivent sur l'opportunité de faire de l'*UNPA* le fer de lance d'un Réseau parlementaire des Nations unies.

En février 2017 a été publié l'essai *Das demokratische Weltparlament-eine kosmopolitische vision*, écrit par l'eurodéputé Jo Leinen et Andreas Bummel coordinateur de la campagne pour l'*UNPA*.

- Coalition pour la Cour Pénale Internationale (*CICC* en anglais)

La *CICC* a été créée en 1995 par un petit groupe d'ONG, dont le *WFM* était le coordinateur, en vue de l'établissement d'une CPI devant laquelle devraient rendre compte les personnes coupables de crimes de guerre, crimes contre l'Humanité et de génocide. Depuis, le nombre des membres de cette coalition n'a cessé de croître (plus de 2.500 à l'heure actuelle). La CPI a

commencé à fonctionner en 2002 avec l'entrée en vigueur du Statut de Rome, ratifié à ce jour par 124 États.

La *CICC* a été confrontée en 2016 à des défis majeurs : trois États (Burundi, Afrique du Sud et Gambie) ont fait connaître leur intention de se retirer du Statut de Rome, le manque de coopération des États avec la Cour, les menaces à l'encontre des ONG travaillant avec la Cour, l'inertie permanente du Conseil de Sécurité de l'ONU face à la situation en Syrie et les résultats des élections aux États-Unis.

Il y a toutefois eu des avancées positives : Jean-Pierre Bemba, commandant-en-chef du Mouvement de Libération du Congo a été reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité et condamné à 18 ans de prison, et Al-Mahdi, rebelle islamiste malien a été jugé coupable et condamné à 9 ans de prison pour crime de guerre pour avoir commis des attentats contre des sites historiques et religieux à Tombouctou (informations détaillées sur ces sujets dans le rapport du secrétariat international du *WFM*).

- Cour latino-américaine et des Caraïbes contre le crime organisé (*COPLA*)

L'Amérique latine est devenue, d'après les statistiques les plus récentes de l'ONU, la région la plus violente du monde, enregistrant une augmentation du nombre de crimes dus aux trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains, à la corruption et autres agissements des cartels mondiaux du crime organisé. La *COPLA* (acronyme espagnol pour *Corte Penal Latinoamericana y del Caribe*) est une initiative de *Democracia Global*, organisation membre du *WFM* basée en Argentine, qui propose de combattre le crime organisé à l'échelle continentale grâce à la coopération internationale, en instituant une Cour latino-américaine dans le cadre de la Convention de Palerme de l'ONU. Cette Cour viendrait en complément des juridictions existantes, dans le respect des constitutions nationales, des traités internationaux. La *COPLA* a déjà reçu le soutien de plusieurs intellectuels et de parlementaires du monde entier. Pour plus d'informations : <http://www.coalicioncopla.org/>.

- Réforme du Conseil de sécurité

Le Secrétariat international du *WFM* travaille sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre de l'initiative ACT et par l'intermédiaire du groupe de travail des ONG sur le Conseil de sécurité. Les deux sujets prioritaires sont l'usage du droit de veto et le processus de désignation du Secrétaire général.

L'initiative ACT (*Accountability, Coherence and Transparency – Responsabilité, Cohérence et Transparence*) défend l'idée que les membres permanents du Conseil de sécurité devraient s'abstenir volontairement de faire usage de leur droit de veto dans les situations impliquant des massacres d'êtres humains. Le groupe ACT a rédigé un code de bonne conduite pour faciliter les actions en temps réel du Conseil de sécurité lorsque des massacres sont commis.

Dans le cadre de ses travaux pour la réforme de l'ONU, le *WFM* a noué un partenariat avec le *Workable World Trust (WWT)* et soutient la publication « Transformer le système des Nations unies, propositions pour un monde gouvernable », écrit par le professeur Joseph E. Schwarzberg. Les deux organisations ont accueilli le 15 juin 2016 un séminaire sur la réforme du Conseil de sécurité.

Le Secrétariat international du *WFM* fait office de secrétariat du groupe de travail des ONG sur le Conseil de sécurité, qui

a déjà organisé plus de 30 réunions avec des membres du Conseil de sécurité et des cadres de l'ONU. Les sujets les plus souvent abordés lors de ces réunions sont les situations en Syrie, au Yémen, au Sud-Soudan, en République Démocratique du Congo, le conflit israélo-palestinien, ainsi que des thématiques comme la protection des civils, la réforme des méthodes de travail du Conseil, le processus de désignation du Secrétaire général, l'évaluation des opérations de maintien de la paix, parmi d'autres.

- **Coalition Internationale pour la Responsabilité de Protéger (ICR2P)**

La Responsabilité de protéger constitue une nouvelle norme en matière de sécurité internationale et de droits de l'homme, en réponse à l'incapacité de la communauté internationale à prévenir et empêcher les génocides, crimes de guerres, épurations ethniques et crimes contre l'humanité.

L'ICR2P regroupe des ONG du monde entier dans le but de renforcer le consensus normatif sur la Responsabilité de protéger, de favoriser la compréhension de la R2P, de faire pression pour le renforcement des capacités à prévenir et stopper les génocides, crimes de guerres, épurations ethniques et crimes contre l'humanité, et mobiliser les ONG pour mener des actions dans le but de sauver des vies dans les pays où la situation exige la mise en œuvre de la R2P.

Au cours de l'année écoulée, l'ICR2P a concentré ses efforts à faire de la R2P la règle et à la mettre en œuvre en explorant les liens entre la R2P et d'autres sujets spécifiques, notamment ceux qui concerne les femmes, la paix et la sécurité, la reconnaissance de l'importance de l'égalité hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix. Elle a également mené une série d'actions pour éveiller l'attention sur ces sujets, comme la participation à des ateliers en Asie du Sud-Est et à des conférences de haut niveau dans le cadre de l'ONU.

La capacité de l'UEF à s'assurer que l'UE intègre les principaux programmes du WFM (UNPA, CPI...) comme éléments de sa politique étrangère constitue certainement un axe de renforcement de sa coopération avec le WFM.

#### **4 / Gouvernance et restructuration de l'organisation du WFM**

Le Directeur général du WFM est M. William Pace. Sa Directrice générale adjointe est Mme. Jelena Pia-Comella. Les organes du WFM sont : Le Congrès, actuellement composé de 54 délégués représentant les Organisation membres et les Organisations associées ; le Conseil, actuellement composé de 29 délégués issus des Organisations membres ; le Président du Conseil est M. Fernando Iglesias ; le Bureau exécutif, composé de 19 membres.

Lors de la précédente réunion du Conseil un groupe de travail avait été créé pour faire des propositions en vue de restructurer les organes du WFM. Un accord a été trouvé sur la recherche de solutions permettant la fusion du Congrès et du Conseil en un Nouveau congrès, pour rationaliser la composition du Comité directeur et pour examiner une redéfinition des catégories de membres. La restructuration est une solution à certains problèmes tels que la suppression des doublons, la rationalisation des coûts, la démocratisation du fonctionnement de l'organisation, ainsi qu'une plus grande

diversité et une meilleure représentativité des différentes régions du monde dans les instances dirigeantes.

Le groupe de travail a présenté ses propositions, sur lesquelles les membres du Conseil se prononceront par vote électronique.

Deux propositions ont été déposées concernant la date et le lieu du prochain Congrès du WFM : Bruxelles et Londres, au cours des mois d'août ou septembre 2018. Des propositions seront faites ultérieurement concernant le budget et l'organisation.

#### **5 / Relations entre le WFM et l'UEF**

L'importance de la relation entre le WFM et l'UEF a été abordée à plusieurs reprises lors la discussion politique, et le Président du Conseil a accueilli favorablement la présence de représentants de l'UEF Europe, de l'UEF France et de l'UEF Espagne et l'adoption par l'UEF de résolutions soutenant l'UNPA et une collaboration plus étroite avec le WFM. L'UE est vue comme la plus importante réalisation des fédéralistes et par conséquent les crises que l'UE affronte actuellement (*Brexit*, montée du populisme nationaliste) sont considérées comme une menace pour le projet fédéraliste dans son ensemble.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les fédéralistes européens et mondiaux doivent unir leurs efforts pour soutenir leurs objectifs communs d'établir des institutions supranationales/mondiales démocratiques permettant la coexistence pacifique de sociétés diverses.

Il y a cependant des divergences dans la définition des objectifs et priorités respectifs : alors que l'UEF se consacre exclusivement à améliorer le fonctionnement des institutions de l'UE et à établir une véritable fédération européenne, et prête peu de considération aux actions mondiales au-delà de ses frontières, le renforcement des différents processus d'intégration continentale (dont l'UE est l'exemple le plus abouti) ne semble pas faire partie des priorités du WFM.

Malgré ces divergences, il est évident qu'une collaboration plus étroite ne peut que profiter aux deux organisations.

Dans ce cadre, le Conseil propose une coopération sur les sujets suivants :

Séminaire de Ventotene : plusieurs membres et militants du WFM ont participé au Séminaire de Ventotene, que ce soit comme conférenciers ou auditeurs, depuis plusieurs années. Lors du dernier séminaire, des participants non-européens ont fait savoir leur mécontentement, considérant que les questions liées au WFM étaient traitées de façon superficielle et que beaucoup de participants européens voulaient aborder essentiellement des sujets liés à l'UE. Les deux parties se sont mises d'accord pour une meilleure coordination afin de pouvoir satisfaire les attentes de tous les participants. La proposition d'organiser une session introductive d'une journée réservée au WFM, avant l'arrivée des participants à Ventotene, est à l'étude.

Possibilité d'organiser un événement commun à Montreux en Octobre 2017 pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du WFM et du premier Congrès de l'UEF (Ndt.) (à débattre).

Participation de représentants de l'UEF aux prochains Congrès du WFM.

Réunion du Comité Fédéral de l'UEF Europe à Madrid (16-17 juin 2017), possible participation de représentants du WFM (à débattre).

Intégration des campagnes du WFM (UNPA, CPI...) comme éléments de la politique étrangère de l'UEF.

**Giuliana Turrone**

Référente Antenne Europe  
Direction processus législatif et Communication  
institutionnelle - Turin

Je suis désolée d'apprendre du décès de Michel Morin, que j'ai eu le plaisir de connaître à Lyon, aussi que de Jean-Pierre Gouzy et de Jean-Luc Prevel.

Je voulais vous remercier de l'envoi du dossier "Europe et migrations", aussi que de la revue "Fédéchoses".

Je vous signale notre article sur le Focus Europe et migrations de Fédéchoses dans le bulletin d'information européenne *EuroCpNews* du Conseil régional du Piémont (sous Immigration) :

<http://www.cr.piemonte.it/web/comunicazione/newsletter/eurocrpnews/archivio/ultimo-numero-eurocrpnews/archive/view>

Avez-vous reçu, par ailleurs, les copies papier du volume *Europa, migranti, frontiere* ? (dont voici la version online: <http://www.cr.piemonte.it/dwd/pubblicazioni/europa-migranti-frontiere/files/assets/basic-html/index.html#1> )

Bien cordialement.

**Dafni Gogou - Bruxelles**

Bonjour,  
vraiment désolée aussi d'apprendre les décès des amis fédéralistes que j'ai eu l'occasion de rencontrer à Lyon. Sincères condoléances pour leurs familles et les proches.

J'aimerais vous informer que j'ai transmis le dossier aux amis espagnols en vue de la prochaine réunion du Comité fédéral à Madrid en juin où nous parlerons encore sur les questions migratoires.

J'aimerais aussi vous souhaiter bon vote dimanche prochain. Toute l'Europe (et plus encore le monde / voire soutien d'Obama) retient son souffle en attendant les résultats des élections présidentielles en France avec l'espoir de pouvoir enfin tourner la page de la remise en question/crise et d'avancer rapidement vers les réformes nécessaires pour une Europe de justice sociale et de prospérité.

Cordialement

**Jean-Christophe Janin**

Journaliste - Lyon

Merci pour cet excellent N° 75.

Pourrai-je le recevoir sur papier ?

J'ai pensé fort à Jean-Luc Prevel hier en lisant : « Ma lettre d'amour à l'Europe » par Emmanuel Grand dans *Libé* du 26-4-2017. J'aurais transmis cet article à Jean-Luc.

Jean-Luc aurait été content du résultat du 1<sup>o</sup> tour.

Bien à vous.

### Europe et migrations

---

Andreas Kiefer

**Face au flux de migrants, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe recommande une approche basée sur « l'intégration rapide dans le respect des droits de l'homme »**

[01/06/2017 12:00:00] « L'arrivée en masse depuis 2012 des millions de réfugiés dans les pays membres du Conseil de l'Europe a créé une situation de crise qui nous interpelle. Les collectivités locales et régionales ont fait face et essayent de gérer cette situation de crise avec des moyens limités, » a souligné Andreas Kiefer, Secrétaire général du Conseil de l'Europe à l'ouverture du débat sur « L'accueil des réfugiés et des migrants dans les sociétés européennes – défis, enjeux et approches de solutions », organisé par la Conférence des OING, l'Association Europa et le Pôle européen d'Administration Publique (PEAP). Il a rappelé les travaux du Congrès sur ces questions, en particulier les échanges avec les maires de villes particulièrement touchées telles que Calais en France, Kos en Grèce, Lampedusa en Italie, Kobané en Syrie, Sanlyurfa en Turquie, ainsi que les visites de camps de réfugiés effectuées en Grèce, à Samos et à Athènes. « Il est clair suite à ces témoignages et visites que les élus locaux et régionaux ont besoin d'agir de manière coordonnée, organisée, fondée sur des principes de solidarité et de respect des droits de l'homme. Et pour cela, ils ont besoin de soutien au niveau national et européen, » a déclaré le Secrétaire général. Le Congrès a adopté, en mars 2017, une résolution et une recommandation qui soulignent l'importance d'une approche basée sur l'intégration rapide dans le respect des droits de l'homme, et il prépare, actuellement, un rapport intitulé « Les enfants réfugiés et mineurs en Europe : quel rôle et responsabilités pour les autorités locales », qui sera examiné par la Commission des questions d'actualité en octobre 2017.

[Discours](#)

[Rapport CG32\(2017\)07 - De l'accueil à l'intégration : le rôle des collectivités locales face aux migrations](#)

[Résolution 411 \(2017\)](#)

[Recommandation 394 \(2017\)](#)

[Activités thématiques du Congrès](#)

---

### Les bourses de doctorat Altiero Spinelli approuvées par le Parlement européen

---

Traduit de l'anglais par Léonie Delbove - Lyon

Pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Altiero Spinelli, fondateur de l'Union des fédéralistes européens (UEF) et l'un des plus fervents défenseurs de la communauté politique européenne, le Parlement européen (PE) a approuvé un projet pilote appelé : « bourses de doctorat Altiero Spinelli ». Ce projet, adopté le 1<sup>er</sup> décembre 2016, est financé par l'Union européenne (UE) en 2017.

L'objectif de ces bourses est de faire bénéficier d'une aide financière les étudiants en doctorat les plus brillants et qui veulent développer un projet de recherche dans le domaine de l'intégration européenne, potentiellement dans chaque État membre de l'UE. Les recherches menées dans le cadre des bourses de doctorat Altiero Spinelli devront mettre l'accent sur la théorie des modèles d'intégration (accords commerciaux, organisations internationales et fédérations, par exemple), les études comparatives portant sur les modèles d'intégration existants (UE, Union africaine, Mercosur, États-Unis, Canada, par exemple), le rôle des citoyens et des organisations de la société civile dans le processus d'intégration de l'UE ; l'histoire intellectuelle de l'intégration européenne ou encore la vie et les travaux d'Altiero Spinelli. Le budget alloué pour l'année 2017 s'élève à 750.000 euros de crédits d'engagements et à 375.000 euros de crédits de paiements.

Plusieurs membres fédéralistes du PE sont à l'origine de ce projet pilote, parmi lesquels : Luigi Morgano (membre italien Socialiste et démocrate du PE et premier signataire du projet), Elmar Book (membre PPE et Président de l'UEF), Andrey Kovatchev (membre PPE et Vice-président de l'UEF), Mercedes Bresso (S&D et ancienne Présidente de l'UEF) et Petras Auštrevičius (membre de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe [ALDE] et Président de l'UEF Lituanie). Aujourd'hui, l'Europe fait face à des enjeux cruciaux. Les politiques européennes doivent répondre aux préoccupations des citoyens mais elles ont aussi l'obligation dans le même temps de défendre notre culture et nos valeurs communes, ainsi que le chemin que nous avons parcouru ensemble pour bâtir cette Union. (P V.)

## **José Mujica, l'ancien Président uruguayen, en faveur d'un gouvernement mondial**

---

**Traduit de l'anglais par Léonie Delbove - Lyon**

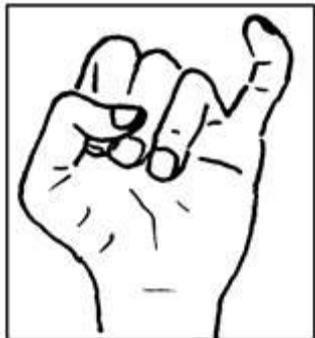
Le 12 avril 2017, José Mujica, ancien Président de l'Uruguay et actuel membre du Sénat a reçu une délégation de l'Université publique de La Plata, l'une des universités les plus prestigieuses d'Argentine.

L'importance de la politique comme outil du changement social, le miracle de l'existence de la vie et l'inévitable destinée de notre mort, de l'amitié et de l'amour, la lutte de l'homme pour l'égalité et la liberté, la relation entre l'homme et la nature, la relation entre la culture et la science et la nécessité d'une organisation collective, ont fait partie des sujets abordés pendant la réunion.

Plus particulièrement, Mujica a mis en avant le besoin crucial d'une intégration régionale en Amérique latine, l'importance de dynamiser le *Mercosur* à travers un mouvement citoyen qui aurait pour objectif de résoudre ensemble des problèmes mondiaux, tels que le changement climatique, les migrations et la crise des réfugiés, et comment relever le défi consistant à faire vivre neuf milliards d'êtres humains sur notre planète dans les années à venir. Il a conclu en déclarant que seul un gouvernement mondial pourrait permettre à l'humanité de relever tous ces défis.

Mujica est reconnu internationalement comme un Président qui a pour habitude de dire la vérité de manière tranchée. Cela vaut le coup de réécouter son discours mémorable contre le consumérisme effréné qu'il a donné lors de la conférence Rio+20 en 2012.

Il s'est adressé à l'auditoire à Rio et lui a demandé : « Qu'arriverait-il à notre planète si les Indiens possédaient le même nombre de voitures par ménage que les Allemands ? ». Combien d'oxygène pur pourrions-nous encore respirer ?



### Mot d'humeur du 23 mai dernier sur la moralisation de la vie politique

---

**Bruno Boissière**  
Ancien parlementaire européen Verts

Une proposition de moralisation de la vie politique que personne n'évoque ou n'envisage (en France, en tout cas), parce l'extrême droite, la droite modérée, le centre, la gauche modérée et la gauche radicale le pratiquent tous : le **parachutage électoral** ! Il est scandaleux de pouvoir se porter candidat(e) dans la circonscription de son choix sans lien avec son lieu de vie. Comment être proche de ses électeurs dans ce contexte ?? (*n'en déplaise au candidat pour qui j'ai voté au 1er tour de la présidentielle...*).

On pourrait compléter ce mot d'humeur par le *post scriptum* suivant :

Une loi de moralisation de la vie publique, digne de ce nom, devrait par exemple conditionner la recevabilité d'une candidature, à un certain niveau, à la **résidence effective** du/de la candidat(e), dans la circonscription correspondante, **depuis au moins la durée du mandat électif à ce niveau**. Ce qui donnerait une obligation de résidence :

- d'au moins 6 ans dans la commune pour une élection municipale, ou dans la région pour une élection régionale, et
- d'au moins 5 ans dans la circonscription pour une élection législative ou européenne.

Un ajout secondaire, final, pourrait même affirmer que :

Cette formule de moralisation ne devrait pas conditionner la recevabilité de candidature à la nationalité mais à la simple résidence légale sur le territoire de la circonscription.

Mais, pour être pragmatique, sans doute devrait on gagner d'abord la bataille de la condition de résidence...

## Benjamin Ferencz : La bataille pour la cour pénale internationale

Interview publiée avec *The Federalist Debate* – Turin  
Traduit de l'anglais par Marion Larché - Paris

Il est rare d'avoir la chance de rencontrer un homme ayant occupé une place aussi importante dans l'Histoire que Ben Ferencz.

Agé de 97 ans, il est le **dernier procureur des procès de Nuremberg encore en vie**. Alors qu'il est un jeune avocat de 27 ans, il exerce au Tribunal de Nuremberg où furent jugés 22 criminels de guerre allemands pour avoir tué plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants, abattus de sang-froid pendant la seconde guerre mondiale. Toutefois, il ne se contente pas d'être fier du rôle qu'il a joué dans l'Histoire du 20<sup>ème</sup> siècle. Il parle également de son combat pour la fin de la guerre dans le monde, de son rôle dans le développement de la justice internationale et des raisons pour lesquelles, selon lui, tous les pays, y compris les États-Unis, devraient être soumis à l'État de droit.

*Pensez-vous que les procès de Nuremberg ont permis de venger les victimes du nazisme ?*

Vous ne pouvez pas venger les victimes – et cela n'a jamais été notre objectif de les venger. Quand j'étais confronté à cette question – de savoir quoi requérir ? – je n'ai pas demandé la peine de mort car il me semblait qu'il n'existait aucun moyen au monde permettant de réparer la mort de plus d'un million de personnes. Devais-je suggérer que les 22 accusés soient hachés en un million de morceaux et accrochés aux lustres de toutes les victimes qui avaient survécu ?

J'ai donc demandé au tribunal de consacrer, au regard du droit international, le droit de tous les êtres humains à vivre dans la paix et la dignité. Parce que la raison pour laquelle ces personnes ont été tuées demeure dans le seul fait qu'elles n'avaient pas la même race et la même idéologie que celles de leurs bourreaux.

Je pensais, et je pense toujours, que c'était une chose horrible. J'ai donc tout simplement demandé la mise en place de nouvelles règles qui protégeraient l'humanité contre ces actes criminels.

*Vous semblez ému quand vous parlez de ce sujet et des victimes ?*

Certes, c'est très émouvant. Et bien sûr, j'ai le souvenir de scènes atroces très particulières dont j'ai été le témoin. En tant que libérateur des camps – à commencer par ceux de Buchenwald et Mauthausen – c'était mon travail, à la fin de la guerre, de pénétrer dans ces camps afin de recueillir des preuves pour les procès militaires. J'ai vu les fours crématoires avec des corps encore à l'intérieur ; j'ai vu des cadavres partout. J'ai connu les horreurs de la guerre elle-même. Et j'en suis arrivé à la conclusion qu'il n'y avait qu'une seule réponse possible face à cela : arrêter la guerre.

*Vous avez un grand sens de l'humour. Comment abordez-vous des sujets aussi graves ?*

C'est très simple. Si vous pleurez à l'intérieur, il est préférable de rire à l'extérieur, sinon vous vous noierez dans les larmes [pause]. Voilà tout.

*Au cours des années, quel a été votre rôle dans le développement de la justice internationale ?*

Ma vision était très claire : je voulais créer un monde plus humain et plus pacifique. En devenant avocat, je croyais que le droit était le meilleur moyen d'y parvenir, et mon slogan était : le droit est mieux que la guerre. C'était très simple. Et si les gens partageaient cette vision – si on peut appeler cela une vision – cela me semblait faire sens : si les gens étaient d'accord avec moi pour dire que le droit était meilleur que la guerre, alors ils feraient tout leur possible pour que l'on cesse de glorifier la guerre, pour défendre et construire l'État de droit.

Je sais combien il est facile de parvenir à un million de personnes assassinées et massacrées. Donc mon but est de créer un monde plus humain, c'est tout ce qu'il y a à faire.

*Les craintes américaines de persécution criminelle sont-elles justifiées ? Les Américains pourraient-ils être jugés devant la CPI ?*

Si un État viole le droit, il devrait être jugé, qu'il s'agisse des États-Unis, d'Israël, de l'Égypte, de la Chine ou de tout autre État. C'est la signification même du droit : vous définissez la règle et ceux qui la violent en sont tenus responsables. Ceux qui ne veulent pas en être tenus responsables s'opposent à l'État de droit.

Cela nous ramène au *Far West*. Il y a eu le *Far West* dans ce pays – et nous en sommes sortis. Aujourd'hui, c'est internationalement le *Far West*. Regardez notre monde ! C'est ce genre de monde que vous voulez ? Si c'est ce monde que vous voulez, alors soit – vous l'avez. Moi, je

pense qu'il est terrible. Aujourd'hui, nos jeunes meurent dans différentes parties du monde – parce que nous les avons laissés tomber, parce que nous n'avons pas réussi à mettre en place les institutions dont nous avons besoin pour créer un monde pacifique. Et cela peut être fait ! Cela peut être fait ! Ne me dites pas que nous n'avons pas l'intelligence nécessaire pour organiser cette planète de telle manière que les ressources soient équitablement partagées et pour éliminer les causes de mécontentement qui conduisent les individus à tuer ou à être tués.

Comment voulez-vous éviter la guerre ? Personne ne l'a jamais évitée auparavant. Mais il a toujours fallu inventer les choses une première fois. Autrefois, nous n'avions jamais été sur la lune, nous n'avions jamais volé avec des avions, nous n'avions pas Internet. Et pourtant, aujourd'hui, nous avons toutes ces choses miraculeuses. Est-il si difficile de nous organiser de manière à éviter que l'on sorte pour aller tuer quelqu'un au prétexte qu'il est différent ? Les gens ont le droit d'avoir leur religion, d'avoir leur nationalité mais ils n'ont pas le droit de tuer leurs voisins parce qu'ils sont différents. Ils n'ont pas le droit de le faire et ils ne devraient pas l'avoir. Ils devraient savoir que ceux qui préconisent de telles politiques seront placés face à l'État de droit. Il n'y a rien de très compliqué, c'est juste une question de bon sens.

Soyez courageux. N'adoptez pas la propagande soutenue par les gouvernements. Défiiez-la. Analysez-la et demandez-vous s'il n'y a pas une autre manière de faire ?

***Comment demanderiez-vous aux jeunes de poursuivre le travail que vous avez commencé il y a 60 ans ?***

Quand j'allais à l'école, le Droit international humanitaire et le Droit international des droits de l'homme n'existaient pas. J'ai connu l'Homme qui les a inventés : René Cassin. Il a même remporté le prix Nobel pour cela. Quant au crime de génocide, personne n'avait encore jamais entendu ce mot. J'ai connu celui qui l'a inventé, Raphael Lemkin. J'ai vu tous ces changements s'opérer tout au long de ma vie. Et c'est une longue vie – je suis dans ma 97<sup>e</sup> année – mais en même temps c'est aussi très court. C'est passé en un clin d'œil. Nous avons besoin de plusieurs générations pour continuer ce travail. Et j'espère que quelqu'un reprendra le flambeau quand il me glissera des mains, ce qui pourrait être bientôt.

C'est faisable ; nous ne devons pas être défaitistes et dire que cela ne peut pas être fait. Il est tellement évident que le droit est meilleur que la guerre et qu'il vaut mieux vivre en paix avec les droits de l'Homme que vivre en guerre en tuant des gens que vous ne connaissez même pas.

### *Buggers of Europe*

#### *Jean Quatremer, Les salauds de l'Europe*

**Valéry-Xavier Lentz**

Member of the Executive Board of UEF France

Article to be published also by The Federalist Debate,  
n° 3, 2017, Torino

English translation by Joseph Montchamp

The Brussels correspondent of the French newspaper *Libération* and blogger Jean Quatremer published this "guide for the eurosceptics" on the occasion of the 60 years of the Rome Treaty. He denounces the lies of the militants' nationalist and in the same time the guilty insufficiencies of the European governments who made the European Union (EU) an object of distrust. It is a criticism which often corresponds to our own European federalists' suspicion.

For the author the "buggers of Europe" are together the States, the masters of the Union who have betrayed and abandoned the dreams of the Founding Fathers and the demagogues who try to make believe that a return to the past would solve all the problems".

#### *The States at all the levels*

The strongest and most serious myth of the EU concerns the role of the governments of the member States. Jean Quatremer, at length explains how at every level it is more than ever the governments who control and pilot the EU. Those who have exerted the highest responsibilities and explain that we must "restore to the European Council" its pre-eminence, are only liars of the worst sort.

The present EU is "more a confederation where the first and the last word come back to the States which compose it and give a verdict at the unanimity or by consensus".

The designation of the members of the European Commission, of the Comity of permanent representatives, the Council, the Comity of experts, designated by the governments for the execution of decisions it is national governments who have the control at every level. If in some countries the action of the latter is controled by the parliaments of the States, it is not the case in France where "the chief of State considers that the European politic is free from every normal process of deliberation". As the democratic deficit is resorbed at the level of the European institutions with the progressive emergence – slowed down by successive French governments of the European Parliament; in France they have a preference for an authoritarianism lighted by the manner in which the country is involved in the governing of the Union.

The complexity of the Treaties and the policies adopted the decisions belated and insufficient are so many characteristics of the EU, due to a pre-eminent role of the States. "Europe is complex for the States are suspicious and mistrust each other" the writer explains. In fact if the States accept to see some competences managed in common at the European level they wish to limit the margins of maneuvering of the EU to be sure to keep and preserve their control. This way the Treaties are excessively detailed and prescriptive.

#### *The faults of the European Commission*

It was after the presidency by Jacques Delors of the European Commission that the States even more increased their seizure on the common institutions notably by insuring that the institution whose mission is the definition of the general interest may not act except as a Secretariat of the Council. The appointment of mediocre personalities such as Jacques Santer or Manuel Barroso was the results of this will to control.

The institution equally suffered considerably, as Jean Quatremer denounces, from the reform desired by the British Neil Kinnock of the organization of the corps of elite conscious of its mission to a managerial culture. This reform would have created an administration of management unable to make a link between the national interests to allow the general European interest to emerge.

The European Commission at the same time was attacked at the top with Presidents issued from the club of the chiefs of governments and servile with them, and at the bottom with a policy of recruiting that makes them a soulless organism devoid of a European vocation, is now unable to play its part and contribute to the European Council to define a goal or a course.

The main progress in recent years has come from the relation between the Commission and the European Parliament. The latter has increased its control with the affair Santer-Cresson that Jean Quatremer himself had contributed to reveal. It auditions the Commissaries before their confirmation since 2004 and succeeds in dismissing a part of those who are estimated as not having the qualities required among the persons appointed by the Governments of the States. Our elected representatives have also succeeded in imposing that it be their candidate in the last European election that will be appointed to the Presidency of the Commission, that is to say the leader proposed by the party that has won the main number of seats at the vote of the citizens. This democratic dynamics, made possible thanks to a voluntary reading of the Lisbon Treaty by our deputies was not taken seriously in time by the

governments who finally had to rejoin it. From now on it is undeniable that Europe has partially entered into the era of parliamentary democracy.

### *What alternatives?*

It is easy to consider that this European edifice shaking about is the proof of a defect of construction and that it would have been more simple to pass thanks to a democratic constituting process in due form. So Jean Quatremer recalls that the political circumstances of the creation of the European Communities would have been condemned to failure. He also reminds us of the European Community of Defence and its rejection by the French Parliament. If Europe is to be reformed he dismantles the myth of the "Great Evening of redemption" that would be the alternative to its destruction for many critics but also the myth of interetatic cooperations which could be for others an alternative.

If a form of federal Europe founded on the Euro zone is presented as a desirable horizon the priority is a clarification of responsibilities. In the absence of a unity of construction as Robert Schuman announced it the citizens of today are confronted with an excessive complexity. Jean Quatremer hopes for "five minutes of political courage" necessary to improve what is in existence, and a beginning with the European Council "the first black point and problem they have to deal with" but also the Commission that should be re-centered on its role of conception.

---

## **Hubert Védrine, Sauvez l'Europe !**

Collection Essais, éditions Liana Levi, Paris, 2016, p. 96,  
€ 10

**Robert Toulemon**

Auteur de *Aimer l'Europe* et de nombreux autres ouvrages –  
Paris

**Robert Toulemon analyse ici l'ouvrage de Robert Védrine puis le met en perspective avec deux autres contributions sur la relance ou refondation de l'Europe**

L'ancien collaborateur de François Mitterrand et ancien ministre des Affaires étrangères de la cohabitation Chirac-Jospin nous livre, en moins de cent pages, un plan de sauvetage de l'Europe. Il ne peut que déplaire à ces fervents d'une « union sans cesse plus étroite » à qui Hubert Védrine impute la responsabilité de l'euroscpticisme ambiant. La qualité de l'homme et le poids de son influence n'en justifient pas moins un examen approfondi de son analyse de la crise européenne et de ses propositions de refondation.

### *Un diagnostic unilatéral*

Le diagnostic d'Hubert Védrine part d'une critique radicale des européistes-fédéralistes dont les ambitions

### *Why read "The buggers of Europe"?*

Even in he crosschecks the critics severe and without concession of European Federalists about the present EU: intergovernmental, post-democratic and far from efficient, the work is certainly not a Federalist Manifesto. Jean Quatremer, as a journalist, first of all, tries to explain the ins and outs of this situation.

In this respect he writes a review of all the myths, lies and half-truths used by the nationalists from the right of the right, as well as on the left of the left, to discredit in the opinion the European project and re-establish the facts. But to the difference of initiatives such as "the decodes of Europe" he does not content himself with a description of what is in existence, but also he puts in context how we have reached today's situation and the insufficiencies of what is today in place, and this insufficiencies of what is today in place, and he points out those who are responsible. His demanding observer's eye that he keeps on the functioning of the EU offers an exceptional interest.

This approach is particularly refreshing and it differs from the Europeanism which is first a façade of the institutions and the sweet sugary "pedagogy" without serious interest of some "pro-Europeans". The militant federalist will find numerous marbles to contribute in solidifying his eurocritical dialogue. Indeed if the European project deserves our mobilization in its favour, this mobilization may only have for its object to radically transform the EU that embodies it today.

intégrationnistes et uniformisatrices auraient provoqué un rejet du projet par les peuples. Ces « téléologistes » ne représenteraient, selon l'auteur, qu'environ 1% de l'électorat. Leur influence sur les élites ne permettrait plus de convaincre les peuples. Le Brexit en serait la plus récente manifestation. Les solutions à ce qui apparaît comme une crise existentielle accentuée par les craintes suscitées par l'afflux des réfugiés demandeurs d'asile ne sauraient être recherchées dans une fuite en avant institutionnelle répondant à un appel imprudent à plus d'Europe, par exemple un ministre des finances qui déposséderait les ministres nationaux.

Curieusement de la part d'un membre de la mouvance socialiste, Hubert Védrine voit dans l'excès de réglementation le facteur prépondérant de ce désamour. Il a cependant l'honnêteté de reconnaître la responsabilité des administrations nationales, notamment françaises, dans certains excès de la normalisation communautaire. En souhaitant lui-même une écologisation de l'agriculture, il admet implicitement la nécessité de règles communes.

Ce n'est pas négliger ce qu'il y a de fondé dans ce diagnostic que mettre en lumière les autres facteurs qui sont à l'origine de l'euroscpticisme, voire de l'europhobie. Depuis l'échec, en 1954, du projet de Communauté politique qui devait coiffer la Communauté de Défense, le projet européen s'est enfermé dans l'économie. Outre la politique étrangère et la défense, tenues hors de la compétence communautaire, les dimensions sociale, culturelle, civique ont été négligées. L'adhésion des anciens satellites de l'Union soviétique n'a pas été

suffisamment liée à des engagements démocratiques contraignants et à des réformes de nature à donner aux peuples un réel sentiment de participation. La puissance symbolique du passage à la monnaie unique a été affaiblie par le recours à des signes abstraits sur les nouveaux billets et par une calamiteuse désinformation concernant les conséquences sur les prix de l'introduction de la nouvelle monnaie. Dans le même temps, la Commission s'est vu confier un rôle disciplinaire qui ne pouvait que la rendre impopulaire, sans que pour autant les avantages procurés par l'Union aient fait l'objet de campagnes d'information efficaces.

La création d'une deuxième présidence, celle du Conseil européen, l'adoption de facto de la règle un commissaire par État, n'a pas amélioré la visibilité institutionnelle et le dialogue avec les citoyens. Le mode d'élection du Parlement dans un cadre exclusivement national et la disproportion excessive dans la répartition des sièges au profit des pays les moins peuplés contrarient l'émergence d'une légitimité démocratique européenne. La désignation, avant les élections européennes, de candidats des deux principaux partis à la présidence de la Commission, tout en marquant un progrès, n'a pas eu les résultats espérés. La participation électorale n'a que faiblement augmenté. En dépit de tous ces facteurs négatifs, la confiance accordée aux institutions européennes, selon les enquêtes d'Eurobaromètre, apparaît, certes, en déclin mais supérieure à celle dont bénéficient les institutions nationales.

Hubert Védrine, dans sa propension à attribuer aux européistes la responsabilité de l'euro-scepticisme, néglige ce qui en est le facteur principal, à savoir la mondialisation et plus précisément la montée d'une concurrence des masses asiatiques dont la sortie de la misère s'accomplit par un transfert des activités productives que nous n'avons pas su prévoir. Au demeurant, le mécontentement qui en résulte de la part des victimes des délocalisations ne s'adresse pas seulement, comme Hubert Védrine voudrait nous le faire croire, aux institutions européennes mais à tous les pouvoirs établis.

### *Relance ou refondation ?*

Le plan Védrine consiste à réunir une « conférence fondatrice » d'une durée supérieure à celle des habituels sommets européens mais inférieure à celle d'une convention. L'objet de cette conférence, qui au départ ne réunirait que les représentants des États membres, serait de dresser « le bilan politique de la construction européenne, de ses méthodes, de son mode de fonctionnement et de décision, de sa bureaucratisation progressive, de son rapport avec les peuples » sur la base de trois rapports établis par de grands anciens, des dirigeants actuels et des représentants de la société civile. Seraient abordées ensuite la clarification du rôle de la Commission dans les politiques à maintenir après inventaire et la définition limitative de nouveaux domaines clés où la valeur ajoutée du niveau européen serait évidente.

La singularité du plan Védrine consiste à faire précéder ce bilan politique par la proclamation d'une pause dans l'intégration en vue de « renouer le contact avec les sceptiques et de les détacher des anti-européens idéologues... », de parler à la grande majorité en train de décrocher pour la convaincre à nouveau. » Il s'agit en fait d'un pari risqué. On imagine les antieuropéens de tout bord s'engouffrer dans la brèche et saisir l'occasion de cette autocritique de l'intégration pour jeter à bas ce qui a été péniblement construit en près de quatre-vingts ans.

Si l'on doit s'interroger sur les origines de l'euro-scepticisme et sur le signal négatif que donnerait la proclamation d'une pause, les analyses d'Hubert Védrine sur la plupart des questions d'actualité : déficits, dette, environnement, réfugiés... emportent la conviction. De même on ne peut qu'approuver la solution proposée pour le cadre de la refondation : les Vingtsept, la zone euro, les fondateurs ? « L'exclusion est impossible. Le programme et l'ambition feraient la sélection » Cela suppose qu'un groupe d'États propose une avancée qui, aujourd'hui ne pourrait se limiter à l'harmonisation économique, sociale et fiscale, mais devrait s'étendre à la politique étrangère et à la défense. Si la volonté politique était là, les clauses du traité de Lisbonne relatives aux coopérations renforcées ou structurées permettraient à un groupe d'États de constituer une avant-garde qui, en cas de succès, ne manquerait pas de s'élargir.

Les avancées possibles sans nouveaux traités sont considérables. Citons, à titre d'exemple, la création (en cours) d'un corps de garde-frontières, l'augmentation des ressources propres, la création d'eurobonds et d'un Trésor européen, l'harmonisation de la fiscalité des entreprises, la transformation du Fonds social en instrument de retour à l'emploi, le renforcement d'Europol et d'Eurojust, la création d'un Parquet européen, la dotation de l'Agence de défense de moyens lui permettant de financer les recherches en matière d'armements, la mise en place d'un état-major européen.

A propos de défense, cependant, on a du mal à comprendre le soutien donné au projet de traité entre France, Allemagne et Royaume-Uni, curieusement issu de la Fondation Robert Schuman, avec les meilleures intentions. Outre le peu de vraisemblance d'un revirement d'une position britannique traditionnellement hostile à tout engagement de défense hors de l'OTAN, un tel traité, s'il venait à être seulement envisagé, serait de nature à dresser un obstacle de plus sur la route d'une Union européenne devant, pour relever les défis, se donner une dimension plus politique. Un traité conclu, après le Brexit, entre les trois principales puissances européennes équivaldrait à renoncer à tout progrès en direction d'une défense européenne, organisée dans le cadre de la « coopération structurée » prévue dans le traité de Lisbonne. En second lieu, offrir au Royaume-Uni le statut de partenaire privilégié en matière de défense reviendrait à le récompenser pour sa désertion. On imagine le parti que les négociateurs britanniques du Brexit pourraient tirer d'une telle offre s'ils n'étaient paralysés par leur obsession de ne pas affaiblir l'OTAN.

Plutôt que d'un nouveau traité, nous aurions besoin, après l'élection de Trump, d'une réaffirmation de l'engagement des États-Unis. A défaut de l'obtenir, nous devons enfin nous décider à organiser une véritable défense européenne, bras armé d'une politique étrangère commune qui reste à construire. Déterminer les modalités d'une éventuelle participation d'un Royaume-Uni associé à l'Union européenne pourrait être un des chapitres de la négociation post Brexit dans laquelle il importe que la position britannique demeure celle du demandeur.

On ne peut, en revanche, que rejoindre Hubert Védrine dans son plaidoyer en faveur de la préservation du mode de vie européen. Par mode de vie, il entend « un certain équilibre entre individu et groupe, liberté et organisation, protection et expérimentation, équilibre propre aux sociétés européennes actuelles... » Nous pouvons même lui accorder que la transition nécessaire pour maintenir « une certaine douceur de vivre en Europe » ne passe pas seulement par de nouvelles

règlementations. « Au niveau européen, il faudrait donc faire connaître les bonnes et mauvaises pratiques, suggérer, encourager, entraîner, fixer des objectifs, des calendriers, sans se substituer systématiquement aux États membres, aux collectivités locales, aux entreprises... ni tout réglementer en détail ».

Si, comme on peut l'espérer, le drame syrien et les craintes suscitées par l'improbable duo Trump-Poutine, forcent l'entrée de l'Europe dans la campagne de l'élection présidentielle, le plan Védrine, avec ses ombres et ses lumières, devrait en être un des éléments.

## Relance ou refondation de l'Europe – Trois ouvrages, cinq auteurs

Robert Toulemon

Au moment où un nouveau chef d'État français entend contribuer à la refondation de l'Europe, il est intéressant de rapprocher trois ouvrages récemment publiés : *Sauver l'Europe !*, d'Hubert Védrine (Editions Liana Levi) ; *Pour quelques étoiles de plus*, de Jean-Dominique Giuliani (Lignes de repères) ; et, *Où va le monde ?* (Odile Jacob) de Pascal Lamy et Nicole Gnesotto, avec Jean-Michel Baer. Les deux premiers se limitent à une centaine de pages, le troisième présente en 235 pages un tableau d'ensemble des principales questions de géopolitique de l'Europe et du monde (Voir ma note de lecture de décembre). D'abord une pause destinée à prendre acte du mécontentement des peuples, ensuite une conférence refondatrice réunissant les États volontaires afin de dresser un bilan et de déterminer les domaines où serait évidente la valeur ajoutée européenne. Se référant à la formule delorienne de la fédération d'États-nations, Hubert Védrine fustige bien inutilement la petite cohorte des militants fédéralistes à qui il attribue curieusement une influence et une responsabilité qu'ils n'ont jamais eues. Il plaide pour une alliance de défense ouverte au Royaume-Uni en dépit du Brexit et pour un assainissement des finances publiques françaises condition d'une vraie entente avec l'Allemagne.

Pascal Lamy, ancien commissaire européen et ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, et Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale, sont de parfaits connaisseurs des crises qui secouent l'Europe et le monde, l'un plus économiste, plus rationnel, plus optimiste, l'autre plus orientée vers la géopolitique et fondant son pessimisme sur la conviction que les passions l'emportent sur la raison. Les deux premières parties traitent de l'état du monde. Elles se présentent sous la forme d'un dialogue. La troisième intitulée l'Europe au défi du monde est attribuable indistinctement aux trois auteurs. Affaiblie par le primat des intérêts nationaux sur l'intérêt commun, l'Union est incapable de répondre efficacement aux défis qui s'accumulent, depuis la crise financière jusqu'au terrorisme, à l'impérialisme poutinien, à la crise migratoire, sans oublier le défi climatique et les troubles résultant des insuffisances d'harmonisation en matière fiscale et sociale. Un narratif nouveau, celui de l'Europe civilisant la mondialisation, suppose un retour au scénario suivant lequel l'intégration économique doit aboutir à l'existence politique de l'Europe.

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, dans son opus sous-titré *Quelle politique européenne pour la France ?* approuve le projet de conférence refondatrice d'Hubert Védrine et plaide en faveur d'une

politique européenne plus active de la France recourant aussi bien à la méthode intergouvernementale que communautaire.

Politique de l'asile, répartition des réfugiés, soutien à l'investissement, renforcement de la zone euro par la mise en place d'un trésor et d'un budget, portabilité des droits, autant de sujets appelant un sursaut de volonté européenne. Le président de la Fondation Schuman se distingue par la vigueur de sa dénonciation de la tentative qu'il prête à François Hollande d'avoir tenté de contourner l'Allemagne par une coalition avec les pays du Sud, par une proposition d'harmoniser les taux français et allemands d'impôts sur les sociétés et par l'importance qu'il attache aux questions de défense. Sur ce dernier point, il préconise, en dépit du Brexit, la conclusion d'une alliance tripartite entre France, Allemagne et Royaume-Uni qui soit compatible et complémentaire de l'alliance atlantique mais sans lien juridique avec l'Union européenne.

L'élection d'Emmanuel Macron venant après les craintes suscitées, notamment en Allemagne, par le programme de Marine Le Pen, crée une fenêtre d'opportunité en faveur d'une relance / refondation conçue de manière à renforcer et à rendre plus visible le concours des politiques européennes au bien-être des citoyens. Retenons de Védrine la nécessité d'une clarification, de Giuliani celle d'une protection, de Gnesotto et Lamy celle d'un narratif nouveau. À la surprise de nombreux observateurs, l'engagement européen de Macron ne lui a nui en rien. Mieux encore, ce fut un élément de son succès sur une Marine Le Pen portant comme un boulet la sortie de l'euro.

Pour peu que les nouveaux dirigeants français parviennent à mettre en oeuvre leur programme de réformes et d'assainissement, la voie sera ouverte pour une nouvelle étape d'intégration dans le cadre de la zone euro. Sachons cependant que tout appel à la solidarité allemande suppose, de la part de la France, un sacrifice de souveraineté. Ce pourrait être l'occasion de progrès parallèles en matière de sécurité intérieure et extérieure car le processus d'union forme un tout indissociable, ce qui ne peut exclure des différenciations en fonction de la volonté et de la capacité de chacun.

Gardons-nous cependant d'un excès d'optimisme. Le vote populiste est minoritaire mais n'a pas disparu en Autriche, aux Pays-Bas comme en France. De nouvelles déceptions lui donneraient de nouvelles chances. En revanche une Europe répondant aux aspirations des peuples retrouverait sa capacité de contribuer à réduire, par son exemple, les désordres du monde..

### Allocution en l'honneur de Jean-Pierre Gouzy lors de ses obsèques à Paris, le 24 février 2017

**Hartmut Marhold**

Directeur de la recherche et du développement du CIFE à Nice, professeur à l'Université de Cologne et à celle germano-turque d'Istanbul

#### *Réalités européennes du présent*

« Réalités européennes du présent » - le nom de l'association que Jean-Pierre Gouzy a créée, pilotée, présidée, animée pendant des décennies révèle beaucoup sur la personnalité de son fondateur :

- « *Réalités* » : Jean-Pierre était un réaliste, il s'intéressait à la réalité, il n'était pas rêveur, encore moins idéologue ; non, son désir était de comprendre et de communiquer la réalité. En tant que journaliste, il était toujours proche de la réalité contemporaine, il était consciencieux vis-à-vis d'elle – pas de place, chez lui, pour des contrefaits, des « réalités alternatives », des mensonges.
- « *Réalités européennes* » : Son regard tourné vers la réalité contemporaine n'était pas neutre, pourtant – Jean-Pierre était inspiré par des convictions profondes, dont celle-ci était une des plus importantes, pour lui : Ce qui compte, en notre temps, c'est la réalité à l'échelle européenne ; c'est au niveau européen que notre avenir allait se décider – pas de place, chez lui, non plus pour le repli sur soi, pour le retrait anxieux et la rancune.
- « *Réalités européennes du présent* » : Journaliste qu'il était, Jean-Pierre avec le regard braqué sur la réalité contemporaine, sur ce qui se passait sous ses yeux, et ceci tout au long de sa longue vie – c'est-à-dire qu'il a étendu le présent vers l'histoire vécu. Il en a rendu compte, d'une façon pointilleuse et fidèle, dans ses chroniques pour l'Europe en formation, journal trimestriel du CIFE qui lui était très cher, et sa rubrique – la « chronique » - présente, pour cette raison, un trésor extraordinaire, peut-être le meilleur témoignage de sa présence d'esprit, telle qu'il l'a maintenu jusque dans ces derniers jours.

#### *Unir des hommes*

Jean Monnet a dit, au début des années 50, pour expliquer le sens de l'entreprise lancée avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier : « Nous ne coalisons pas des Etats,

nous unissons des hommes. » Jean-Pierre Gouzy l'a fait – dans le cadre des « REP » (comme nous avons convenu d'appeler les « Réalités européennes du présent » entre amis), avec les innombrables colloques qui ont réunis des européens de tous les pays d'Europe autour de la même tribune, autour de la même thématique, autour de la même réalité européennes, autour de la même rationalité, autour du même débat.

C'était un réseau extraordinaire d'hommes et de femmes en provenance d'autant de pays que d'horizons, des associations qui représentent ce qu'on est convenu d'appeler la société civile européenne, des universités qui font de la recherche et de l'enseignement sur l'Europe, des milieux politiques et administratifs régionaux, nationaux et européens, des institutions des « Communautés », puis de l'Union européenne ; un réseau constamment élargi, rajeuni, enrichi, qui s'est soudé grâce à Jean-Pierre.

Et quelle convivialité au sein de ce réseau, qui s'est bien prolongée, développée et approfondie au-delà des salles de réunions ! Les soirées dans le restaurant « Fanfani », tout près du Berlaymont, étaient légendaires, mais les « pourparlers » amicaux commençait parfois déjà au petit-déjeuner dans l'hôtel Charlemagne, et continuaient chez des amis bruxellois, dans une atmosphère décontractée, marquée par le respect et la confiance mutuelle.

Jean-Pierre nous a uni autour de la cause européenne.

#### *L'héroïsme, oui – de la vie moderne*

Dans toutes ses activités, Jean-Pierre Gouzy n'a jamais prétendu être un grand homme ; en fait, il n'était pas prétentieux du tout. Lui, qui était l'âme des « Réalités européennes du présent », n'a jamais réclamé pour lui le devant de la scène. Jean-Pierre a servi, il s'est dévoué, inlassablement, sans faille ...

Il n'a jamais prétendu être un héros – et pourtant, il en était un : il a fait l'héroïsme de la vie moderne, il a réalisé la formule que Baudelaire avait inventée et façonnée afin de rendre hommage à ces contemporains de la modernité qui, sans bruit, sans faire sensation, assument leur tâche et leur devoir et l'exécutent fidèlement tout au long de leur vie.

Jean-Pierre, en assumant les siens sans prétention, sans ambition personnelle, a vraiment contribué à construire l'Europe - en unissant des hommes autour des « réalités européennes du présent ». Nous lui devons, pour l'honorer comme il le mérite, de continuer son œuvre.

## My tribute to Jean-Luc Prevel

### After 49 years of friendship and complicity

Jean-Francis Billion

Member of the Comité directeur of UEF France, the Federal Committee of UEF Europe and the Council of the WFM - Paris

This tribute will also be published in *The Federalist Debate* – Torino, n° 3 2017

Jean-Luc Prevel died after a long illness in Lyon on the Tuesday April 11<sup>th</sup>. The Federalists of Lyon have lost three members of their Executive in a few weeks. The three of them suffered from cancer but it was the death of Jean-Luc that was our saddest pain even more than Michel Morin's, an ancient member of the Executive Board of UEF Europe and General Secretary of UEF France, and Bernard Verchine's who had joined us some years ago. More ancient were the commitments of Michel, then of Jean-Luc since they went back to the sixties.

Jean-Luc had joined the ranks of the Federalists when he was very young after his meeting Michel during a local street action by militants, men and women of Lyons (but also from Piedmont and Lombardy) in the context of the campaign for "The voluntary Census of the European Federal People" launched by Mario Albertini at the end of the epic of the Congress of the European People founded by Spinelli. Jean-Luc has always been "steeped" in the atmosphere of the federalism of Lyons and Rhône-Alpes deeply involved in the theses said to be Hamiltonian or institutional of Italian federalism; on the other hand he was opposed to all kinds of sectarianism. He made his own debut and followed his political formation mostly with the University professor, writer and translator Bernard Lesfargues, President of the local European Federalist Movement (and also responsible for the autonomist group "Lutte Occitane") and Bernard Barthalay an economist, regional leader of the Young Federalists. Jean-Luc was one of the main actors of the re-assembling (at the end of the sixties and beginning of the seventies) of the Young of the MFE Rhône-Alpes and the members of the Young European Federalists RA who belonged to the concurrent French Federalist Movement – "La Fédération"; their merging preceded the union of the adult movements in UEF Rhône-Alpes, the creation of the unified JEF France, the founding of JEF Europe and the re-unification on the European scale of the Federalist European Action (AEF) and the supra national European Federalist Movement inside the new UEF Europe after the congresses of the Nancy and Brussels at the beginning of the seventies.

It is in the context of the contacts for the creation in September 1974 at Lyons of a French national section of the European Federalist Youth (JEF) that Jean-Luc and young militants from Paris and Lyons took part in the foundation of the bulletin *Fédéchoses*. JEF France being created *Fédéchoses* became an

autonomous federalist review which was interested at the same time to, "Infra-national", "European" and "World" Federalism more than to the "integral" and "societal" federalism, dear to Alexandre Marc; it was to shelter this magazine that Jean-Luc with Albert M. Giordani (a key UEF Rhône-Alpes's leader) and myself founded in 1978 "Presse Fédéraliste"; along the same lines he was also, as Barthalay and myself widely associated to the founding of the Fédérop bookshop by Lesfargues (end 1968 beginning 1969) and later (in 1974) the publishing house "Fédérop". To his death Jean-Luc remained a member of the Collectif of the two collections founded inside "Fédérop": "Textes fédéralistes" (Federalist Writings) and "Minorités nationales" (National Minorities)... that "Presse Fédéraliste" finally took over last year.

In fringe of the UEF Jean-Luc had been Director of the publications of *Fédéchoses* since its creation and he was to ensure with Lesfargues the edition of the French edition of the Review *Il Federalista* directed by Albertini (years 1980). With these various titles Jean-Luc had a fundamental role in the translation (English, German, Italian) and the editing of *Fédéchoses* and *Le Fédéraliste*, of the "Textes fédéralistes" collection of books and finally the last collection "Carnet d'Europe" founded and directed by Alain Reguillon (year 2000). Jean-Luc also wrote many articles and took a part in the huge majority of editorials of *Fédéchoses* (often written by Jean-Luc and myself) He too, with me, contributed to a choice of texts and prepared the edition of the last four books published since 2012 in "Textes fédéralistes" (Michel Mouskhely- with Gaston Stefani; Spinelli; Lord Lothian and late 2017, Spinelli with Ernesto Rossi). Jean-Luc, tireless in spite of his serious illness which after three years, has just killed him, worked some few days before his death to the editing of French version of the Lucio Levi's *The Theory of Federalism* (2018) and was ready to edit with me the French edition of a book on Albert Camus by Alberto Bresolin, *Albert Camus L'Union des diversités. Le legs humain et politique d'un homme en révolte* that should be published mid-September 2017.

All along his militating life Jean-Luc consecrated himself to the federalist combat under its various aspects. He was one of the main links between the federalists and the "Maison de l'Europe et des Européens de Lyon" for whom nearly forty years he had been a member of the Conseil d'administration.

For over 20 years he had been Secretary (then Vice President) of UEF Rhone-Alpes after being the second President of JEF-France, a member of JEF Europe Federal Committee and of the authorities of UEF France in particular. Concerning this last point, on our last General Assembly he had decided not to have tasks at the national level, but not before contributing to a passage and generational relay in the direction of the movement of which we had made one of our main objectives. On other political or strategic choices we had always been very close; creation of an ephemeral Mouvement fédéraliste mondial Rhône Alpes (WFM Rhône-Alpes) that being very near to the local UEF allowed us progressively to obtain the Association of UEF France with the World Federalist Movement; steady contacts with regionalist and autonomist organizations members of the “Fédération Régions and Peuples solidaires” (Solidaries Peoples and Regions) and defence of regional and minoritaire languages; anti-fascist militant which was stressed by the values of the so-called “Fédéralisme de la Résistance” (during WWII) and obstinate refusal of any compromise with the extreme right parallel with a “critical opening” towards some internationalist groups of the “left ((of the left))” and altermondialists; a stubborn refusal to belong to any kind of national political party and to take part in any national election; finally to support the constituent (democratic) method by opposition to the one (diplomatic) of the pact federative between States. Not to forget our decision to insure in the name of UEF-France the animation of the supranational Campagne “New Deal 4 Europe” for an extraordinary European Plan for the durable development and the creation of jobs since 2013.

My first meeting with Jean-Luc (but also with the two Bernard, Lesfargues and Barthalay, and some others took place in the autumn 1968 in the dust and rubble

of the premises which a few weeks later were going to become the Federop Library. I had been a member of the MFE since 1967 and inscribed in the International Register of the Citizens of the World one year earlier. Ever since we had never ceased to work together in a total and quasi perfect complicity and intellectual intimacy doubled with a very great friendship, largely shared by our families.

But the activities of Jean-Luc were not limited to Federalism. He has also and especially been daily a mass engaged in the Cité, always ready and available for all women and men on other plans at the service of others, more especially in teaching (his initial profession) and the world of handicap.

With the numerous testimonies which have multiplied in recent days, what is proved clearly is that women and men will remember him as a good man turned towards others and deeply devoted to his fellow men.

Jean-Luc was finally secret, he protected himself and did not like to speak about himself, to push himself forward, and less and less to express himself in public; he always kept, even with his closest relatives a part of the secret that made him yet dearer for those who loved him – Jean-Luc we are very sorry not to have been up to your person, to help you and keep you selfishly more days with us and near us.

Before paying my last respects, I want to say to Jacqueline, your wife, to Isabelle and Hildegarde your daughters and Aurelien the son of Jacqueline, all affection and all our sadness. Jean-Luc we shall not forget Trudel your first wife, nor your son Karl Maxime departed before you.

**Rest in Peace.**

## Simone Veil : la disparition d'un mythe

---

David Meyer

Trésorier et membre du bureau de l'UEF France. Diplômé de philosophie du droit et étudiant en affaires publiques - Paris

Au-delà d'une voix, d'un visage, nous pleurons un mythe. Cette disparition nous touche au plus profond de nous car Simone Veil était notre conscience. Elle nous a transmis cette exigence si essentielle de la mémoire, de la liberté, de l'égalité et de l'espoir européen. Mais elle restera présente à jamais, car elle sera pour toujours un symbole et une part de notre imaginaire collectif.

### *Matricule 78651*

Le 13 avril 1944, la jeune Simone Jacob est déportée au camp de concentration et d'extermination Auschwitz-Birkenau avec sa mère et sa sœur. Deux jours plus tard, le matricule 78651 est inscrit à jamais dans sa chaire.

Survivante de la Shoah, Simone Veil se bat toute sa vie pour que vive la mémoire du génocide. Elle n'a jamais caché ce numéro inscrit par les nazis. Elle décide d'affronter le souvenir et de lutter contre l'antisémitisme. Cela l'amène à présider entre 2000 et 2007 la Fondation pour la mémoire de la Shoah. En 2010, elle grave sur le pommeau de son épée d'académicienne ce matricule mais aussi les flammes des fours crématoires.

Elle conserve, de cet épisode, une forte révolusion des totalitarismes et des embrigadements. Elle garde également une appétence folle pour la vie. En rentrant à Paris, elle devient magistrate et se consacre principalement aux détenus femmes. Elle y trouve la nourriture à sa profonde humanité et commisération.

Puis en 1969, elle commence une carrière politique en intégrant le cabinet du garde des Sceaux, René Pleven. L'année 1974 est le tournant : elle accepte la proposition de Jacques Chirac de devenir ministre de la santé. Son sens de la compassion et de l'humain durant cette charge marque encore les français.

### *Le combat pour le droit à l'IVG*

En 1975, Simone Veil défend la promesse du président Giscard d'Estaing de dépenaliser l'avortement. Ce combat marque sa vie mais aussi la France. Face à un parlement et à une majorité hostile, elle porte ce projet législatif avec dignité et pugnacité. Elle subit les pires insultes misogynes et antisémites mais elle attire aussi l'admiration.

Ce texte s'inscrit dans la suite de la loi Neuwirth autorisant la pilule. Finalement adopté grâce aux voix de gauche, il s'agit d'une grande avancée pour le droit des femmes. Désormais, les femmes sont indépendantes : elles disposent d'un procédé légal et sécurisé pour avorter mais elles sont aussi égales entre elles devant ce choix difficile quel que soit leur condition sociale.

Symbole de progrès social, cette loi est marquée par le « féminisme pragmatique » de Simone Veil. Elle se bat pour l'égalité hommes-femmes, en constatant à la fois les différences et la complémentarité, tout en refusant la supériorité des hommes.

Mais, ce temps si fort et si symbolique ne doit pas faire oublier le reste de son travail comme ministre de la santé. Elle défend durant les cinq années les lois sur les handicapés, l'adoption, le congé parental, l'humanisation des hôpitaux, les dons d'organe, la lutte contre le tabagisme, qui ont profondément marqué la France.

Indépendante et radicale dans idées, Simone Veil ne fait pas de compromis car son « vrai combat, c'est l'égalité des pauvres et des riches contre la maladie ».

### *Un destin européen*

Le destin de Simone Veil est lié à jamais à l'Europe. Pour le pire, avec l'abîme shoah où elle voit sa mère mourir dans ses bras mais aussi pour le meilleur. Elle incarne parfaitement l'idéal européen, celui de la paix.

En 1979, à la demande du président Giscard, elle mène la liste UDF pour les élections européennes. Elle devient à la suite la première présidente du parlement européen élue au suffrage universel. Guidée par la volonté de toujours renforcer le pouvoir européen, elle se démarque par son discernement et ses positions fédéralistes. Elle cherche à renforcer le pouvoir et la notoriété du parlement européen.

Si elle doit laisser la présidence du parlement en 1982, elle continue d'être députée jusqu'en 1993 au moment de son retour au ministère de la santé. Elle se bat durant cette période pour l'élargissement de l'Europe et pour créer des liens avec les pays voisins. Son appel en 1992 à une intervention militaire de l'Europe des 12 en Yougoslavie pour éviter un nouveau génocide a frappé les consciences. Cependant de cette expérience, elle garde un sentiment mitigé en raison du peu d'implication des politiques français.

Elle continue, au-delà de sa vie politique, à porter cette voix européenne. En 2005, malgré sa position de membre du conseil constitutionnel, elle s'exprime en faveur d'une Europe toujours plus forte et démocratique en appelant à voter oui au projet constitutionnel européen. En 2010, pour son entrée à l'Académie Française, elle fait graver la devise de l'Union européenne sur son épée d'académicienne. Mais surtout, comment oublier ses mots, quand elle confie au sujet de l'Europe en 2008 : "Quand je regarde ces soixante dernières années, c'est ce que l'on a fait de mieux".

**Nous venons de perdre en ce 30 juin 2017 une mère : celle de l'Europe unie et politique mais aussi cette figure qui sait nous remettre à notre place lorsque nous perdons le sens des choses. « Votre sourire nous manquera. »<sup>64</sup>**

---

<sup>64</sup> Phrase prononcée par Valéry Giscard d'Estaing en 1979 quand Simone Veil quitte son poste de Ministre de la Santé.

### Préface au livre d'Alessandro Bresolin, *Albert Camus : l'union des différences*

---

Agnès Spiquel  
Société des Études Camusiennes

« Empêcher que le monde ne se défasse » : l'ardente nécessité dont parlait Camus dans son **Discours de Stockholm** est plus vive encore aujourd'hui ; et, dans cette vigilance active, la responsabilité des intellectuels est immense. Pour les aider dans cette tâche, ils peuvent se référer à leurs aînés – non pour y trouver des réponses toutes faites, mais pour voir comment ils ont fait, eux, pour penser leur siècle.

Alessandro Bresolin se tourne vers Camus qui eut à affronter l'Histoire de terreur et de sang qui fut celle du **XXe** siècle. Il ne l'érige pas en professeur de morale politique ; mais il cherche – patiemment – à voir comment la pensée et l'éthique politiques de Camus se sont formées, au contact des événements et d'un réel dont il a toujours refusé de détourner sa conscience, son intelligence et sa sensibilité.

A. Bresolin met son enquête sous le signe d'une pensée fédéraliste à laquelle il adhère depuis longtemps et dont il va chercher les marques dans Camus lui-même : « union des différences » est d'ailleurs la définition que celui-ci donne de la fédération dans **Chroniques algériennes**, en philosophe qui sait la différence entre totalité et unité, la seconde permettant seule le respect des différences. Ce livre constitue ainsi une bonne initiation au fédéralisme, dans son lien avec la tradition libertaire ; grâce à une documentation fouillée, et bien maîtrisée, il éclaire des pans entiers de l'Histoire ; il retrace le parcours de la pensée fédéraliste, différencie « anarchiste » et « libertaire ». Entre Italie, Espagne, France et Algérie, il dessine le berceau privilégié d'une idéologie méditerranéenne où, avec les traits et difficultés spécifiques à chaque pays, s'épanouit une tradition de liberté dans le refus des centralismes et des verticalités ; c'est à l'aune de cette tradition qu'est relue par exemple la lutte de Messali Hadj contre le colonialisme (et contre le FLN pendant la guerre d'Algérie).

Ces mises au point se font, tout naturellement, dans le suivi pas à pas de la « formation » de Camus : par exemple ses engagements dans l'Algérie des années 1930 ; ses points de rencontre avec Ferhat Abbas ou sa proximité avec Messali Hadj ; l'influence déterminante d'un homme comme Robert-Édouard Charlier ; ses rencontres et son amitié avec Chiaromonte ou avec Silone. Camus n'apprend pas le fédéralisme dans les livres ; il le découvre à travers des hommes – surtout à ce carrefour essentiel de la guerre qui, dans le brassage forcé des intellectuels, a permis les rencontres où les convergences ont affermi les convictions : la pensée fédéraliste vient renforcer les préventions de Camus contre les nationalismes et préciser son désir d'Europe. Il est fascinant de le voir apprendre peu à peu l'Europe et fonder la pensée politique qui sous-tendra ses articles de **Combat** puis ses textes et interventions devant la montée de la guerre froide ; qui soutiendra aussi son implication dans les Groupes de liaison internationale.

L'éclairage fédéraliste jette également une autre lumière sur **L'Homme révolté** ; on pouvait s'y attendre depuis que plusieurs travaux de ces dernières décennies ont mis l'accent sur les convergences profondes de Camus avec la pensée libertaire et sur l'abondance de ses publications dans les organes de ce courant. Ce même éclairage est également probant pour une relecture de **Chroniques algériennes** : sur son versant politique, « Misère de la Kabylie » propose une évolution fédérale de la province, à partir de son organisation communale traditionnelle ; et on comprend mieux ce qui sous-tend la référence, souvent moquée, aux propositions de Lauriol dans « Algérie 1958 ». Se dessine ainsi, chez Camus comme chez les fédéralistes italiens avec lesquels il est en lien et qui tentent eux aussi de penser une issue pour l'Algérie, un schéma de fédération à la fois interne et externe, pour l'Algérie comme pour la France : une Algérie nouvelle, pluri-ethnique et pluri-religieuse, pourrait être bâtie comme une fédération elle-même fédérée à la France et à la Fédération européenne, puis à une fédération eurafricaine, avant d'en arriver à la Fédération mondiale.

On sourira et on criera à l'utopie comme, dans les années 1950, on a crié à l'aveuglement devant les tentatives courageuses de ces Libéraux qui, avec Camus, ont tenté de promouvoir une Algérie libérée de la colonisation mais plurielle et conservant un lien avec la France dans le respect et « l'union des différences ». La troisième voie, qu'ils ont tenté de frayer entre les solutions de plus en plus extrêmes auxquelles recouraient les nationalistes et les colonialistes, n'était pas celle d'un juste milieu confortable pour la conscience – mais bien un choix résolu pour la liberté et pour la justice. Leur échec historique n'invalide pas leurs convictions politiques.

Camus voyait dans le nationalisme le terreau des totalitarismes de toutes espèces ; le monde actuel le confirme à l'envi. Ce livre est donc éminemment utile ; d'autant qu'il montre comment une pensée politique s'élabore peu à peu au contact, souvent rugueux, de l'expérience – celle-ci étant sans cesse passée au creuset d'une brûlante exigence, indissolublement politique et éthique.

**Presse Fédéraliste**  
**Collection Textes fédéralistes**  
(fondée aux Éditions Fédérop en 1975)

**Catalogue - Ouvrages en vente et en préparation**

Les ouvrages épuisés peuvent être photocopiés sur demande. Tarif à préciser

Auteur	Titre	Année	PP.	Prix public €
Mario Albertini et autres	<i>Monnaie européenne et Etat fédéral</i>	1975	201	8
Lucio Levi	<i>Crise de l'Etat national, firmes multinationales et mouvement ouvrier</i>	1977	134	5
Francesco Rossolillo	<i>Histoire et conscience révolutionnaire</i>	1977	151	5
Mario Albertini	<i>L'Etat national</i>	1978	178	8
Silvio Leonardi	<i>L'Europe et le mouvement socialiste</i>	1979	253	5
Charles André	<i>L'Europe à la croisée des chemins</i>	1979	317	5
Guido Montani	<i>Le tiers-monde et l'unité européenne</i>	1982	188	8
Lucio Levi	<i>L'internationalisme ne suffit pas</i>	1984	70	5
Tetevi Godwin Tete Adjalogo G Montani et autres auteurs	<i>L'Europe, l'Afrique et la démocratie internationale</i>	1990	90	EPUISE
Jean-Francis Billion	<i>Mondialisme, fédéralisme européen et démocratie internationale</i>	1997	218	8
Michel Mouskhely Gaston Stefani	<i>Fédération et confédération : l'antithèse 2<sup>o</sup> édition en préparation (éventuellement complétée)</i>	2012	168	15
Altiero Spinelli	<i>Manifeste des fédéralistes européens (1957)</i>	2012	192	19
Lord Lothian (Philip H. Kerr)	<i>Le pacifisme ne suffit pas – Le pacifisme non plus</i>	2016	282	26
Altiero Spinelli Avec Ernesto Rossi	<i>Le Manifeste de Ventotene (et autres textes – 1941 – 1947).</i>	2016	348	25
Alessandro Bresolin Préface Agnès Siquel	<i>Albert Camus : l'union des diversités Le legs humain et politique d'un homme en révolte</i>	2017	312	23
<b>PARUTIONS 2018</b>				
Michel Mouskhely Gaston Stefani	<i>Fédération et confédération : l'antithèse 2<sup>ème</sup> édition (éventuellement complétée)</i>	2018	À fixer	À fixer
Lucio Levi	<i>La théorie du fédéralisme</i>	2018	À fixer	À fixer

**Pour commander**

Prix indiqués port non compris

Écrire à Presse Fédéraliste – c/o Maison de l'Europe – 242 Rue Duguesclin – 69003 Lyon

Ou sur le site [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)

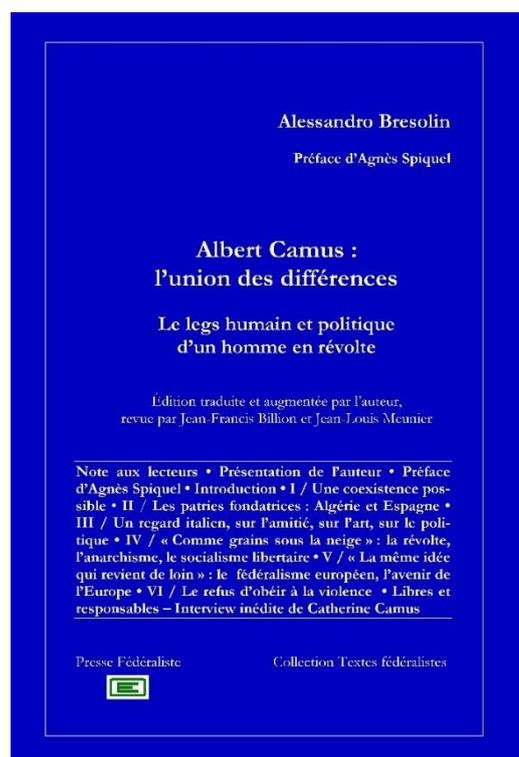
en indiquant, vos noms, prénoms et adresse ainsi que la quantité et le titre des livres souhaités

Paiement paypal ou par chèque à l'ordre de Presse Fédéraliste – ou virement sur le C.C.P. 2490 82 P LYON

PRESSE FEDERALISTE

Collection Textes fédéralistes

**Albert Camus :**  
**l'union des différences**  
**Le legs politique et humain d'un homme en révolte**  
**d'Alessandro Bresolin**  
**Préface d'Agnès Spiquel**



Albert Camus a été l'un des auteurs parmi les plus significatifs et originaux du vingtième siècle. Célèbre surtout pour ses romans, il fut longtemps oublié en tant qu'intellectuel critique et militant sans parti. C'est seulement maintenant que sa figure est pleinement sortie du cône d'ombre où elle était reléguée, celui de la polémique avec Sartre, que les essais et les interventions politiques de Camus, lus sans les lentilles des idéologies, sont évalués pour ce qu'ils expriment réellement. Ses prises de position de gauche libertaire, dans le contexte d'une guerre froide dominée par la logique du « avec moi ou contre moi », tombèrent dans le vide, considérées comme inactuelles. Et aujourd'hui ce sont justement la cohérence et la sincérité de certaines positions, sur le franquisme, la politique soviétique et le communisme, la question algérienne, le fédéralisme européen, la nécessité d'une nouvelle politique méditerranéenne ou la citoyenneté mondiale qui nous fournissent des outils solides pour lire de façon inédite notre passée composé, interpréter et affronter notre présent.

Un essai thématique, cet ouvrage, suit le fil de la pensée de Camus et non simplement la chronologie des événements qui ont marqué sa vie courte mais combien intense.

**Alessandro Bresolin (Castelfranco – Veneto, 1970)** Titulaire d'une maîtrise en Histoire contemporaine à l'Université de Bologne sur « la naissance des mouvements nationaux en Algérie 1924-1954 ». Traducteur d'écrivains de langue française (Marc Bloch, Albert Cossery, Armand Guerra, Panait Istrati, Romain Rolland, Pierre Rosanvallon, Hamid Skrif, Edmond et Jules de Goncourt, Paul Valéry...); Chercheur indépendant, il participe aux Journées internationales Albert Camus, organisées par les Rencontres Méditerranéennes Albert Camus à Lourmarin.

Il a également publié deux anthologies (Albert Camus, *La rivolta libertaria, Eleuthera*, 1998; Ignazio Silone, *Le cose per cui mi batto, Spartaco*, 2004), la conférence tenue par Camus en 1955 à Athènes sur *L'avenir de la civilisation européenne*; enfin, un recueil de poèmes et trois romans.

## Pour commander

Livre broché / 312 pages - Format : 13,5 x 18,5cm  
Prix € 23 – Port non compris - ISBN : 978-2-9558710-4-1

Écrire à **Presse Fédéraliste – c/o Maison de l'Europe – 242 Rue Duguesclin – 69003 Lyon**

[Ou sur le site www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)

en indiquant, vos noms, prénoms et adresse ainsi que la quantité de livres souhaités

**Paiement paypal ou par chèque à l'ordre de Presse Fédéraliste – ou virement sur le C.C.P. 2490 82 P LYON**